

52 من الجمل

Le Monde des livres : Sénèque

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15026 - 7 F

VENDREDI 21 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Washington au secours de Luanda

C'EST encore un petit morceau de l'héritage de la guerre froide qui disparaît. Pour n'être pas véritablement inattendu - les États-Unis envisageant un tel geste depuis plusieurs mois - la décision du président Clinton, mercredi 19 mai, de reconnaître le gouvernement angolais n'en représente pas moins un geste symbolique important.

Logique avec sa politique de soutien aux gouvernements démocratiquement élus, Washington tire un coup de chapeau à son ancien ennemi, le régime anglois issu du mouvement Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et « lâche » son allié, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, soutenu militairement, politiquement et financièrement pendant plus de quinze ans par les États-Unis au nom de la lutte contre le communisme.

En annonçant personnellement cette reconnaissance, le président Clinton, dont c'était la première initiative africaine significative, a souligné que cette décision « reflète la haute priorité que la nouvelle administration américaine accorde à la démocratisation des régimes de l'Afrique ». Une manière de saluer le récent comportement du régime de José Eduardo Dos Santos, et de dénoncer, dans le même temps, celui de Savimbi, qui a repoussé les armes après avoir déjoué les résultats des élections de septembre dernier, prévues par les accords de paix signés au Portugal en mai 1991.

En ouvrant les hostilités, en octobre, après avoir refusé sa défaite lors du premier scrutin libre organisé depuis le début de la guerre civile, en 1975, M. Savimbi a vu sa crédibilité s'effriter à Washington. C'est que les États-Unis avaient appuyé dans sa lutte contre un régime devenu un des points d'appui de l'effort d'expansion soviétique en Afrique - par soldats cubains interposés - s'est transformé en irresponsable tribulation de l'après-guerre froide.

Le signal adressé par les États-Unis à l'UNITA est clair : le temps est venu de jouer le jeu de la démocratie. Le mouvement de M. Savimbi est désormais considéré comme responsable du conflit et pressé de souscrire au nouveau plan de paix actuellement discuté à Abidjan. Après avoir usé de cette reconnaissance pendant des mois comme d'une carotte - vis-à-vis de Luanda - et d'un bâton - à l'égard de l'UNITA - afin d'inciter les deux parties à trouver une solution négociée, Washington, excédé par le refus par l'UNITA d'un compromis, a ostensiblement choisi de récompenser le gouvernement de Luanda et de repousser son ancien allié.

Cette décision risque cependant de rester sans effet face à l'intransigeance du mouvement de M. Savimbi. L'on voit mal l'UNITA, couronnée à Abidjan, de restituer les trois quarts du pays conquis depuis la reprise des hostilités, répondre favorablement à l'ultimatum lancé par Boutros Boutros-Ghali : les ennemis devaient « trouver une solution » avant vendredi 21 mai, faute de quoi les négociations engagées début avril dans la capitale angolaise, sous l'égide de l'ONU, prendront fin. M. Savimbi a déjà largement prouvé que, même isolé, il préfère la poursuite du combat au partage du pouvoir.

Lire page 5
l'article de GEORGES MARION

M0147 - 0521 0 - 7.00 F



Pour tenter de dégager un accord avec les Serbes

La France cherche à modifier le plan de paix en Bosnie

Après le rejet attendu du plan Vance-Owen par les Serbes de Bosnie, leur dirigeant s'est déclaré, mercredi 19 mai, disposé à examiner toute nouvelle initiative. Mais Radovan Karadzic a, dans le même temps, souligné que, si son projet de confédération bosniaque n'était pas retenu, il ne voyait d'autre issue que de proclamer l'indépendance des territoires conquis par ses forces,

par Claire Tréan

On a beau dire et répéter - comme le font à l'envi Européens et Russes - que le plan de paix proposé par MM. Vance et Owen sur la Bosnie est toujours d'actualité et que le « référendum » par lequel les Serbes bosniaques l'ont manifestement rejeté le week-end dernier est « nul et non avenue », la réalité, c'est qu'on est bel et bien en train de rechercher dans les chancelleries les moyens d'en sortir.

C'est en tout cas dans cette optique que travaille ces jours-ci le gouvernement français. Au Quai d'Orsay, on appelle cela « une phase de réévaluation » et l'on parle déjà d'un « plan Vance-Owen bis ». Il s'agit, explique-t-on en langage diplomatique, « de

trouver une continuité entre la référence au plan et une sortie du plan », c'est-à-dire en clair de renoncer en partie au projet Vance-Owen sans trop en avoir l'air.

Le référendum, organisé les 15 et 16 mai, par les Serbes de Bosnie n'a certes pas apporté de surprise. On savait déjà que ces derniers étaient hostiles à la carte prévoyant le redécoupage de la République en dix provinces, sans continuité territoriale, ce qui est essentiel pour eux. Il a simplement confirmé, de façon un peu plus marquée encore, que décidément cette communauté ne souscrirait pas de son propre gré au schéma proposé par les deux médiateurs internationaux, quelles que soient les pressions réelles ou supposées de Belgrade

sur les Serbes bosniaques de Pale, et qu'il faudrait par conséquent, soit remettre ce plan en cause, soit le lui faire avaler par la force (libérer une partie des territoires conquis par les Serbes), à quoi personne au monde n'est disposé. C'est ce que M. Juppé reconnaît euphémiquement, mercredi, en admettant que le plan est un peu « décalé » par rapport à la réalité. Il faut, ajoutait le ministre, « engager le processus de paix qui changera les données du problème ».

Alors, si ce plan est caduc, pourquoi ne pas le dire carrément, comme l'ont presque fait ces jours derniers les Américains ?

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN, page 3

Le nouveau partage des richesses mondiales

En révisant son évaluation de la production, le FMI bouleverse la géo-économie internationale

par Françoise Lazare

Il y a trois ans, la CIA évouait s'être trompée. Elle qui avait été, pendant plusieurs décennies, l'un des principaux observateurs de l'économie soviétique, mettant en garde contre la puissance de l'empire communiste, reconnaissait que l'URSS était au bord de la catastrophe.

Aujourd'hui, les grands organismes internationaux, Fonds monétaire international (FMI) en tête, estiment que leur image de

l'économie mondiale était peut-être déformée. L'idée qu'une poignée de pays riches, représentant 20 % de la population mondiale, produisent les deux tiers des richesses commence à appartenir au passé. Le tiers-monde en général et la Chine en particulier sont devenus de véritables puissances économiques. A eux tous (y compris les anciens pays communistes), ils pèsent aussi lourd que le monde industriel. Qui plus est, alors que la plupart des pays riches, à l'exception des États-Unis

et de la Grande-Bretagne, pétinent dans la récession, le monde en développement, lui, devrait bénéficier d'une croissance rapide au cours de la prochaine décennie.

Comment expliquer cette montée en puissance du tiers-monde alors que des régions entières n'arrivent pas à s'extirper de la pauvreté ou de la famine ? L'explication, multiforme, est mise en lumière par un changement radical des modes de calcul statistique.

Lire la suite page 14

La polémique autour de Jacques Attali



La polémique autour du livre de Jacques Attali *Verbatim*, s'est amplifiée, mercredi 19 mai, avec les déclarations de deux des principaux intéressés. Accusé d'avoir reproduit, sans leur autorisation, le texte d'entretiens entre François Mitterrand et Élie Wiesel, que le Prix Nobel de la paix se proposait lui-même de publier, Jacques Attali a continué de plaider non coupable tandis qu'Élie Wiesel, dans un entretien au *Monde*, se déclarait « déçu » et « troublé » par le comportement de l'ancien conseiller du chef de l'État.

Lire nos informations page 6 et les réactions dans la presse britannique

Pas de transfert entre la CSG et l'impôt sur le revenu

Jacques Barrot, qui proposait de rendre la CSG non déductible mais d'alléger l'impôt sur le revenu, n'a pas été suivi par la majorité.

page 13

Le projet de loi sur les contrôles d'identité : la gauche craint les « délits de faciès »

Alors que le président de la République, selon M. Méhaignerie, évoque au cours du conseil des ministres la nécessité « vigilance » qui doit être observée à propos des contrôles d'identité, la gauche politique et syndicale, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme, ont critiqué un projet de loi ouvrant, selon elles, la voie aux « délits de faciès ».

page 8

Optimisme officiel en Allemagne sur l'union monétaire

Au lendemain du « oui » denoix au traité de Maastricht, les milieux économiques allemands estiment qu'il faut s'en tenir au texte révisé pour réaliser le monnaie unique.

page 4

Cannes 93

Deux films en compétition : *King of the Hill*, de l'Américain Steven Soderbergh, et *Adieu ma concubine*, du Chinois Chen Kaige. Deux retours en arrière : l'époque de la Grande Dépression des années 30, vue par les yeux d'un enfant, et une plongée dans l'histoire récente de la Chine, des seigneurs de la guerre à la révolution culturelle.

page 10

LE MONDE DES LIVRES

Sénèque et la religion de la mort

Philippe Sollers, qui a lu avec une passion critique l'édition des textes de Sénèque dans la collection « Bouquins », s'interroge sur « la patrie de la mort universelle », sur le stoïcisme, ce « masochisme du grandiose » analysé par Paul Veyne dans sa passionnante préface.

Dans son feuilleton, Pierre Lepeu dit sa déception devant le dernier livre de Philippe Djian « *disqualifié pour dopage* » à la littérature américaine.

La chronique de François Bont : le *Journal* du poète Jean Follain.

La chronique de Nicola Zard : l'Américain Toni Morrison poursuit avec Jazz une épopée romanesque, de l'esclavage à nos jours, des Noirs américains.

L'Histoire, par Jean-Pierre Rioux : Chauvin, le soldat-laboureur. Une contribution à l'étude des nationalismes.

pages 17 à 24

Trenet, tout simplement

Le chanteur a fêté ses quatre-vingts ans, mercredi 19 mai, à l'Opéra-Bastille

par Bertrand Poirot-Delpech

Un record d'ovation. Dix minutes, montre en main. Debout, il va sans dire, pour François Mitterrand comme pour les quatre générations du public, commémorant dans une même tendresse ébahie. Trenet finirait-il par biser l'incroyable *Mer* avec chœur ? Reviendrait-il ou moins saluer d'un dernier clinquantement de l'œil, le fentre en auréole ? Rien. Ennuyé, le farfadet à peine alourdi par ses quatre-vingts ans ! Pas le genre à s'attarder. Déjà ailleurs - la devise des vagabonds.

Ce n'était pas des adieux, il est vrai (rendez-vous est pris pour octobre, à Paris, au Palais des congrès). Rien qu'un anniversaire en famille, avec, comme c'est souvent, le cadeau d'un se serait passé, ici des sketches filmés pas follement drôles. Plus émouvants

et révélateurs : *Ménilmontant* dramatisé par Aznavour, Eddie Mitchell, Renaud et Conicck Junior reprenant des tubes du « patron », signe de ce prodige unique dans le siècle : cinquante ans de succès ininterrompus, de faveurs renouvelées, de promesses qu'en effet « longtemps, longtemps après que les poètes ont disparu, leurs chansons courent encore dans les rues... »

Lire la suite page 11

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES INFERMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu. Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un cardiologue chef de service leur répondent.

SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT ?

Les points de vue de deux « adversaires » du département. Pierre Marzand et Georges Follain, l'un de ses « défenseurs », Jacques Barrot.

LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Daniel Allende.

L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

Le droit français, un droit écrit, est-il menacé par la montée en Europe du droit anglo-saxon, un droit coutumier ? Un débat contradictoire entre trois juristes : Jean-Louis Delors, Simon de la Haye et Jean-Pierre Robert.

Numéro de mai 1993 - 30 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 880 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 1,20 \$; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 35 p. ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 2,400 ¥ ; Luxembourg, 45 F. ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 H. ; Portugal, 150 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 1,50 SF ; USA, 100 c. ; 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Face à la fragmentation ethnique

par Jean-Pierre Faye

PEU de mois avant la chute du mur de Berlin, le président de la Ligue des communistes de Slovaquie, Milan Kusan, annonçait dans la revue de Jacques Lacan que la Yougoslavie serait bientôt un « grand laboratoire de la vie démocratique ». Près de deux ans plus tard, il rebaptisait ses communistes en démocrates. Mais la conséquence qui en était tirée allait être la sécession de la Slovaquie, en 1991. Avec elle commençait le processus inévitable de la « fragmentation ethnique », qui allait successivement ravager la Croatie et, plus cruellement encore, la Bosnie, cet espace désormais en quête de son

introuvable frontière. Machine à trancher dans la « pureté » des ethnies nationales, guillotine de tous les décalages, acheminée tour à tour sur chaque ville...

Ne faudrait-il pas évoquer le moment où s'inventait la démocratie ? En 1792, le journal des Amis des droits de l'homme opposait alors à la déclaration de guerre adressée à Vienne, au « roi de Bohême et de Hongrie », le jour futur où l'on verrait se composer « une Assemblée universelle de tous les peuples de l'Europe ». Je m'attacherai à rappeler également ce dessin de « l'ultime frontière » par laquelle Nietzsche projetait « l'Europe Une » - das Eine Europa - en annonçant sa venue à la jeune étudiante autrichienne, Resa, la chère philosophe. Frontière inassignable, débordant celles de « toutes ces guerres nationales et ces nouveaux empires », tous « nos petits États économiques intenses », dont il réfute la vanité chauvine de « bêtes à cornes » par la vision de « l'union économique de l'Europe » venant « avec nécessité ». Comme l'espace qui interdira la guerre. Et où le « bon Européen » est celui qui sait « penser extra-européen ».

Vuk le Serbe et Gaj le Croate

A l'intention de Milan Kusan, lecteur de Delen et de Guattari, et aujourd'hui président slovaque, on voudrait adresser la demande de prendre désormais l'initiative de ce chemin. Non plus celui des fragmentation, producteurs en tous lieux de régimes micro-totalitaires, mais celui - peut-on oser ce mot ? - des associations. Or l'association politique à l'Union européenne pour les pays de l'Europe centrale et orientale incluant toutes les Républiques dispersées en ex-Yougoslavie, et sous attente leur reconstruction économique, c'est la perspective française qui vient de s'écrouler, au juste moment. Mais elle a besoin d'être également annoncée au cœur des pays qui sont dans le plus grand danger.

Cette tâche reproduit celle de l'écrivain slovène Kopitar, grâce à qui deux poètes se rejoignent à Vienne justement. Gaj le Croate et Vuk le Serbe. Pour découvrir dans leurs dialectes régionaux la langue qui ouvrait des peuples de très ancienne affinité, Serbes et Croates. La genèse fructueuse de ce commun travail, au début du siècle précédent, est ce qui, plus tard, rendra possible l'éclosion des peuples « yougoslaves » (le mot est proposé par Gaj, et popularisé à Zagreb). Dans leur résistance des années 1941-1943, l'Europe va puiser pour une grande part les conditions de sa liberté, où reprendra source l'unité franco-allemande, ce fleuve vivace. Dont le courant doit entraîner pour l'avenir la fin des guerres civiles européennes.

Un exemple d'histoire multiculturelle la précède et la fertilise par une telle évidence que l'on oublie de s'en étonner : c'est la genèse de la Confédération belvédère. Elle est décrite avec excellence par Jean-François Berger (1) en « historien impertinent », qui souligne cet instant de l'enlèvement alpin, au col du Saint-Gotthard, crucial au XIII^e siècle. Moment où naît précisément l'Université à Paris et Bologne, et pour toute l'Europe. A l'autre bout de la chaîne, le Polytechnicum fédéral de Zurich va être, à ses débuts, vers 1860, dans son état-major enseignant, un repaire de repris de justice... Tant y souffle l'âme internationaliste.

Anapourant, ce fut le « citoyen de Genève » qui apprit à la Révolution française à savoir prononcer sa citoyenneté. Mais Rousseau est plus encore, dès 1756, l'inventeur et le narrateur de la République européenne, comme confédération justement.

Avec lui la narration a parlé l'avenir. Mais il arrive que les narrateurs détruisent le futur. La revue Dialogue vient de donner une réédition de ce qu'elle nomme les « textes-clés » : les trois écrits qui ont dévasté la Yougoslavie. Le *Memorandum* de l'Académie serbe des sciences et des arts, en 1986, appelait à

« l'établissement de l'intégrité totale, nationale... du peuple serbe » : on y entrevoit ce « totalitarisme » qu'évoquait ici même Edgar Morin (2), exigeant déjà que le Kosovo soit « réprimé ». La déclaration islamique (*Slomska Deklaracija*) d'Alija Izetbegovic, en 1970 et de nouveau en 1990, annonçait que « l'époque de la paix est révoquée » et assurait que « les médias, journaux, radio, télévision, cinéma doivent être aux mains d'hommes qui ont une autorité islamique », et non « aux mains d'hommes pervers et dégénérés... ». Selon elle, « l'islam est le point de départ, le point de la suite, pour délimiter les frontières » : « l'islam est son idéologie, le point de son politique ». « de l'Afrique tropicale à l'Asie centrale... » La dérive de la réalité historique de Franjo Tudjman, en 1990, voulait réduire à « quelques milliers » le génocide nazi-ostachi des Serbes en Croatie et en Bosnie (évalué sérieusement à près de trois cent mille), et notait, en guise de « propos », qu'un « juif reste un juif », et que, dans le camp de la mort, à Jasenovac, « ils gardent tous leurs défauts... égoïsme, habileté, avarice, tromperie et manie du secret... », tout en assurant que « d'autres témoins parlent de la même façon ».

Par ces contes redoutables s'est trouvé géré d'avance le cruel délabrement d'un espace qui avait su résister à Hitler et à Staline. Et où trois millions de réfugiés, aujourd'hui, errent en tous sens. Où quinze mille enfants ont été tués, à Sarajevo. Où le corps des femmes blessées témoigne de la grande blessure « yougoslave » - ce mot inventé au siècle précédent par les patriotes croates, pour désigner leur liberté.

Une proposition de politique générale

La escocécie historique se demandera par quel terrible accident la Communauté européenne a pu assister au dépeçage de la fédération yougoslave, qui lui était pourtant économiquement associée - jusqu'à la voir réduite sur la carte aux figures morcelées que lui avait imposées déjà le Reich hitlérien. Le moment o'est-il pas venu pour l'Union européenne, à l'avenir, de contribuer à l'union des peuples - et tout particulièrement de ceux qu'appartenaient les cultures et les langues ? Et, plutôt que de voir les bombes s'ajouter aux abus, de reprendre la courageuse pro-

position de politique générale qui vient d'être affirmée, le 8 avril. Elle change, déjà, la parole des fragmentationnaires en celle des associationnaires... Supposons en effet les Républiques yougoslaves associées politiquement à l'Union, dans son espace de non-guerre, et reliant ainsi l'Italie à la Grèce. Financer leur reconstruction vaudrait mieux que des bombardements, fussent-ils humanitaires, ou « chirurgicaux ».

Fécondité de la culture arabo-islamique

On voudrait suggérer qu'à Sarajevo, dans la ville assassinée, puisse naître ainsi un institut dédié à Ibn Rochd - Averroès -, continuateur à Cordone de la philosophie athénienne, penseur téméraire de cet « intellect actif » commun à tous les hommes, et de cette essence divine « dont l'existence est égale à la science ». Lui qui atteste la fécondité de la culture arabo-islamique en Europe, bien loin de « délimiter les frontières » entre les mondes. Et dont le grand précurseur, Al Farabi, naît du côté de l'actuel Ouzbékistan. Et qui a contribué plus que tout autre au choc et au débat d'où l'Université à Paris prit son essor.

La parole donnée à l'association politique plutôt qu'à la fragmentation ethnologique, ce sera celle d'Averroès comme de Rousseau et de Nietzsche, - de Gaj et de Vuk. Et ce n'est point hasard si la plus ardente initiative afin de fonder un espace de débat culturel et de recherche comme Université européenne, aujourd'hui, nous vient de Zurich, - le lieu justement où la jeune Vienne Resa recevait le message de Nietzsche sur « les chers Européens de... demain ».

A ce message oietzschéen, refusant la fureur nationale, « notre rage », la rabies nationalis, comme la toute dernière « maladie de la raison européenne », nous emprunterons encore les voix de la plus grande urgence :

Europe - « Europe Une », - l'libre-nous de la fragmentation ethnique et de la rage nationale !

(1) Europe et les Slaves, éd. Zof, Genève, 1992.
(2) Le Monde, du 11 mars 1993.
Jean-Pierre Faye est écrivain et philosophe.

Cinéma

La forteresse et le géraniom

par François Geindre

LE commandant Erieb von Strobeim soignait un géraniom avec amour : la dernière fleur de la forteresse. Dans une industrie audiovisuelle menacée par la standardisation, le cinéma français ressemble à cette fleur miraculeuse.

On sait que le miracle de cette survie doit moins à la providence qu'à la continuité d'une tradition établie depuis 1946 : l'intervention résolue de l'Etat aux côtés de la profession, son amie. On sait aussi que les socialistes ont brillamment adapté et amplifié le contrat fondateur de cette politique : un fonds de soutien garantissant le réinvestissement d'une partie des recettes du cinéma dans le cinéma, sous les auspices d'une administration spécifique, elle aussi héritée du programme de la Résistance : le Centre national de la cinématographie.

Il en aura fallu des efforts et de l'imagination en cours des douze années écoulées, alors que se dessinait un paysage qui n'a plus rien à voir avec celui de 1981. Survivons-nous : trois chaînes publiques diffusent cinq cents films ayant obtenu l'essentiel de leur amortissement et leur titre de noblesse grâce à la fidélité de cent quatre-vingts millions de spectateurs fréquentant le parc d'écrans le plus moderne et le plus dense du monde.

En 1992, le film cinématographique est partout : sur les six chaînes de télévision hertziennes, dans les « chonquets de programme » du câble et du satellite qui entament sous nos yeux une montée en puissance, source de bouleversements radicaux, sur le marché des vidéo cassettes et des vidéo disques, qui dépassera bientôt le marché des salles comme il l'a fait depuis longtemps aux Etats-Unis. Le prix à payer, on s'en souvient aussi, aura été une contraction de moitié de la fréquentation des salles, à peine stabilisée à cent millions de spectateurs. Avec son corollaire économique, l'effondrement de la profession de distributeur, avec son insupportable coexistence culturelle : la disparition progressive des salles indépendantes.

Il en aura fallu des efforts pour maintenir le contrat initial en déviant le compte de soutien vers l'audiovisuel au fur et à mesure que s'y transfèrent l'essentiel de la recette, pour relayer la part de financement de la production acquise assurée par les distributeurs en inventant les SOFICAS, pour multiplier les aides à la création et les aides au développement du parc d'écrans hors les grandes zones d'arbanisation - ADRC, - pour créer avec le FEMIS une grande école de cinéma, devenue le modèle de référence en Europe,

pour lancer un plan de sauvetage du patrimoine cinématographique français inégalable.

Au moment où les socialistes s'absentent du gouvernement, il importe que les acquis de cette politique soient défendus sans défaillance. Les ravages du libéralisme à tout va sont en matière de cinéma dévastateurs : où est passé le géant cinématographique italien d'hier ? Et si le cinéma soviétique témoignait d'une vitalité, hélas asservie, il aura fallu moins de trois ans au jeune capitalisme russe et à l'invasion sans contrôle des cassettes américaines pour l'annuler à peu près complètement. Survivons-nous de la brève parenthèse libérale de 1986-1988 : la privatisation sauvage de TFI fut la décision la plus néfaste de toute l'histoire de l'audiovisuel français.

Achimie complexe

Puisse le gouvernement actuel méditer cette leçon ! Qu'il prenne garde aux sirènes de la déréglementation, qu'il se méfie des économies budgétaires faciles qui compromettent l'avenir pour passer l'année. Le miracle d'un cinéma français debout est une alchimie complexe d'équilibres fragiles.

Le cinéma a toujours été menacé. Aujourd'hui, le danger provient d'une économie devenue paradoxale : le film est financé par le petit écran mais les téléspectateurs l'adorent parce qu'il vient d'ailleurs : il a été soigné avec amour pour la « grande illusion » de la salle obscure. On a évoqué ci-dessus comment les gouvernements socialistes ont su gérer cette évolution sans compromettre l'équilibre fondamental d'Etat-profession-fonds de soutien. Mais si la bataille du film a été gagnée, et la création : à peu près préservée, l'économie du « lieu de naissance » du film, la salle, court un péril extrême : celle de la disparition des fondations de l'édifice.

Les gouvernements socialistes n'ont pas remporté la bataille de la concurrence. Commencée avec la dissolution du GIE Gaumont-Pathe, la décadence s'est achevée avec sa reconstitution. La sortie d'un film à Paris et dans les villes-clés, c'est-à-dire son destin éternel, ses supports confondus, est aujourd'hui entre les mains de deux décideurs : l'entente Gaumont-Pathe et l'UGC. Malgré la volonté d'agir constamment affichée, les rapports d'experts, les lois, les commissions du CNC, les procédures devant le Conseil de la concurrence, rien n'y a fait, la marche vers le monopole s'est jamais pu arrêter et la sanction est tombée, impitoyable : la domination capitaliste du plus fort sur le plus faible. Elle a produit la supériorité du cinéma américain (le seul dont les distributeurs ne soient pas soumis aux deux grands circuits), la résistance difficile et courageuse du cinéma français ; elle a entraîné la quasi-disparition des écrans de toutes les autres cinématographies, notamment du Sud et de l'Est, dont la France fut si longtemps la terre d'asile.

On a rappelé les acquis de la politique socialiste en faveur du cinéma. Il fallait aussi reconnaître le défaut majeur de la politique de la concurrence. Employons-nous à le corriger. L'histoire économique nous indique où va le cinéma : vers le monopole intégral, puis l'effondrement final par le monopole annoncé. Une loi de concurrence dans ce secteur est vitale. Elle est désormais possible et dépasserait sans doute les divergences partisans.

La mise en œuvre de la grande loi de l'audiovisuel - la séparation de la production et de la diffusion - est aujourd'hui possible et nécessaire, qui définirait enfin cette rencontre des offreurs de films et des demandeurs de programmes qui est l'essence du marché des images. Cette loi était prématurée en 1981 : inapplicable alors à la télévision publique qui détenait le monopole de la diffusion audiovisuelle, elle aurait mis le cinéma dans l'incapacité de se défendre contre lui. La mutation douloureuse décrite au fil de ces lignes permet enfin d'introduire le chaînon manquant à un paysage audiovisuel vertueux. Il y faudra encore du temps et beaucoup de concertation, de dialogue, de débats sur les modalités, mais la voie est tracée et limpide. L'opposition n'est pas le plus mauvais endroit pour préparer l'avenir.

► François Geindre s'exprime au nom de la commission cinéma du Parti socialiste.

Bosnie-Herzégovine

Sans vergogne

par Alain Finkielkraut

L'AUTRE soir à la télévision, Bernard Kouchner demandait une intervention scénique symbolique et qui frappe également les Croates et les Serbes, coupables au même titre d'agression contre les Musulmans de Bosnie.

Plus circospects que l'honneur au cœur d'or, les accords dirigeants européens tirant argument de la médiocratie qu'est devenue la guerre dans les Balkans, pour écarter toute solution militaire et pour anéantir d'étendre aux Croates de Bosnie et à la Croatie les sanctions économiques aujourd'hui imposées aux Serbes.

Même gonflée de Serbes refusant de ratifier le plan Vance-Owen, alors que les Croates ont exigé l'application. Leur apparemment est sans aucun doute démentiable. Mais c'est parce que la communauté internationale refuse de se donner les moyens d'arrêter et d'arrêter de faire reculer ceux qui ont déjà conquis et « nettoyé » les deux tiers de la Bosnie-Herzégovine que la peau de chagrin restante est aussi éprouvante dépitée : les Croates sont inquiets pour les provinces qui leur ont été attribuées à la Musulmans qui n'ont presque plus rien, s'efforcent de régner sur les Croates une partie du terrain perdu sur les Serbes. Et c'est parce que l'embargo sur les armes n'a pas été levé en dépit du vaineux déséquilibre des forces que les uns et les autres veulent à assurer le contrôle des routes où passent les rares convois qui transportent équipements et munitions.

Tout est devenu rare

Comme l'écrit Muhamad Sacirbey, le représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'ONU, dans une lettre au président du Conseil de sécurité : « L'embargo sur les armes a le même effet que la dévastation des défenses adéquates et si la population de Bosnie avait reçu une aide humanitaire suffisante, le conflit entra chafé locaux n'aurait jamais éclaté ». Après plus d'un an d'agression infernale et impunie, tout est devenu rare pour les agresseurs : la terre, les vivres, les fusils, les médicaments. Dans cette situation de rareté, l'autre hama apparaît inextinguiblement comme un entre-homme à l'autre vietnam comme un ennemi. On ne peut rien imaginer de pire, mais c'est seulement dans les films à l'eau de rose que la misère ambalait. Il faut avoir perdu toute vergogne pour transmuter en raison de ne pas intervenir ce qui est, en fait, la conséquence tragique de nos amalgames et de nos atermoiements.

► Alain Finkielkraut est écrivain.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourd, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourd
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Triaud.
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-72. Société filiale de la SARL Le Monde et du Monde Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé de 36-15 - Tappez LM
Imprimé par le Monde à 12 125 000 F
94552 IVRY CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc. : 281.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs mensuelles y compris CEE et TVA
3 mois	536 F	572 F	750 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO.
« LE MONDE » (USPS - 595-010) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 15, rue Falguière, N.Y. 10011, U.S. and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to 15, rue Falguière, N.Y. 10011 - 1518.
For the phone number, see USA.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1100 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 293 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

Après le «oui» danois au référendum sur Maastricht

Copenhague lance un plan de croissance

Bénéficiant de l'effet stimulant du «oui» au second référendum sur Maastricht, le gouvernement danois n'a pas attendu longtemps pour présenter un plan de croissance économique destiné à briser la progression du chômage dans le royaume et à alléger une pression fiscale parmi les plus élevées de la Communauté européenne.

Le contenu du plan de croissance économique du gouvernement, intitulé «Nouveau cap vers des temps meilleurs», a été rendu public dès le lendemain du «oui» à Maastricht. Le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen (social-démocrate), a annoncé que ce plan «ambitieux» de croissance serait discuté en première lecture au Folketing (Parlement), mardi prochain. Quant à la banque centrale du Danemark, elle a abaissé mercredi son taux d'escompte de 9,25 % à 8,25 %.

Le plan du gouvernement devrait permettre, grâce à l'avancement de travaux d'infrastructure publique, de créer 25 000 emplois nouveaux en 1994 dans un royaume qui compte près de 5 400 000 habitants (12 % de la population active). Il prévoit également des allègements fiscaux d'un minimum de 3 000 couronnes (2.800 francs) par an pour les contribuables. Ces réductions fiscales devraient coûter environ cinq

milliards de couronnes (4,8 milliards de francs) à l'Etat en 1994.

«Nous devons donner un nouveau départ à l'économie danoise, nous devons aller de l'avant pour profiter du prochain cycle de croissance en Europe», a déclaré le ministre des finances, Mogens Lyketoft (social-démocrate). Il a estimé que «le Danemark dispose d'une marge de manœuvre pour rompre le cercle vicieux de la balance des paiements, sa faible inflation, ses taux d'intérêt en baisse et surtout après le «oui» de mardi, qui offre une chance unique pour mettre le cap vers un avenir meilleur».

Nouveaux affrontements

Cet avenir, trois cents jeunes Danois, appartenant à un mouvement de squatters (BZ), ne le voient pas en rose. Ils ont, dans la nuit de mardi à mercredi, affronté violemment les forces de l'ordre (le Monde du 20 mai). Le bilan définitif des heurts avec la police est particulièrement lourd. La police a fait usage de ses armes en tirant à balles réelles, onze manifestants et vingt-cinq policiers ont été blessés, dont un très grièvement. «Ces manifestants ont utilisé six à huit tonnes de pavés dans leur bataille avec la police», a expliqué M. Rasmussen en établissant une distinction entre les partisans du «non» et les «événements».

Ces événements n'ont pas empêché les capitales européennes

de se réjouir du succès du «oui» danois, en en tirant, parfois, des leçons intéressées. Le gouvernement suisse s'est ainsi félicité d'une issue politique qui ouvre «la capacité» pour la CEE de trouver des solutions tenant compte des particularités de ses Etats membres. Ce référendum confirme que la Communauté «respecte les volontés exprimées par les peuples», a souligné le Conseil fédéral dans une déclaration. Toute la presse suisse a salué le vote danois, et un sondage, diffusé, mardi, par les journaux suisses, montre un retournement de tendance de l'opinion publique vis-à-vis de l'Espace économique européen (EEE), qui regroupe les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et de la CEE: une majorité d'électeurs voterait maintenant en faveur de l'entrée dans l'EEE. En revanche, c'est toujours le «non» qui domine pour une adhésion à la Communauté européenne.

Bu France, le ministre des affaires européennes, Alain Lamassouze, a tenu à mettre en garde les futurs adhérents à la CEE qui souhaiteraient s'appuyer sur l'exemple danois pour demander une entrée dans la CEE à la carte. «La France n'admettra pas qu'un régime particulier, sur mesure, soit proposé à des pays candidats à l'adhésion», a-t-il déclaré lors du débat sur la politique européenne du gouvernement qui s'est achevé mercredi 19 mai à l'Assemblée nationale.

Bonn se veut optimiste sur la réalisation de l'union monétaire

Au lendemain du vote favorable du Danemark sur le traité de Maastricht, les milieux économiques allemands considèrent que, la grosse pierre danoise dégaînée du chemin, la voyie peut repartir vers l'union européenne. Le chancelier Kohl reste un Européen convaincu, et les ailes politiques, économiques ou monétaires ne l'ont pas détournée de sa stratégie à Maastricht, tout Maastricht. A Francfort, la Bundesbank, deuxième intervenant essentiel, pousse dans le même sens.

FRANCFORT

de notre correspondant

Pour des raisons politiques, il apparaît impossible de modifier quoi que ce soit du traité voté par le Parlement. Le texte est actuellement sur le bureau du président de la République, Richard von Weizsäcker, qui attend, avant de le signer, le jugement de la Cour constitutionnelle sur une vingtaine de plaintes déposées. Il semble, en particulier, hors de question de formaliser d'une quelconque manière l'eutésie franco-allemande, même si restant dans le cadre du traité, sans risquer les critiques des autres pays. Cette idée, un moment caressée à Paris où la nouvelle majorité avait évoqué une «initiative franco-allemande», est rejetée comme dangereuse. Il en est de même pour la création d'une «petite union monétaire» regroupant la France,

l'Allemagne et le Benelux. Il en est de même, enfin, en ce qui concerne l'Autriche, dans le cas où ce pays entrerait comme il le demande, dans la Communauté.

Cette volonté gouvernementale de s'en tenir au texte rejoint celle de la Bundesbank. Les gardiens du mark estiment qu'une union franco-allemande est une manière de leur demander de prendre leurs décisions en fonction de considérations françaises ou européennes. Cette exigence (on la trouve formulée également en Allemagne) est tout à fait contraire à l'orthodoxie francfortoise. La Bundesbank tient compte, à sa manière, des intérêts des autres lors de ses décisions et plus largement qu'on ne le croit. Mais elle ne veut surtout pas être contrainte. Son indépendance ne serait remise en cause, au bout du compte, la lutte anti-inflationniste en péril. En outre, la Bundesbank, légaliste, souligne que le traité de Maastricht dit bien que les politiques monétaires restent du ressort des nations jusqu'à l'union proprement dite (phase 3).

La version

avant 1987 du SME

Pas d'union avant l'union: telle est la philosophie. Et, d'ici là, il faut appliquer le système monétaire européen (SME) dans sa version d'avant 1987, celle qui autorise des ajustements réguliers des monnaies des lors que les résultats économiques, en particulier les divergences d'inflation, l'imposent. Le système européen de échanges doit redevenir semi-rigide ou semi-

flexible comme l'on veut: telle est la leçon tirée des tempêtes monétaires de l'automne dernier. A voir, cependant, les dévaluations, comme on l'a fait depuis 1987 pour des raisons jugées essentiellement politiques, un a réévalué la méfiance des marchés et leur vengeance a été coûteuse.

La dévaluation «à froid» de la peseta espagnole et de l'escudo portugais, il y a quelques jours, ont démontré que cette vision allemande du SME a été comprise par les autres Européens. On du moins quelle leur a été imposée et que, quoi qu'il en soit, elle semble devoir s'appliquer à l'avenir. Bonn soutient, sur ce point, sa banque centrale.

Si le chemin est donc tracé, quand est-il à temps au but? La Bundesbank déclare désormais ouvertement qu'elle doute de la possibilité de passer en «phase 3» début 1997, première date possible de l'union monétaire. Une majorité de pays doivent être prêts fin 1996 selon le traité. Or, même si la question juridique demeure de savoir si cette majorité, sur douze, doit être de six ou de sept, du fait du sort spécial réservé au Danemark et à la Grande-Bretagne, il semble difficile qu'un nombre suffisant de pays respectent à temps les critères nécessaires (inflation, déficits publics, etc.). La récession est fâcheuse, notamment parce qu'elle a creusé partout les déficits budgétaires. Les combler sera long. La Bundesbank repousse l'union, au mieux, à 1999. A cette deuxième date prévue par le traité, l'union des pays qui sont prêts est automatique quel que soit leur nombre. Pour accélérer, il serait possible d'assouplir les fameux critères. Mais Bonn et Francfort refusent fermement tout raménagement, à l'exception peut-être de celui qui limite à 60 % le rapport entre l'endettement public et le PIB (produit intérieur brut). La Belgique, où ce ratio est de 132 %, sera bien incapable de le satisfaire avant longtemps, mais comme personne n'imaginerait une Europe sans la Belgique, il faudra considérer ce critère avec beaucoup de souplesse.

Reste que Bonn semble plus optimiste que Francfort en s'appuyant sur le futur élargissement européen. L'arrivée probable dans la Communauté des trois pays scandinaves et de l'Autriche va modifier les choses. Ces pays (du moins la Norvège et l'Autriche) vont apporter de la rigueur, donc changer les moyennes européennes d'une part, et, d'autre part, porter la majorité à neuf (sans bénéfice du jugement juridique dont il a été question plus haut). Les cinq pays du «noyau» actuel (France, Allemagne, Benelux) plus les quatre nouveaux venus font la majorité requise. Voilà pourquoi Bonn ne désespère pas. Si tout se passe bien, c'est-à-dire, en premier lieu, si la récession ne dure pas...

ERIC LE BOUCHER

PROCHE-ORIENT

Israël : des colons juifs en état de résistance

Les ultras se disent prêts au pire pour éviter l'irréparable : un retrait des territoires occupés, mais ils sont divisés et manquent d'une direction

HÉBRON (Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

«Nous faire partir d'ici reviendrait à mettre en œuvre une politique criminelle de purification ethnique. Alors, nous appellerons l'armée à ne pas obéir aux ordres.» Dans le grand salon de sa confortable villa, sur les hauteurs de Kiryat-Arba, dominant Hébron, Elyakim Haetzni, avocat fébrile et tribun efficace, déclare la guerre au «gouvernement de pleureuses» dirigé par Itzhak Rabin (le Monde du 20 mai). Ancien député d'extrême-droite et défenseur attitré des colons-fingeurs (1), cet homme d'une soixantaine d'années a mis en place le premier «comité d'action contre l'autonomie arabe». Objectif: empêcher, par tous les moyens, y compris l'insurrection et la terreur, l'émergence d'une entité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza.

Dans une vague et tendancieuse comparaison entre la situation de la France de Vichy et celle des territoires occupés, M. Haetzni brandit l'exemple de la rébellion du général de Gaulle. «Abandonner ne serait-ce qu'une partie du territoire national aux Arabes, c'est de la haute trahison. En conséquence, un gouvernement coupable de ce crime serait illégitime, nous n'aurions plus à lui obéir.» A ses yeux, le territoire national inclut évidemment Gaza, la Cisjordanie et le plateau du Golan.

«Le mouvement est encore en période d'incubation, estime Elyakim Haetzni, professeur de sciences politiques à l'université de Jérusalem, mais l'analogie avec l'OAS d'Algérie existe.» Ouzi Baran, ministre du tourisme et partisan déclaré d'un dialogue ouvert avec l'O.P., n'est pas loin de partager cet avis. Il évoque le mélange détonant de peur et de haine, de désespoir et de fanatisme qui régne les colonies: «Vous avez là une population qui se sent trahie, qui se fait face à un gouvernement qui agit selon elle, à l'encontre des normes politiques juives. Les conditions de l'émergence d'un nouveau réseau terroriste clandestin sont donc, selon moi, réunies.»

Benay Elon, rabbin de son état, va plus loin. «Si nous ne parvenons pas à nous débarrasser légalement de ce gouvernement défectueux, dis-til récemment, je peux vous assurer qu'il y aura beaucoup plus d'un réseau clandestin, à Israël, que de vivre des heures chaudes. «A la minute où l'on accorde l'autonomie aux Arabes, je décroche mon fusil», nous avait déclaré Zvi Katover, maire de Kiryat-Arba. Ses administrés et d'autres colons sont nombreux à penser comme lui.

Laïcs

et religieux

Conscient du danger — la rébellion éventuelle des colons est sans cesse présente à son esprit et explique que sa résidence à Hébron, en Cisjordanie, est devenue une forteresse — Elyakim Haetzni, 47 ans, est un homme d'extrême-droite. M. Rabin hésite encore sur la conduite à tenir. En dix ans, le nombre d'implantations juives dans les territoires — petites bombes à retardement disséminées çà et là, y compris par les gouvernements travaillistes depuis plus de cinquante ans — a considérablement augmenté. Et leurs populations ont quadruplé pour atteindre (Jérusalem-Est et plateau du Golan exclus) près de deux millions d'âmes. La grande majorité des habitants, même s'ils votent à droite — à 80 % aux dernières élections — se sentent, est vrai, installés de préférence dans les colonies de peuplement les plus proches de l'ancienne «ligne verte» qui séparait Israël de la Cisjordanie.

Ce fut une habileté de M. Rabin que d'introduire une distinction volontairement floue entre «la colonie politique», vouée aux cérémonies et à l'implantation stratégique, digne d'être encouragée. Personne ne connaissait précisément la liste des unes et des autres, la mobilisation des colons n'en est que plus difficile. Au reste, les deux tiers des colons sont des laïcs, peu concernés par les rêves messianiques des barbus.

Cependant, dix à douze mille appartenaient à la mouvance sionniste du Gush Emounim et, au total, environ quarante

mille seraient, d'après Joseph Alpher «idéologiquement motivés». Vingt-cinq mille seulement, selon Elyakim Haetzni, auteur d'un remarquable ouvrage sur la montée de l'extrême droite juive. Quoi qu'il en soit, les colons ont des relais et des soutiens dans les partis d'opposition de droite et d'extrême-droite, mais ils disposent aussi de gros moyens financiers, fournis par les riches diasporas d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest, France comprise.

Du coup, la mission des forces de l'ordre — à supposer que les ordres appropriés soient donnés — est d'autant moins aisée que ces ultras ont des enfants dans l'armée, que beaucoup sont aux mêmes officiers ou sous-officiers de réserve de la glorieuse Tzahal — acronyme de l'armée d'Israël — et que toutes les colonies, à quelques exceptions près, ont été incluses dans le schéma régional de la défense nationale. En clair, il y a des dépôts d'armes militaires dans presque toutes les implantations juives des territoires, y compris des pièces d'artillerie dans celles qui sont proches des frontières.

Organisés sur un mode paramilitaire, les colons disposent d'une station légale de radio en ondes moyennes, des meilleurs systèmes de communication à codes couleurs et d'un grand nombre de véhicules blindés. La plupart des fusils-mitrailleurs Uzi ou M16 que l'on voit, un peu partout dans les territoires, à l'épaule des «cow-boys en kippa» — titre d'un article vengeur du bi-mensuel *Jerusalem Report* — ont été fournis par Tzahal.

Remplir

les prisons

Bien sûr, l'armée, qui garde, à tout instant, l'ordre dans les colonies, tient les comptes de tous les matériels fournis. Théoriquement, les soldats peuvent reprendre les armes en cas de «service usage». «Nous avons fait de nombreuses reprises», affirme un porte-parole du ministère de la défense, et, notamment la semaine dernière, après avoir identifié certains des acteurs du *show* inconvenant de la police juive de Judée (le Monde du 20 mai).

N'empêche que certains députés de gauche réclament que toutes les armes soient reprises dès maintenant. Le pouvoir hésite. «Le gouvernement affirme, déclare Zvi Katover, ministre de la Défense et proche de M. Rabin, n'a aucune intention de confisquer les armes des colons. Dans l'ensemble, ils ont largement démontré leur sens des responsabilités.»

De toutes manières, jure Noam Arnon, «si on nous confisque nos

armes, nous en trouverons ailleurs». Chaque colon, à condition qu'il n'ait pas de casier judiciaire, dispose automatiquement d'un permis légal de port d'arme. Pour quoi faire? «S'il y a un accord avec les Palestiniens, estime Elyakim Haetzni, il y aura forcément de la violence et des tueries. L'inquiétant est que, pour instituer le chaos général, perpétrer des assassinats politiques de notables arabes ou autres, vous n'avez pas besoin d'un grand nombre d'excités.»

Les désaxés de Judée-Samarie pourraient-ils aller jusqu'à franchir la «ligne rouge du judaïsme», c'est-à-dire tirer sur d'autres juifs? «Dans certaines circonstances, nous a confié un colon d'Hébron, on peut tirer sur les soldats, la Torah ne l'interdit pas.» Le «guide» religieux de Kiryat-Arba n'est pas d'accord. «Les juifs ne doivent pas combattre les juifs», prétend le rabbin Waldman. Mais, je ne peux pas être tenu pour responsable de tous ceux d'ici. En fait, remarque le professeur Sprinzak, «au nom de Dieu, la Bible est pleine de récits de guerres entre juifs». Le désespoir et le fanatisme risquent toujours d'aveugler les moins sages.

L'autorité principale des autorités, ce sont les divisions intestines de ces clans extrémistes. Entre «barbus» et laïcs, on ne s'aime pas beaucoup, et jusqu'à l'intérieur de chaque camp, on se querelle sur les méthodes à employer pour éviter le pire. Les «légions juives» que certains appellent de leurs vœux, ou l'OAS juidaïque qui fait peur à d'autres, n'ont pas trouvé leur Sinaï. Décapitée par le discours conciliant du gouvernement vis-à-vis des Palestiniens, la *Yeshiva*, la communauté des colons, se cherche désespérément un maître.

Avant de déclencher une éventuelle insurrection, voire de provoquer la «sécession» de la Judée, comme certains rêvent le préconiser, les petits chefs veulent épuiser toutes les voies diplomatiques de la résistance. Jouant sur le réflexe national et sur le fait qu'à peine vingt-cinq ans d'occupation, la Judée-Samarie, plus que la bande de Gaza, fait partie du paysage mental des Israéliens — même si la plupart n'y mettent jamais les pieds — ils entendent mobiliser les foules, passer des accords avec les partis ayant pignon sur rue, pratiquer la désobéissance civile à grande échelle, multiplier les manifestations, bloquer les routes, bref «remplir les prisons de juifs», résume Elyakim Haetzni, avant d'ajouter: «Cela, c'est sûr, sonnerait le glas de ce gouvernement.»

PATRICE CLAUDE

(1) Betselem, l'organisation israélienne des droits de l'homme, estime que sur les mille cent Palestiniens tués par des Israéliens depuis le début de l'intifada en mai de décembre 1987, une soixantaine l'ont été par des colons.

□ Deux Palestiniens tués par l'armée. — Deux Palestiniens du mouvement de la résistance islamique Hamas ont été tués, mercredi 19 mai, près de Hébron, en Cisjordanie, par des soldats israéliens alors qu'ils tentaient de fuir d'un bâtiment encerclé par l'armée. D'autre part, un soldat israélien, grièvement blessé à coups de couteau, lors d'une attaque palestinienne, à Naplouse, il y a une semaine, est mort, mercredi. — (AFP)

□ ARABIE SAOUDITE: le roi Fahd envisage de se rendre «bientôt» en Iran. — Le roi Fahd pourrait se rendre «bientôt» à Téhéran, pour le premier sommet irano-saoudien depuis la révolution islamique de 1979, a annoncé, mercredi 19 mai, le ministre iranien des affaires étrangères. Le souverain saoudien aurait exprimé son souhait lors d'une entretenez, mardi, avec le chef de la diplomatie iranienne en visite à Ryad. — (AFP)

□ EGYPTÉ: assassinat d'un copte. — Un copte a été tué par des inconnus, mercredi 19 mai, à Matia, dans la province d'Assiout en Haute-Egypte. Selon le chef local de la police, il s'agit d'un «problème d'une affaire de vengeance», cette localité ayant été déjà le théâtre de plusieurs incidents de ce genre entre musulmans et coptes. — (AFP)

□ IRAN: libération de 200 soldats irakiens. — L'Iran a libéré, mercredi 19 mai, un nouveau groupe de 200 soldats irakiens, capturés

après s'être réfugiés en Iran pendant la guerre du Golfe. Selon un communiqué officiel, cette mesure porte à 3 455 le nombre de militaires irakiens relâchés depuis le mois de mars 1992. Un responsable iranien a émis l'espoir que cette nouvelle «manifestation de bonne volonté» de Téhéran inciterait Bagdad à reprendre les libérations des 5 000 soldats irakiens, interrompues depuis un an. — (AFP)

□ JORDANIE: le roi Hussein invité à rencontrer le président Clinton. — Le roi Hussein a été officiellement invité à rencontrer, le 18 juin prochain, le président Bill Clinton. Cette visite devrait couronner le processus de normalisation entre les deux pays, entamé il y a un an, après le froid qui a marqué leurs rapports lors de la guerre du Golfe et ensuite. Washington avait accusé Amman d'avoir adopté une attitude favorable à l'Irak. — (AFP)

□ SYRIE: cinq pendaisons publiques. — Cinq Syriens, condamnés à mort pour un incendie ayant entraîné, en mars, la mort de cinquante-sept détenus à la prison de Hama, dans le nord-est du pays, ont été pendus, jeudi 20 mai, dans cette ville. Les cinq suppliciés, âgés de vingt-cinq à trente-trois ans, qui purgèrent des peines pour délits de droit commun, se trouvaient en détention et, pour dissimuler leur trafic d'écrou, avaient mis le feu à la prison. — (AFP)

Londres exclut un retour prochain de la livre dans le SME

LONDRES

de notre correspondant

Le résultat du référendum danois fournit au premier ministre britannique une double opportunité: celle, tout d'abord, d'offrir un «rameau d'olivier» aux contestataires du Parti conservateur, et également — du moins le croit-il — celle d'influencer le cours de la construction européenne, selon le rythme plutôt lent que souhaite lui voir prendre la Grande-Bretagne. Sachant que la question d'un éventuel retour de la livre sterling au sein du Système monétaire européen (SME) est de nature à diviser profondément le parti Tory, tout en constituant un nouveau *casus belli* avec les «euro-sceptiques» conservateurs, John Major a tenu à apporter les apaisements nécessaires dès le lendemain du «oui» danois: les conditions d'un retour de la monnaie britannique «n'existent pas actuellement et, selon moi, ont peu de chances d'être réunies

rapidement dans l'avenir», a-t-il souligné, mercredi 19 mai.

Cette mise au point va dans le sens des affirmations récentes de Kenneth Clarke, ministre de l'intérieur (et candidat non déclaré au poste de chancelier de l'Echiquier), pour qui un retour de la livre dans le SME n'est guère envisageable avant les prochaines élections générales. M. Major estime que les récents remous monétaires ont montré la nécessité d'une profonde réforme du SME, lequel contient toujours nombre de «défauts»: «Le SME, tel qu'il était lorsque nous l'avons quitté, est un instrument inadéquat au sein duquel nous ne pouvons pas rentrer.» Quant aux perspectives d'union économique et monétaire (la Grande-Bretagne n'est pas concernée par la monnaie unique), elles demeurent tout aussi incertaines, selon M. Major. Le calendrier envisagé à cet égard à Maastricht est «irréaliste», estime-t-il.

L. Z.

olons juifs ésistance

... l'irréparable : un retrait
... et manquent d'une direction

Chaque colon à son droit de se défendre. Mais le droit de se défendre ne signifie pas le droit de tuer. Les soldats israéliens ont le droit de se défendre, mais ils ne doivent pas tuer. Ils ne doivent pas commettre de crimes de guerre. Ils ne doivent pas violer les lois de la guerre. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la conscience humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la dignité humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la vie humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la liberté humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la justice humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la paix humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité.

Les soldats israéliens ont le droit de se défendre, mais ils ne doivent pas tuer. Ils ne doivent pas commettre de crimes de guerre. Ils ne doivent pas violer les lois de la guerre. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la conscience humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la dignité humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la vie humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la liberté humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la justice humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la paix humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité.

Les soldats israéliens ont le droit de se défendre, mais ils ne doivent pas tuer. Ils ne doivent pas commettre de crimes de guerre. Ils ne doivent pas violer les lois de la guerre. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la conscience humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la dignité humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la vie humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la liberté humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la justice humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la paix humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité.

Les soldats israéliens ont le droit de se défendre, mais ils ne doivent pas tuer. Ils ne doivent pas commettre de crimes de guerre. Ils ne doivent pas violer les lois de la guerre. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la conscience humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la dignité humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la vie humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la liberté humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la justice humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la paix humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité.

Les soldats israéliens ont le droit de se défendre, mais ils ne doivent pas tuer. Ils ne doivent pas commettre de crimes de guerre. Ils ne doivent pas violer les lois de la guerre. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la conscience humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la dignité humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la vie humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la liberté humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la justice humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre la paix humaine. Ils ne doivent pas commettre de crimes contre l'humanité.

سكرا من لامل

AFRIQUE

ANGOLA : nouvelle pression sur les rebelles de l'UNITA

Washington a reconnu le gouvernement de Luanda

Les Etats-Unis ont décidé de reconnaître le gouvernement de Luanda dirigé par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), ancien parti unique au pouvoir depuis 1975. L'annonce en a été faite, mercredi 19 mai, par le président Clinton, qui recevait à Washington Mgr Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap.

tement d'Etat. Dès le mois de janvier, l'ambassadeur Edmund Dejerette, qui dirige à Luanda le bureau de liaison américain, estimait nécessaire une normalisation. Seul l'espoir d'attirer M. Savimbi à la table des négociations semble l'avoir retardé.

Pour autant, les conséquences pratiques du geste américain ne sont pas évidentes. Au plan politique, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) en sort certes plus isolée qu'hier. Mais force est de constater que les menaces américaines de reconnaître son ennemi ne l'ont pas rendue plus souple. Le 11 avril dernier, en recevant le Monde dans son fief de Huambo, M. Savimbi

nous avait déclaré : « A court ou à long terme, le gouvernement américain reconnaîtra Luanda. Ce n'est pas dramatique et ça ne changera pas le processus en cours » (le Monde du 16 avril).

Selon le mouvement de Jonas Savimbi

« Un facteur négatif » pour les négociations

La radio de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a indiqué, mercredi 19 mai, que la reconnaissance du gouvernement angolais par les Etats-Unis était « un facteur négatif » pour les négociations engagées depuis le 12 avril à Abidjan. Le chef de la délégation de l'UNITA dans la capitale ivoirienne a pour sa part estimé que cette reconnaissance pourrait « empêcher » les négociations d'aboutir. « Je me demande si une mesure

de cette dimension peut aider à résoudre le problème angolais. J'en doute. Je crois que cela va pousser le gouvernement à être inflexible, trop exigeant, irréaliste, et que cela peut donc empêcher un résultat », a indiqué Jorge Valentim à la presse. Mercredi, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a adressé un ultimatum aux deux parties pour qu'elles trouvent une solution au plus tard vendredi. (AFP)

Quelques jours plus tard, les négociations entre l'UNITA et le MPLA reprennent à Abidjan. Elles butent aujourd'hui sur un seul point, qui commande tous les autres : la restitution par l'UNITA des territoires conquis après la reprise des hostilités en octobre dernier. Dans l'état actuel des choses, il est exclu que M. Savimbi, qui contrôle plus de la moitié du territoire angolais, accepte de restituer ces territoires. Les forces de Luanda, déjà bien en peine de contenir la pression militaire de leur adversaire, parviennent à les reprendre. Seul un appui militaire et financier, massif et de longue durée, en faveur de Luanda aurait quelque chance de changer la donne. Mais rien ne dit que les Américains soient disposés à s'engager jusque là. GEORGES MARION

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'afflux d'immigrés clandestins

Boat-people chinois en Californie

LOS ANGELES
correspondance

Les garde-côtes américains espèrent que le Chin-Lung-Hsiang, un bateau de pêche rouillé, enregistré au Honduras, restera dans les eaux mexicaines. Mais le bateau, avec vingt-trois Chinois à bord, a été intercepté par les garde-côtes américains, a été ramené vers San Diego, dans le sud de la Californie. Ce navire n'est pas le premier chinois boat-people à échouer sur la côte américaine. Début mai, les autorités mexicaines ont arrêté trois cents Chinois, dont quatre femmes, près d'Ensenada, qui venaient de débarquer après plusieurs semaines de mer. Fin janvier, un cargo, le East-Wood, a été entraîné aux îles Marshall avec cinq cent vingt-quatre passagers à son bord.

« Nous sommes inquiets », commente Kenneth Elwood, directeur de l'immigration à Los Angeles — une des principales portes d'entrée du pays avec New-York et Miami —, « car nous n'avons pas de politique arrêtée à l'égard des Chinois qui arrivent ». Une fois débarqués, les Chinois, pour la plupart des hommes âgés de vingt-deux à vingt-huit ans, sont emprisonnés dans les centres de détention de l'INS (Immigration and Naturalization Service) comme celui de San-Pedro, au sud de Los Angeles.

« Trouver des solutions »

Or ces centres sont prévus pour des détentions provisoires d'illégaux, qui sont rapatriés, pour la plupart, après quelques formalités, au Mexique ou au Guatemala. Les autorités américaines sont plus embarrasées dans le cas des Chinois, qui, à peine arrivés, remplissent la formule 1-589 de demande d'asile. La communication est difficile, sinon impossible, avec les jeunes Chinois, qui ne s'expriment pas toujours en mandarin. Ils répètent, en général, qu'ils sont partis « en raison de la politique familiale autoritaire » — un seul enfant par famille — et que

s'ils rentrent en Chine, c'est la mort, comme l'explique l'un des Chinois, en un geste significatif de la main sur le cou, à un gardien sceptique.

« Nous attendons des instructions de Washington », commente Kenneth Elwood, directeur de l'immigration à Los Angeles. Bill Cimion, n'est pas encore nommé de responsable pour l'INS, mais partie intégrante du ministère de la justice. M. Elwood doit, en attendant, trouver une solution pour loger ces détenus. A San-Pedro, un centre de détention neuf, trois cents lits sur six cents sont occupés à temps complet par les Chinois. « Je ne comprends pas, dit l'un d'eux, un vêtu d'un uniforme orange. Je veux rentrer en Chine, mais l'immigration refuse. » Un autre, qui réside ses larmes, explique qu'il n'a pas eu de nouvelles de sa femme et de son enfant depuis le mois de septembre.

Une des cours de cette prison, entourée de barbelés et de palmiers, est réservée aux Chinois, qui jouent au basket, tandis qu'à l'extérieur, derrière des grilles, patientent Mexicains, Salvadoriens et Cubains. Ils sont bien nourris. Ils ont un médecin, un dentiste. Parfois les détenus ne veulent pas quitter la prison.

indique l'un des gardiens. Chaque jour, les avocats rendent visite aux détenus. Tamia Marshall, du cabinet Tsoi end leel, assiste une vingtaine de Chinois dans leur demande d'asile. « Certains sont venus avec de l'argent. D'autres ont de la famille ici qui les financent », dit l'avocate. Quelques-uns se plaignent de mauvais traitements.

Des associations chinoises viennent aussi en aide à ceux qui auraient déjà payé 30 000 dollars (165 000 francs) à différents intermédiaires depuis leur départ de Chine. Les millions de la filière d'immigration américaine ont le temps de s'enrichir avant que les juges combient le vide juridique qui permet à nombre d'immigrants illégaux de demander l'asile puis, d'une décision, de travailler aux Etats-Unis. Dans le cas des Chinois, la situation est d'autant plus complexe que les juges ne savent pas encore si les contraintes de la « politique familiale » chinoise sont une raison suffisante pour accorder l'asile. Pour le moment, nombre de détenus ont une bonne chance d'être bientôt libérés et de trouver du travail dans une des chinatowns américaines. RÉGIS NAVARRE

VENEZUELA

Le président Perez affirme qu'il ne démissionnera pas

Sans attendre la décision de la Cour suprême du Venezuela, qui devait dire, jeudi 20 mai, s'il y a ou non matière à procès contre le chef de l'Etat pour « détournement » de fonds secrets, le président Carlos Andres Perez a affirmé mercredi qu'il ne démissionnera pas avant l'élection présidentielle prévue pour décembre. M. Perez a ajouté qu'il se contenterait d'accepter une suspension, si d'ici-là la Cour se prononçait en faveur d'un jugement, décision qui devrait alors être confirmée par le Sénat, où le parti au pouvoir est minoritaire.

Le chef de l'Etat, âgé de soixante-dix ans, a expliqué, dans un discours à la nation, que démissionner équivaudrait à reconnaître le bien-fondé des accusations dont il fait l'objet. Il a de nouveau nié avoir détourné, en 1989 quelque 17 millions de dollars mais n'a jamais expliqué l'usage qui avait été fait de ces fonds publics, pour raisons de sécurité d'Etat. « Je suis un blanc (de cette affaire) car il est impossible de prouver qu'il y a eu détournement de fonds », a dit le président vénézuélien, qui a survécu l'an passé à deux tentatives de coup d'Etat. L'impopularité du président Perez, entretenue depuis des mois

par les critiques acerbes non seulement de ses adversaires politiques mais encore par des dirigeants de son propre parti et par la presse, a atteint un tel degré qu'il est aujourd'hui davantage question d'une condamnation politique que d'une sanction juridique. « Un jugement basé sur des considérations politiques serait un précédent fâcheux et désastreux », a-t-il dit.

□ SALVADOR : arrivée de nouveaux gendarmes français. — A la demande de l'ONU, la gendarmerie nationale vient d'augmenter, de quinze à vingt, le nombre de ses officiers et de ses sous-officiers qui servent dans la force des Nations unies pour la surveillance des accords de paix qui ont mis fin à des années de guerre civile au Salvador. Ces gendarmes, dont le premier contingent a pris ses fonctions dès juillet 1991, sont chargés d'assister et de contrôler la police salvadorienne, et d'empêcher — sur le compte de l'ONU — sur les violations des droits de l'homme (arrestations illégales et emprisonnements arbitraires, violences) qui sont monnaie courante au Salvador.

Selon Newsday

Douze personnes sont impliquées dans l'attentat du World Trade Center

Douze personnes sont impliquées dans l'attentat contre le World Trade Center à New-York qui a fait six morts et un millier de blessés le 26 février dernier, affirmait mercredi 19 mai le quotidien Newsday. Citant des sources policières non identifiées, le quotidien ajoutait que les enquêteurs du FBI estiment que les terroristes ont reçu 100 000 dollars de l'étranger pour préparer cet attentat et qu'une partie des fonds viendrait d'Iraq.

La fabrication et la pose de la bombe, qui a provoqué 700 millions de dollars de dégâts, ont coûté aux terroristes 3 200 dollars, ajoute le journal. A ce jour, six personnes, dont cinq sont détenues et une est en fuite, ont été inculpées pour cet attentat. Le journal indique aussi que la bombe, qui pesait 540 kilos, était composée de différents produits chimiques.

L'explosion a été amplifiée par des bouteilles d'hydrogène facturées, avec la consigne et la livraison, 1 070 dollars par un magasin

du New-Jersey. Selon des experts cités par le journal, les Iraniens ont l'habitude d'utiliser de l'hydrogène dans leurs attaques terroristes. Les suspects devraient être jugés en septembre à New-York. (AFP)

□ Les sept membres du bureau des voyages de la Maison Blanche renvoyés. — Les sept fonctionnaires du bureau des voyages de la Maison Blanche ont été licenciés mercredi 19 mai, une enquête indépendante ayant permis de découvrir dans leur gestion des « procédures comptables douteuses », a annoncé le porte-parole de la Maison Blanche, Dee Dee Myers. Le FBI a été chargé d'enquêter sur ces accusations, a ajouté le porte-parole. Les sept fonctionnaires de ce bureau chargé d'organiser les missions des collaborateurs de la Maison Blanche et des voyages des journalistes accompagnant M. Clinton dans ses déplacements, ont été prêts de quitter leur poste avant la fin de la journée. Ils avaient tous été nommés avant la prise de fonctions du président Bill Clinton, a précisé M. Myers. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

Les policiers accusés dans l'affaire des « quatre de Guildford » ont été acquittés

Trois policiers britanniques, accusés d'avoir faussé des preuves dans une affaire ayant conduit à l'un des plus graves attentats judiciaires du pays ont été acquittés, mercredi 19 mai, à Londres après un procès d'un mois (le Monde du 22 avril). Leurs témoignages avaient contribué à la condamnation, en 1975, et à l'emprisonnement, durant quinze ans, des « quatre de Guildford », soupçonnés de tort d'avoir commis des attentats de l'IRA et devenus le symbole des victimes du système judiciaire britannique. Les trois policiers étaient accusés d'avoir, a posteriori, fabriqué et présenté au procès des notes présentées comme ayant été écrites lors des interrogatoires. Le jury a estimé que ces notes n'avaient pas été écrites a posteriori, mais la président de la Cour a souligné que cela ne prouvait pas pour autant leur validité et ne remettait pas en cause l'innocence des quatre de Guildford. — (AFP)

POLOGNE

Solidarité menace le gouvernement de M. Suchocka

Les dirigeants de Solidarité ont déclaré, mercredi 19 mai à Gdansk, par 75 voix sur 80, de déposer une motion de censure contre le gouvernement de M. Suchocka, au lendemain de l'échec de négociations sur les salaires des enseignants et personnels médicaux, en grève depuis le début de mai.

Cette motion aurait recueilli le nombre nécessaire de signatures parlementaires (45 sur 460) pour être recevable par le Diète, où la coalition gouvernementale est minoritaire. Mais le porte-parole du gouvernement, Jacek Kozdowski, a estimé que le vote de cette motion, qui ne menace pas seulement le gouvernement mais tout le programme de réformes, n'interviendrait pas avant une semaine.

En revanche, le syndicat Solidarité — qui n'aurait que deux millions de membres contre quatre à son rival ex-communiste OPZZ — a évité, mercredi, de prendre une décision sur l'appel à une grève générale qu'il avait annoncé vouloir lancer. Les partis de la gauche ex-communiste s'étaient, eux, déclarés prêts à soutenir M. Suchocka en échange d'élections législatives anticipées. La nouvelle loi électorale, qui réduirait à une dizaine la trentaine de partis représentés au Parlement, devait être présentée jeudi au Sénat. — (AFP, Reuters)

TAÏWAN

La France honore ses contrats d'armes avec Taïpei

La France entend honorer les engagements pris par le précédent gouvernement avec Taïwan, a déclaré, mercredi 19 mai, le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères, Catherine Colonna, confirmant implicitement la livraison — à partir de 1995 — de six avions de combat Mirage 2000-5 à Taïpei et la mise en œuvre du contrat portant sur six frégates. Le gouvernement souhaite cependant acquiescer une « vision d'ensemble », qui prenne en compte en outre le soutien à maintenir et de renforcer nos relations avec la Chine.

Si tôt le nouveau gouvernement installé, les autorités de Pékin avaient demandé à Paris de clarifier sa politique future à son égard, exigeant en particulier que la France renonce à vendre des armes à Taïwan. Paris avait alors fait savoir qu'il allait reconsidérer l'ensemble du dossier de ses relations avec Pékin et Taïpei (le Monde des 9-10 et 13 mai).

« Nous avons ressenti le besoin d'avoir une vision d'ensemble de ces dossiers, de nos relations avec Taïwan et de nos relations avec la Chine », a déclaré M. Colonna, sans toutefois dire si la France se réservait la possibilité de vendre d'autres armements dans l'avenir à Taïpei. En effet, Taïwan a adressé à plusieurs pays fournisseurs d'armements, dont la France, une liste d'achat, évaluée à quelque 100 milliards de francs au total et incluant aussi bien des blindés, de l'artillerie que des

sous-marins. La vente des Mirage à Taïwan équivaut à 30 milliards de francs. S'y ajoute la livraison de six frégates, sans leur armement, qui représente quelque 14 milliards de francs.

CAMBODGE

Nouvelles attaques des Khmers rouges

A l'approche des élections qu'elle s'est juré de faire échouer, la guérilla khmère rouge est plus déterminée que jamais, a déclaré, mercredi 19 mai, le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), le japonais Yasushi Akashi. « Nous devons être prêts car il est vraisemblable qu'ils chercheront à faire obstacle au processus », a estimé M. Akashi devant des membres de l'APRONUC au dernier jour de la campagne électorale. Il n'a pas exclu des attentats, le minage de routes ou des tirs d'artillerie.

Les Khmers rouges ont à nouveau attaqué mercredi l'aéroport de Siem Reap, qui dessert le site touristique d'Angkor, dans le nord-ouest du pays. D'autres accrochages avec les forces gouvernementales ont été signalés dans la province de Kampot, dans le sud du pays.

Les responsables de l'APRONUC soulignent que ses vingt-deux mille hommes, « casques bleus » et civils, chargés de la mise en œuvre des accords de paix conclus en octobre 1991 à Paris par les quatre factions cambodgiennes ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité dans les campagnes. — (Reuters)

SÉNÉGAL

Abdoulaye Wade « trouve normal » d'avoir été entendu comme témoin

Au lendemain de sa libération, après plus de quarante-huit heures de garde à vue (le Monde du 20 mai), Abdoulaye Wade, secrétaire général du Parti démocratique sénégalais (PDS), a déclaré, mercredi 19 mai, à Dakar, que son arrestation n'était que « normale » dans l'état de la vie politique au Sénégal, président du Conseil constitutionnel, Babacar Seye.

Au cours d'une conférence de presse, M. Wade a toutefois « trouvé normal » d'avoir été entendu comme témoin par les enquêteurs en raison des mots qu'il a prononcés contre le Conseil constitutionnel et notamment contre Babacar Seye. Le principal opposant au président Abdou Diouf a émis plusieurs hypothèses pour expliquer qu'on ait cherché à l'impliquer dans l'assassinat, ainsi que le PDS, en précisant qu'il pourrait s'agir d'une machination de la part d'un groupe d'individus proches du président Diouf, qui auraient craint une entente entre les deux hommes. — (AFP)

TUNISIE

Arrestation du secrétaire général de l'Union générale des étudiants

A quelques semaines des élections de fin d'année, l'arrestation, mardi 18 mai, à Tunis, du secrétaire général de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET), Naoufel Ziadi, risque de susciter quelques effervescences dans le monde étudiant. M. Ziadi doit être traduit, le 28 mai, devant un tribunal pour une affaire de trafic de stupéfiants. Son opposition au jugement le condamnant par défaut, il y a un mois, à deux ans de prison et 200 dinars d'amende pour « consommation et distribution de drogue », avait été rejetée.

L'UGET dénonce, dans un communiqué, une accusation « préfabriquée », demande qu'il soit mis fin à « ces procédés dangereux », et que soient abandonnées les poursuites. Dans une mise au point, le secrétaire d'Etat à l'Information assure que l'arrestation est motivée par « une affaire purement de droit commun et n'a aucun lien » avec l'organisation étudiante. L'UGET est le seul mouvement étudiant depuis la dissolution, il y a deux ans, du syndicat des étudiants islamistes. Elle avait lancé, au début de cette année, des mouvements de grève dans nombre de facultés, pour s'opposer à un projet de réforme de l'enseignement supérieur et demander la suppression des vigiles universitaires. — (Corresp.)

POLITIQUE

L'auteur de « Verbatim » accusé de « piratage »

« Un dossier accablant », nous déclare Elie Wiesel

Alors que Jacques Attali se défend d'avoir « piraté », dans son livre *Verbatim*, des extraits de conversations entre François Mitterrand et Elie Wiesel, comme l'on accuse l'éditeur Odile Jacob (le Monde du 20 mai), Elie Wiesel estime le dossier « accablant » pour l'ancien conseiller spécial du président de la République, dans l'entretien qu'il a accordé à notre correspondant à New-York. Pour sa part, Jacques Attali affirme, dans un entretien à *Libération*, qu'il n'y a pas eu « falsification » et que François Mitterrand lui a dit ne pas voir d'obstacles à sa publication.

Il voulait qu'il soit édité par Odile Jacob. De mon côté, je lui avais indiqué que je préparais un livre de mémoires et que je comptais utiliser quelques éléments de nos conversations. Mais il est bien évident que je n'allais pas prendre des chapitres entiers de notre livre commun pour rédiger mon propre ouvrage, explique-t-il.

« J'étais l'invité du président »

Jacques Attali a-t-il participé à ces entretiens, pris des notes ? « Attali était effectivement toujours présent. Mais pas en tant que participant. Il arrivait quelquefois à la fin de l'entretien et prenait des notes. Je me souviens que lors de

notre première conversation le magnétophone ne fonctionnait pas. Heureusement, Jacques avait pris des notes, raconte le Prix Nobel de la paix. Mais il était clair que j'étais l'invité du président. Que ce qu'il disait, il me le disait à moi. Le président était très ouvert, il s'est beaucoup confié à moi. A tel point que, quand l'entretien était terminé, Attali me disait qu'il n'avait jamais entendu le président dire ces choses-là. D'où la stupefaction de M. Wiesel de voir une quarantaine d'extraits de ces propos reproduits en partie dans *Verbatim*, le dernier livre du patron de la BERD.

« J'étais absent de New-York depuis trois semaines et je me trouvais à Oslo quand Odile Jacob m'a

téléphoné pour m'informer de l'affaire. Elle m'a ensuite envoyé les 95 pages du dossier comparant des extraits de *Verbatim* avec les feuillets de mes entretiens avec le président. C'est un dossier accablant, souligne Elie Wiesel. J'ai aussitôt appelé Attali en lui demandant de venir me voir à Oslo, compte tenu de la gravité de la situation. Je voulais lui montrer le dossier. J'avais des engagements et je ne pouvais pas me déplacer. Mais il n'est pas venu. Il ne m'a pas répondu.

Pour quelles raisons ? « Je ne peux pas parler à sa place, avance l'écrivain. Il ne pouvait sans doute pas venir. A moins qu'il n'ait été lui-même très troublé... » Pour autant, Elie Wiesel n'entend pas renoncer à son projet. « Le président y tient beaucoup, assure-t-il. Le problème est que, maintenant, l'ouvrage a beaucoup perdu de sa substance. Le travail que j'ai réalisé avec M. Mitterrand se trouve désormais dans un autre livre... Il va falloir réfléchir, retravailler le projet. Mais une chose est sûre : nous ferons ce livre », affirme le Prix Nobel.

M. Wiesel refuse toutefois d'indiquer s'il s'est entretenu de cette « affaire » avec le chef de l'Etat et quelles ont été les réactions de M. Mitterrand à cette vive polémique surgie entre deux de ses amis à propos de ses confidences. Avec, en toile de fond, de nouvelles rivalités d'écrivains. Et d'éditeurs.

SERGE MARTI

Précisions

Dans la querelle qui l'oppose aux éditions Fayard, Odile Jacob nous a précisé :

« 1. Qu'elle a dû constater à son plus vif regret que l'ouvrage de Jacques Attali, *Verbatim*, contenait au moins quarante-trois emprunts textuels au manuscrit qu'elle détiend et qui doit servir à l'édition d'un ouvrage d'entretiens entre Elie Wiesel et le président François Mitterrand.

« 2. Qu'elle en a informé les intéressés à qui il appartient, en tant qu'auteurs, de prendre les initiatives qu'ils estimeront opportunes et juridiquement fondées, à la suite de ces constatations.

« 3. Qu'elle n'entend pas se substituer aux auteurs, à qui il appartient seuls de défendre leurs droits.

« 4. Mais, en ce qui la concerne, elle entend demander réparation du préjudice qu'elle subirait, s'il s'avérait qu'elle doive renoncer à son projet éditorial par suite des emprunts qui y ont été faits par Jacques Attali et Claude Durand, son éditeur, en connaissance de cause. »

subsidarité. La conformité à ce principe des règles communautaires en vigueur doit être examinée.

Enfin, le développement du marché unique implique que la communauté ait les moyens de se défendre efficacement contre les obstacles à la libre concurrence de certains de ses partenaires. Il rend également nécessaire de mettre en œuvre, dans le respect de nos engagements internationaux, le principe de la préférence communautaire.

Mesures d'ordre individuel

Le Conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire,

M. Yves Bonnet, préfet, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite,

— sur proposition du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la Justice,

M. Jean-Claude Boizard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire.

Mme Marie-Antoinette Lallemand, administrateur civil hors classe, est nommée conseiller d'Etat en service ordinaire.

M. Alain Richard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire.

— sur proposition du ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur,

M. Jean-François Poyau est nommé délégué à l'information et à la communication,

— sur proposition du ministre de la jeunesse et des sports,

M. Joël Balavoine, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs, est nommé directeur de la jeunesse et de la vie associative.

Le cas Attali

Jacques Attali fait encore des siennes. Avec *Verbatim*, chronique des années qu'il a passées auprès de François Mitterrand, à l'Elysée, en qualité de conseiller spécial, il surprend, voire mécontente plusieurs auteurs des événements dont il rend compte. Ceux-là ne s'attendaient pas à voir livrés au public, si vite, des notes, comptes rendus, lettres émanant d'eux, adressés à eux ou reproduisant leurs propos au cours de réunions officielles ou officieuses. Certains contestent, au surplus, l'exactitude de la relation des faits.

Comme si cela ne suffisait pas, voilà que le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est accusé d'avoir « copié » indûment des entretiens du président de la République avec l'écrivain Elie Wiesel et de les avoir, en outre, déformés dans la presse, ce qui entache le crédit de son entreprise. A quoi M. Attali répond que les pensées confiées par M. Mitterrand à Elie Wiesel entre 1987 et 1988 n'étaient pas différentes de celles qu'il formulait, sur les mêmes sujets, cinq ans plus tôt.

Cependant, ce n'est pas la première fois que l'ancien conseiller est mis en cause pour les libertés qu'il prend avec la propriété littéraire et intellectuelle. Il y a un peu plus de dix ans, il avait dû reconnaître que ses *Histoires du temps* (éd. Fayard) comportaient des passages empruntés, notamment, au *Traité du sablier*, de l'écrivain allemand Ernst Jünger, sans que ces citations soient signalées comme telles. D'autres ouvrages, mentionnés dans la bibliographie du livre, étaient utilisés dans le texte sans appel de note. L'auteur avait expliqué, alors, qu'il avait, profitant de ses surcharges, soit fait de ces renvois en bas de page, soit, dans les travaux universitaires, soit de rigueur, mais qui auraient gêné inutilement la lecture d'un essai destiné à un public plus large.

« Spectateur du pouvoir »

Le rythme des publications de M. Attali ne laisse pas d'impressionner, puequ'il est d'un ouvrage par an depuis 1973 ; à l'exception des années 1980, 1983, 1986 et 1987, qu'il n'en ont vu paraître aucun, et de l'année 1990, gratifiée de deux titres. Conseiller économique de M. Mitterrand de 1974 à 1991, il était, aussi, professeur à l'Ecole polytechnique et directeur de travaux à l'ENA, deux grandes écoles dont il est lui-même issu. La diversité de ses centres d'intérêt, de l'économie à la médecine et à l'histoire, sans compter une ambition de romancier qui lui a valu les diages de la critique pour le *Vie éternelle* (Fayard, 1989) et le *Premier Jour après moi* (Fayard, 1990), fait de M. Attali une sorte d'encyclopédiste à la mode du dix-huitième siècle, à la fois conseiller du prince, homme d'action et homme de science et de culture.

Il décrit lui-même, dans le préface de *Verbatim*, sa relation avec M. Mitterrand. Durant les années passées à l'Elysée, il était, écrit-il, « l'intellectuel dont le Prince se méfiait assez pour le tenir en laisse, mais en qui il e

assez confiance pour en faire le témoin de toutes ses rencontres, le filtre de tous les documents, pour lui confier maintes missions et l'accepter comme son confident quotidien » ; ou encore, « celui dont on garde l'avis pour soi, sans jamais le mêler à l'action collective ». De fait, candidat aux élections législatives, pour la seule fois de sa vie, en mars 1978, dans le quatorzième arrondissement de Paris, Jacques Attali, faisant campagne sans excès de passion, a échoué. Il est demeuré ce qu'il appelle un « spectateur du pouvoir ».

Spectateur, c'est trop peu dire, bien sûr. Alors que les hommes de cabinet restent le plus souvent dans l'ombre de leur patron, le voisinage de M. Mitterrand a permis, au contraire, à son conseiller d'attirer sur lui la lumière. La renommée de l'intellectuel touche-à-tout et la position de l'homme de cour se sont nourries l'une de l'autre. Certes, le premier talent de M. Attali, aux yeux du chef de l'Etat, fut de débrouiller les dossiers économiques sur lesquels ce dernier souhaitait les explications d'un expert indépendant des courants politiques et des intérêts financiers. Ses capacités d'analyse étaient précieuses, d'autant plus que, comme le disait à l'époque Robert Badinter, « Attali écrit obscur, mais parle clair ».

Cependant, M. Attali, entré dans l'équipe de M. Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1974, est devenu, au fil des ans, davantage qu'un conseiller économique. Les liens qu'il a établis en tant que « shorpa » des sommets occidentaux avec les hauts fonctionnaires et certains dirigeants politiques des grandes puissances ont fait un intermédiaire officiel du président de la République à l'étranger. Ses relations, dans la show-buiness — il était l'ami de Coluche, dont il avait prononcé l'oraison funèbre, — son activité d'essayiste et d'écrivain, ses relations dans le milieu de la fiction et de l'audiovisuel, sa présence discrète dans les organismes communautaires juifs lui ont permis de jouer aussi un rôle au service du chef de l'Etat dans ces secteurs de l'opinion.

Cultivant la « nomadisme » et l'ubiquité, Jacques Attali s'ingénia à surgir là où l'on ne l'attendait pas. Là, du moins, où l'on n'attendait pas un universitaire ni un technocrate, ce dernier fit-il de haut vol. Professeur, négociateur, historien, romancier, « penseur », auteur de scénarios pour la télévision et de paroles de chansons, aujourd'hui banquier par la volonté, toujours, du même homme, il étonne dans la diaphanéité une soif de puissance qui prête parfois à sourire. Il incarne jusque dans une certaine mesure ce rêve de certains élèves des écoles les plus prestigieuses, qui veulent croire que les brevets acquis leur permettent de pénétrer tous les savoirs, tous les domaines artistiques, toutes les sphères séduisantes de la société. Et que le pouvoir, ou la participation au pouvoir, n'empêche pas d'accéder aussi à une autorité qu'il peut certes tenter de domestiquer, mais qui, par nature, lui échappe, celle de l'esprit.

PATRICK JARREAU

NEW-YORK

de notre correspondant

« Emu » par cette affaire de « piratage » de ses entretiens avec le président Mitterrand dont se serait rendu coupable Jacques Attali dans son dernier ouvrage, *Verbatim*, Elie Wiesel réfute le qualificatif. A New-York, où il réside habituellement entre ses nombreux déplacements à l'étranger, le Prix Nobel de la paix se dit surtout « ému et triste » par le comportement de son « ami Jacques ». Une amitié qui, pourtant, ne date pas d'hier. « Je connais Jacques Attali depuis le colloque que nous avions organisé à la Sorbonne, en 1932 ou 1933, rappelle-t-il. Nous avions établi des liens d'amitié. Or, on ne fait pas cela à un ami. Encore moins entre écrivains. C'est une question d'honneur. Voilà pourquoi je suis surpris, troublé, perplexé, j'aimerais comprendre... ».

Elie Wiesel en conviait : l'idée de réaliser avec le président de la République une série d'entretiens volontairement axés sur des sujets non politiques ne venait pas de lui, pas plus que de Jacques Attali. « L'idée était de Jack Lang. C'était son idée et son projet. J'en ai ensuite parlé avec le président, qui était d'accord. Je lui ai soumis une liste de thèmes tels que Dieu, le pouvoir, la guerre, l'enfance... Le président les a acceptés et nous avons commencé à travailler avec le sujet sur l'enfance.

« Le premier entretien a eu lieu en 1988, raconte M. Wiesel. Nous n'avions pas de programme de travail défini par avance. Simplement, quand je passais à Paris, je rendais visite au président. C'est ainsi que nous avons réalisé sept entretiens. La dernière fois que nous nous sommes vus, c'était il y a quelques mois et ses derniers propos portaient sur le livre qu'il fallait rédiger à partir de nos conversa-

Vu de Londres : farce littéraire à la française

LONDRES

de notre correspondant

« Les Français sont une race admirable, parce qu'ils prennent de façon sérieuse les problèmes intellectuels. » Le commentaire, issu d'un éditorial du *Times* de jeudi — qui, « contrairement, est plein d'enseignements sur le mentalité britannique », illustre le ton choisi par ce journal pour commenter la bourrasque littéraire qui souffle sur Jacques Attali et son *Verbatim*. La surprise vient du fait que le *Times* est le seul journal de la presse « de qualité » à se pencher (avec quelque condescendance, sur ce « scandale » parisien concernant le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), un homme que, depuis quelques mois, les Britanniques connaissent bien.

« Les platitudes d'un homme politique »

Lorsqu'on se souvient de la lourde campagne de presse qu'il avait accompagnée les révisions du *Financial Times* sur les finances de la Banque européenne, cette prudence surprend. On s'attendait à quelques appels vengeurs, à des explications gourmandes sur le « plagiat » de l'ancien conseiller de François Mitterrand, et... rien : le *Financial Times*, initié par le pluriel de ses confrères, se contente des faits, tout en soulignant que M. Attali a menacé de poursuivre en diffamation quiconque l'accuserait de plagiat. Ceci explique-t-il cela ?

Sauf le *Times* donc, relève qu'il n'y a que des Français pour « s'agiter à propos des platitudes d'un homme politique » (en l'occurrence M. Mitterrand). Bref, il s'agit bien d'une « farce française », puis-que « il n'y a qu'en France, écrit le *Times*, que les opinions bien connues d'un homme politique sur la politique étrangère sont considérées comme ayant suffisamment de valeur pour être plagiées, et qui garantissent un fameux tapage ultérieur pour vendre davantage de livres ».

Jacques Attali, admiré par les membres de l'établissement, et soutenu par le gouvernement de John Major comme, précédemment, par celui de Lady Thatcher, s'est mis très rapidement à dos la presse britannique, en raison de ses propositions à répliquer séchement aux critiques et aussi par cette « arrogance intellectuelle » que les Anglo-saxons discernent souvent chez les Français.

Se présentent volontiers comme écrivain « et » directeur de la Banque européenne, M. Attali a cependant réussi à se faire mieux accepter à la fin de la récente assemblée générale annuelle de la BERD, en avril dernier. Faisant preuve d'un humour inhabituel, il avait affirmé : « Je ne suis pas là pour le pouvoir ou la gloire. » Au cas où il renoncerait à ses fonctions (intention qu'il n'a pas), Jacques Attali avait souligné qu'il « aimerait écrire davantage de livres ».

L. Z.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Elysée mercredi 19 mai sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits.

● Contrôle d'identité.

(Le Monde du 20 mai.)

● Convention internationale.

Le ministre délégué aux affaires européennes a présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976.

Ce projet de loi, déposé à l'Assemblée nationale sous la précédente législature, doit être déposé à nouveau devant le Parlement.

Le protocole définit les modalités d'exécution de la seconde et dernière phase de réduction des rejets de sel dans le Rhin prévue par la convention du 3 décembre 1976. Il prévoit notamment la réalisation de travaux pour un montant de 500 millions de francs, pris en charge par tous les Etats parties. Il apporte une solution définitive au problème posé par ces rejets.

● Règlement définitif du budget de 1991.

Le ministre du budget, porte-pa-

role du gouvernement, a présenté un projet de loi portant règlement définitif du budget de 1991.

Ce projet de loi, déposé à l'Assemblée nationale sous la précédente législature, doit être déposé à nouveau devant cette Assemblée. Il constate les recettes encaissées et les dépenses faites au cours de 1991.

● La réalisation du marché intérieur.

Le ministre délégué aux affaires européennes a présenté une communication sur la réalisation du marché intérieur.

L'échéance du 1^{er} janvier 1993, prévue pour la mise en place du marché intérieur, a été tenue par la Communauté européenne.

1. — La quasi-totalité des décisions communautaires nécessaires à l'achèvement du marché unique ont été adoptées.

La France a pris, en revanche, un certain retard dans la transposition des directives communautaires. Ayant longtemps occupé la deuxième place parmi les Etats membres pour le nombre des directives transposées, notre pays est aujourd'hui en cinquième position. Le gouvernement s'est engagé à ce que ce retard soit rattrapé d'ici la fin de l'année.

La convention de Schengen entrant en vigueur lorsque certaines conditions préalables en matière de sécurité auront été remplies. La France est déterminée à parvenir à cet objectif.

2. — Il faut aujourd'hui veiller au bon fonctionnement du marché intérieur.

Ses règles doivent être respectées par tous. Le gouvernement souhaite que les Etats membres se concertent sur les régimes de sanctions administratives ou pénales nécessaires pour assurer leur application, dans le respect des ordres juridiques nationaux.

Le gouvernement entend aussi veiller au respect du principe de

Mme Voynet ne veut ni de M. Waechter ni de M. Lalonde comme candidat à l'élection présidentielle

Dans un entretien publié par *Globe Hebdo* le 19 mai, Dominique Voynet, l'une des quatre porte-parole des Verts, souhaite qu'il n'y ait pas de « perdant » lors de l'assemblée générale extraordinaire du mouvement écologiste, les 26 et 27 juin prochain à Paris. « Notre objectif, affirme la principale animatrice du courant des Verts au pluriel, c'est de convaincre Waechter qu'il doit faire partie, avec tout ce qu'il représente, d'une majorité de 80 % chez les Verts et que ça doit se traduire

par un éloignement d'avec ses « Khmers ».

Interrogée sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle, Mme Voynet répond : « Je suis très ni-ni : ni Lalonde ni Waechter, ce n'est clair. J'aimerais bien que ce soit Marie-Christine Blandin [NDLR : la présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais]. En tout cas, je milite pour une candidature unique de toute la mouvance écologiste et alternative. »

POLITIQUE

L'aménagement du territoire au Sénat

Charles Pasqua veut limiter la croissance de l'Ile-de-France

Les sénateurs ont achevé, mercredi 19 mai, le débat engagé la veille sur la politique d'aménagement du territoire. Le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Charles Pasqua, a précisé à cette occasion que « des règles claires » seront proposées pour l'Ile-de-France, dès le mois de juin prochain, par le comité interministériel d'aménagement du territoire. Il s'agit notamment de limiter les emplois et de réduire le nombre des étudiants.

Alors qu'à l'Assemblée nationale les députés débattaient de l'Europe, cette nouvelle dimension territoriale n'a pas manqué de peser dans les réflexions des sénateurs sur l'aménagement du territoire français. Pour Jean-François Poncet (RDE, Lot-et-Garonne), premier orateur inscrit dans le débat, on s'est ainsi laissé « hypnotiser » par la « banane bleue », la métropole européenne qui, de Londres à Milan, en passant par le Benelux et l'ouest de l'Allemagne, attire les capitaux, les emplois et les hommes. « Deux autres directions méritent une égale attention, l'arc méditerranéen et la façade atlantique », a affirmé le président de la commission des affaires économiques et du Plan.

Selon Félix Leyzour (PC, Côtes-d'Armor), « les grands projets d'infrastructure visent à recomposer l'espace national autour de quelques pôles stratégiques liés aux besoins internationaux du capital et de la construction européenne ». Aubert Garcia (PS, Gers) a rappelé qu'en « obligeant l'Allemagne et l'Italie, à la fin de la guerre, à adopter une structure décentralisée, les alliés ont permis à ces deux pays de bénéficier d'un aménagement du territoire harmonieux et équilibré ».

Le poids de l'Ile-de-France est également revenu comme un leitmotiv dans les débats. Les sénateurs ont souligné que l'Ile-de-France, qui ne s'est pas développée en tant que région autonome, doit disposer pour affronter la concurrence de Londres, de Francfort, de Düsseldorf ou de Milan, et de demain de Berlin, d'un statut qui lui permette de jouer pleinement son rôle de capitale européenne. « Il ne s'agit pas de privilégier la capitale et sa région », ont insisté les sénateurs, « mais de donner à l'Ile-de-France les outils nécessaires pour affronter la concurrence de Londres, de Francfort, de Düsseldorf ou de Milan, et de demain de Berlin, d'un statut qui lui permette de jouer pleinement son rôle de capitale européenne ».

Les palabres et l'action

par François Grosrichard

CHARLES PASQUA affectionne le proverbe chinois : « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Pourtant le débat sur l'aménagement du territoire qui a eu lieu les 18 et 19 mai au Sénat a étrangement rassemblé à cet égard les deux rives du fleuve. « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve », ont souligné les sénateurs, « mais de donner à l'Ile-de-France les outils nécessaires pour affronter la concurrence de Londres, de Francfort, de Düsseldorf ou de Milan, et de demain de Berlin, d'un statut qui lui permette de jouer pleinement son rôle de capitale européenne ».

Les initiatives ont cependant pu relever une différence. Il y a trois ans, au banc du gouvernement, Jacques Chirac n'était que ministre délégué, placé auprès du ministre de l'Industrie, et Michel Rocard, premier ministre, n'avait pas daigné se montrer dans l'hémicycle. Au Sénat, en revanche, Edouard Balladur est habilement venu prononcer l'allocution d'ouverture aux côtés de deux ministres, l'un d'Etat, Charles Pasqua, l'autre délégué, Daniel Hoefel.

Voilà pour la signification politique de l'événement. Quant au fond, l'essentiel des débats est resté ce que sont d'ordinaire des débats d'orientation parlementaire : incantations et revendications, récapitulatifs et déclarations. Il ne pouvait d'ailleurs être question d'annoncer un quelconque programme précis puisqu'un Comité interministériel est prévu début juin.

On a tiré des plans sur la comète et visé à longue distance puisque le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un autre grand débat sur le sujet, cette fois-ci dans le pays, qui devrait donner naissance par la suite à une loi d'orientation et à des directives nationales d'aménagement du territoire. Bref, aux côtés d'aujourd'hui vont succéder d'autres discussions, rapports, études, propos, discours.

A l'exception de ce type de sociétés, a ajouté Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), il faut freiner la concentration des entreprises en Ile-de-France par un « système d'agrément » et encourager celles qui désirent se « délocaliser » en province. M. Fourcade s'est également déclaré favorable à la réduction progressive, puis à la suppression, « en cinq ou dix ans », du financement par l'Etat du déficit des transports collectifs en Ile-de-France. Le président du comité des finances locales s'est enfin attaché à plaider pour une péréquation des ressources financières, qui passerait notamment par une réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), affectée par l'Etat aux collectivités locales.

Des aides différenciées

Autre aspect de la concentration, celle de l'intelligence nationale, a souligné le ministre de l'Education nationale, Jean-François Colard (RDE, Eure), en estimant à ce propos que « les villes à une heure de Paris par le TGV peuvent accueillir des étudiants dans de meilleures conditions et à un coût inférieur ». « L'essai d'une telle réforme », a-t-il ajouté, « est aujourd'hui rendu possible par l'extraordinaire développement des technologies de télécommunication », a ajouté Gérard Larchet (RPR, Yvelines).

Président de l'Association des maires de France, Jean-Paul Delvoire (RPR, Pas-de-Calais) a proposé de son côté cette « révolution culturelle » qui consisterait à attribuer des aides différenciées selon « une sorte d'échelle de Richelieu des territoires régionaux ». « Pourquoi appliquer partout les mêmes normes pour les fermiers de classes ? Pourquoi les mêmes règles d'impôts ? s'est-il interrogé. A situations particulières, il faut des réponses particulières. » « Pourquoi ne pas expérimenter dans les départements les plus touchés (par la désertification), la Creuse, le Cantal, la Dordogne, une fiscalité dérogatoire inspirée de celle des zones franches », a suggéré Michel Morleigne (PS, Creuse).

Toutefois, la volonté politique ne saurait suffire, selon Ivan Renard (PC, Nord), si elle est en quelque sorte torpillée par des décisions des meilleurs économistes. Évoquant les 100 000 hectares de friches industrielles situées dans la région Nord-Pas-de-Calais, le sénateur communiste a affirmé : « Les grands industriels qui ne décident des localisations

qu'en fonction de la rentabilité immédiate doivent être mis devant leurs responsabilités ».

Dans le même ordre d'idées, et en réponse à une intervention de Gérard Delain (PS, Hérault), c'est le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire lui-même qui a adressé, sous les applaudissements des socialistes, un vigoureux rappel à l'ordre au président d'une entreprise publique. « L'Etat n'est pas disposé à tolérer plus longtemps le comportement de certaines entreprises », a déclaré Charles Pasqua. Il est inadmissible qu'elles ne se préoccupent pas davantage des conséquences sur l'emploi de leurs décisions et qu'elles ne veillent pas à procurer des activités de remplacement ».

JEAN-LOUIS SAUX

Devant les sénateurs RPR

M. Chirac souhaite une liste unique de la majorité aux élections européennes

Au cours d'une réunion de travail, mercredi 19 mai, avec le groupe RPR du Sénat, Jacques Chirac a demandé aux parlementaires d'apporter un « soutien sans faille » au gouvernement car « il n'y avait pas de politique alternative », selon les propos rapportés par Josselin de Rohan, président du groupe. Ce dernier a indiqué que le RPR souhaitait voir traduits, dans l'affaire du sang contaminé, l'ancien premier ministre, Laurent Fabius, et deux anciens ministres, Georges Dufoix et Edmond Hervé, devant la Cour de justice européenne. « La majorité ne veut pas exercer sa vindicte, mais bien à ce que la justice s'exerce sereinement », a souligné M. de Rohan, notant « les réticences » des autres groupes composant l'UDF au palais de Luxembourg sur cette démarche.

« Compte tenu de l'ampleur des difficultés que rencontre notre pays, notre système au premier ministre ne peut être que ferme et mesuré », a dit le maire de Paris, en utilisant une expression gaullienne. Il a rendu hommage aux sénateurs RPR qualifiés de « fers de lance d'une majorité sans faille », selon M. Chirac, a pour mission de « soutenir la mise en œuvre des décisions prises ».

S'agissant de l'Europe, l'ancien premier ministre et les sénateurs RPR, indique-t-on au groupe néo-

gaulliste, ont « rappelé l'urgence nécessaire de redonner un contenu à la notion de préférence communautaire ». « Nous ne pouvons à la fois être un pays qui protège son niveau de vie et son système de protection sociale et en même temps rester ouvert à tous vents à des importations massives en provenance de pays dont les systèmes sociaux et de production sont totalement opposés à ceux que nous entendons défendre », a souligné le président du RPR.

Au sujet des élections européennes de 1994, M. Chirac s'est déclaré « très partisan » d'une modification du mode de scrutin, sous la forme d'une répartition élargie, mais il s'est dit « encore plus attaché à l'unité des Français qui souhaitent une majorité rassemblée, solidaire et unie ». Ainsi, pour éviter les « germes de la division », il a appelé à « défendre le principe d'une liste unique de la majorité » lors de cette prochaine consultation.

D'autre part, le groupe RPR du Sénat s'est doté d'un nouveau secrétaire général : Patrick Dabas, ancien élève de l'ENA, ancien attaché pour la défense à l'ambassade de France à La Haye, remplace Jean-Jacques Guillet, qui a été élu député des Hauts-de-Seine. M. Dabas a comme adjoint Christophe Tampon à la Jarrette.

A l'Assemblée nationale

« Nous avons besoin d'une Europe qui nous protège » déclare M. Lamassoure

Le débat sur l'Europe, ouvert mardi 18 mai par la déclaration du gouvernement, s'est achevé mercredi 19 mai. A l'occasion de sa réponse aux orateurs qui s'étaient exprimés devant un hémicycle souvent désert, Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a estimé que la France a besoin « d'une Europe qui nous protège ».

Devant la menace de récession économique, l'heure est au protectionnisme, Alain Lamassoure en a convenu lui-même à l'issue du débat : « Nous avons besoin d'une Europe qui nous protège, nous avons le sort de l'oublier trop souvent ».

Luparavant, Philippe de Villiers

devront se faire sur la base du traité de Maastricht », a-t-il conclu.

Les défis diplomatiques lancés à l'Europe sur le territoire de l'ex-Yougoslavie n'ont pas été non plus beaucoup commentés. Répondant à Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, qui avait expliqué la veille les difficultés rencontrées sur ce terrain par les Européens par le manque de véritable outil diplomatique, Pierre Lellouche (RPR, Val-d'Oise), conseiller de Jacques Chirac, a souligné : « La vérité c'est que les démocraties européennes, comme épuisées par les dernières guerres, n'ont plus aujourd'hui d'autre désir que de couper leur budget de défense ». M. Lamassoure a répondu que la première déclaration d'actualité du gouvernement, mardi 25 mai, devrait avoir pour cadre la situation en Bosnie.

GILLES PARIS

CARNET DU Monde

Décès

M. Jacques Dahan, son père, M. Claude Dahan, Et M. Vidal Dahan, ses frères. Les familles Dahan, Abergel, Saenz, Massiah, Lister, Almosni et Attias, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Gabriel DAHAN.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, le vendredi 21 mai 1993, à 14 h 15.

Epinal, Nancy, Colmar, Lyon, Annecy-sur-Marne, Dijon, Belfort, Châtelleraune, Granges-sur-Vologne.

M. Albert Vogelweith, ingénieur ICAAM, ancien président de guerre, ancien président-directeur général de la Siatre de la Gironde, survenu le 19 mai 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La messe d'adieu sera célébrée le vendredi 21 mai, à 15 h 30, en la basilique Saint-Maurice d'Epinal.

L'offrande tiendra lieu de condoléances et est avis de faire-part.

Le défunt repose au funérarium d'Epinal.

16, rue Aristide-Briand, 88000 Epinal.

Anniversaires

Il y a quatre ans, Robert KIEFF, avocat à la cour de Paris, nous quittait.

Pour sa femme, ses enfants, ses petits-enfants, ses amis, il est toujours aussi présent.

Le 21 mai 1992, André SONRIER quittait subitement les siens.

Us unissent son souvenir à celui de Anne-Elisabeth SONRIER, née Muller,

son épouse, décédée le 20 mars 1990.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Remerciements

M. Rabesandratana, Et sa famille, très touchés par le chaleureux soutien que vous leur avez apporté à l'occasion de la disparition de

M. RABESANDRATANA, née Bernine Loubette Robert,

mais dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie, vous remercier de tout cœur.

Soutenances de thèses

Vincent Adonni soutiendra sa thèse d'histoire contemporaine intitulée « La direction de M. le professeur Agostino : l'action catholique dans le diocèse d'Aire et Dax (1930-1965) », le samedi 22 mai 1993, à 15 h 30, salle des Actes de l'université Bordeaux-III.

Non abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

PHILATÉLIE

Congrès à Lille

La Poste mettra en vente générale, mardi 1^{er} juin, un timbre à 2,50 F à l'occasion du 66^e congrès national de la Fédération des sociétés philatéliques françaises (FSPF), qui se déroulera à Lille du 28 au 31 mai.

Lors de ce congrès annuel, traditionnellement accompagné d'une exposition philatélique nationale (Europhil'93, à NorExpo), qui permet aux meilleurs compétiteurs de se qualifier pour les « internationales », la Fédération fait le point sur le travail accompli au cours de l'année écoulée et met en chantier de nouvelles réformes. Son président, Robert Derooy, dégradera quelques grands thèmes de réflexion afin de mobiliser des effectifs de philatélistes en baisse (environ 75 000 membres répartis en 700 clubs).



Au programme d'Europhil'93 : sur plus de 1 hectare, 230 collections de haut niveau (13 500 pages d'album), une soixantaine de négociants, les administrations postales de Belgique, du Luxembourg, des Nations unies.

Le timbre, au format horizontal 36 x 21,45 mm, dessiné et gravé par Marie-Noëlle Goffin, est imprimé en taille-douce.

P. J.

► Vente anticipée à Lille, les 29, 30, 31 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert dans les locaux de NorExpo, avenue Jules-Destrée, qui accueille l'exposition Europhil'93 (mardi : Foire-Commerciale) le 29 mai, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Lille RP (boîte aux lettres spéciale). Durant ces quatre jours, Marie-Noëlle Goffin, dessinatrice du timbre, sera sur place pour des séances de dédicaces.

e cas Attali

assez confus pour en faire le témoin de toutes ses rencontres. Il faut de tous les documents, pour lui confier comme missions et l'accepter comme son confident quotidien. Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Le cas Attali, celui dont on peut dire, sans jamais se tromper, qu'il est le seul à avoir vu la vie de l'Etat, de la vie de la France, de la vie de la République, de la vie de la Nation, de la vie de la civilisation, de la vie de l'humanité, de la vie de l'univers, de la vie de Dieu.

Les interrogations sur le dénouement de la prise d'otages de Neuilly-sur-Seine

Erick Schmitt «était un être humain et il le demeure»

déclare l'institutrice Laurence Dreyfus

«Je ne supporte pas d'entendre dire que l'homme qui a mené cette prise d'otages est un monstre (...). Pour moi, c'était un être humain, et il le demeure, même si je n'ai jamais vu son visage», déclare dans une interview à Paris-Match datée 27 mai Laurence Dreyfus, l'institutrice de la classe maternelle de Neuilly-sur-Seine prise en otage par Erick Schmitt. La mort du preneur d'otages, tué de trois balles dans la tête par deux policiers du RAID, reste comme un remords pour la plupart des participants au drame, du procureur de la République de Nanterre au psychiatre Gilles Nakab, en passant par les hommes du RAID qui font savoir qu'ils avaient «ordre de le capturer en vie». Anne-Marie Schmitt, la sœur d'Erick, a tenu à couper court aux spéculations en déclarant à l'AFP qu'il s'agit «d'un suicide» [lire ci-dessous].

Laurence Dreyfus, qui était restée silencieuse depuis le dénouement de la prise d'otages, samedi 15 mai, a tenu à expliquer pourquoi elle avait accepté de répondre aux questions de Paris-Match. Dans une mise au point, signée avec son mari, Laurent Dreyfus, chef de publicité à la direction de la publicité de l'hébergement, ils écrivent : «Qui peut sérieusement se targuer d'accomplir un exploit en n'obtenant pas à leur sort des bêtises de trois ans ? Qui peut décemment s'exhiber lorsque la mort d'un homme, aussi dangereux soit-il (et il l'était), révèle bien davantage les failles d'un esprit malade et sa solitude qu'une méchanceté naturelle ? Nous préférons retenir et souligner à quel point tous les acteurs de ce drame ont contribué à l'issue heureuse que nous connaissons. Même le ravisseur, à sa façon dérangeante mais tranquille, a évité de transformer son crime en couchepot (...).

Devant cette qualité d'ensemble, nous avons jugé plus correct et plus honnête de ne pas accepter une mise en avant personnelle systématique : le courage n'appartient pas à «Monsieur Courage». Si nous avons accepté — sans contrepartie aucune — de nous exprimer dans Paris-Match et de faire une exception de notre silence, c'est bien sûr parce que l'un de nous deux y travaille.»

Le regret du procureur de la République

Interviewée par Irène Fraio, Laurence Dreyfus rend hommage aux policiers du RAID qui «ont joué dans cette histoire un rôle capital, et pas exclusivement dans son dénouement». Confirmant que, lors de l'interrogatoire du samedi matin, elle n'était pas dans la salle de classe, où se trouvait le médecin-chef des pompiers Evelyne Lambert, en compagnie des six fillettes, l'institutrice n'omet pas de critiquer sur le choix fait par le RAID de tirer sur Erick Schmitt au premier geste suspect. Mais elle souligne l'humanité du procureur d'otages, tout comme le psychiatre Gilles Nakab, attaché au service des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu et appelé pour conseiller le RAID et assister les familles. Dans une interview à Libération du 19 mai, il diagnostique un «drame messianique» chez Schmitt et affirme que les enfants-otages «ne risquaient rien dans la salle».

«Après un moment, la majorité de ses demandes concernaient le bien-être des enfants. Il avait des yeux d'attention (...). Il me paraissait peu probable qu'il se serve des enfants comme de boucliers», affirme le docteur Nakab, avant d'admettre que, s'il refusait la même expérience, ce serait «sans souhaiter le même dénouement». «Le médecin n'est pas habitué à ce qu'un malade ou quel il s'est intéressé se fasse descendre.»

Du côté du RAID, on maintient cependant qu'il n'y a jamais eu d'ordre «à froid» de tuer Erick Schmitt pendant qu'il dormait; les policiers ayant participé à l'opération devaient assurer l'évacuation des enfants et se retirer, précise-t-on de même source; les trois balles tirées par les deux policiers chargés de maîtriser le preneur d'otages, en même temps que six de leurs collègues ennemis les six enfants, le furent en raison d'un geste d'Erick Schmitt, réveillé par un bruit, qui pouvait

sous l'encadré. Au conseil des ministres du mercredi 19 mai, les trois femmes qui, chacune, ont joué un rôle déterminant au cours de la prise d'otages : Laurence Dreyfus, l'institutrice, Catherine Ferracci, praticien hospitalier, et Evelyne Lambert, médecin capital des sapeurs-pompiers, ont été nommées à titre exceptionnel chevaliers de la Légion d'honneur. Elles l'ont été, selon Jean Musitali, porte-parole de l'Elysée, par le chef de l'Etat, «sur proposition du premier ministre, le conseil ayant été entendu». «J'ai rarement vu dans une telle circonstance, a commenté François Mitterrand à propos du comportement de ces trois femmes, autant de personnes exercer leur métier avec courage, sang-froid et dignité et assumer les risques qu'il comporte.»

faire craindre qu'il ne parvienne à actionner le détecteur des explosifs disposés autour de lui. Toutefois, il est sans doute regrettable que les autorités policières n'aient pas jugé bon de prévenir le procureur de la République de Nanterre, Pierre Lyoo-Caen, quand la décision opérationnelle d'intervenir a été prise. «Peu après 2 heures du matin, j'ai donné mon accord de principe pour qu'une intervention ait lieu durant le sommeil du preneur d'otages, mais aucune modalité opérationnelle n'avait alors été définie, nous a déclaré M. Lyoo-Caen.

A ce moment-là de la nuit, ni l'heure ni le scénario n'avaient été choisis. J'ai ensuite quitté les lieux en laissant mon numéro de téléphone ou chef de la brigade criminelle que j'avais sollicité de cette affaire dès son origine afin que l'on puisse me prévenir en cas de nécessité. Je suis parti mais j'étais à un quart d'heure en voiture du groupe scolaire. C'est en me rendant sur les lieux, à 7 h 30 du matin, que j'ai été prévenu par un coup de téléphone reçu en voiture. L'opération venait alors de se terminer.

Il était bien sûr impossible de prévoir à l'avance l'heure de l'intervention puisqu'il fallait attendre que le preneur d'otages s'endorme, mais je regrette de ne pas avoir été appelé lorsque la décision d'intervenir a été prise de monter opérationnelle. Je ne fais aucun procès d'intention, je me contente d'exprimer un regret.»

E. P.

Pour sa sœur

Anne-Marie

«C'est un suicide»

«C'est un suicide, a affirmé la sœur du preneur d'otages tué par les policiers, Anne-Marie Schmitt, dans un entretien à l'AFP. C'est évident. Il n'avait aucune chance de s'en sortir. C'est un garçon intelligent, il savait cela.»

S'exprimant «pour que l'on cesse d'importuner ma famille, pour que l'on respecte cette période qui doit nous permettre de réaliser et pour que l'on respecte notre peine», elle a accepté de s'entretenir avec un journaliste de l'AFP à Paris, où elle se trouvait afin de remplir les formalités nécessaires au retour du corps de son frère, qui sera inhumé dans le caveau de la famille à Cère (Hérault).

Si elle refuse «de parler des passibles motivations» qui ont conduit son frère à prendre en otage ses enfants, Anne-Marie Schmitt ajoute qu'il «n'aurait jamais fait de mal à un enfant». «On a parlé de lui comme d'un homme froid, calculateur. Ce n'est pas vrai», explique-t-elle, dressant le portrait d'un «Saint-Bernard» qui avait «créé des sociétés pour que des gens sans formation puissent travailler».

«C'était un être très sensible et très complexe, témoigne-t-elle encore. J'ai parlé une fois pour mon frère. Je n'ai plus envie de le faire.»

MÉDECINE

La Grèce ouvre une enquête judiciaire sur les exportations par la Croix-Rouge de produits sanguins contaminés par le virus du sida. — Après les révélations selon lesquelles la Croix-Rouge suisse a livré, entre 1982 et 1985, à des hôpitaux américains, grecs et suisses, 83 «sachets au total de produits sanguins infectés par le virus du sida (le Monde daté 16-17 mai), le parquet d'Athènes a ouvert, mercredi 19 mai, une enquête judiciaire.

Le ministre grec de la santé a précisé qu'il entendait recenser toutes les personnes transfusées pendant cette période. En Suisse — l'un des derniers pays à avoir instauré le dépistage systématique de l'infection dans tous les dons de sang — une cinquième plainte a été déposée par un bémophile genevois devenu séropositif après avoir reçu des produits sanguins contaminés par le virus du sida. (AFP, Reuters.)

Selon Pierre Méhaignerie

M. Mitterrand a appelé à la «vigilance» dans la pratique des contrôles d'identité

M. Sarkozy a commenté, mercredi 19 mai, à l'issue du conseil des ministres, le projet de loi sur les contrôles d'identité, présenté par M. Méhaignerie et approuvé par le conseil (nos dernières éditions du 20 mai). Ce texte, a-t-il dit, vise à «donner les moyens aux forces de police de faire leur travail dans de bonnes conditions pour avoir une efficacité accrue au service de la sécurité de nos concitoyens et d'assurer le respect scrupuleux des droits de la personne comme il est naturel dans une démocratie».

M. Mitterrand s'est également exprimé sur ce projet. Toutefois l'Elysée n'a pas rendu publics les propos du chef de l'Etat. «Je crois que ses objectifs et les nôtres concordent», a indiqué le garde des Sceaux, à propos de la déclaration du président de la République, c'est-à-dire la nécessité de ces contrôles mais vigilance, et je rappelle que, pour protéger le citoyen contre les abus de pouvoir, tous ces contrôles d'identité sont soumis au contrôle judiciaire. Comme on lui demandait si les propos de M. Mitterrand équivalaient à des «réserves», le ministre de la Justice a répondu : «Je ne le crois pas, je ne l'ai pas du tout perçu comme cela».

Le projet de loi, a suscité de nombreuses réactions : «Le Parti socialiste craint «des dérives», a-t-il dit. Par la voix de Jean Glavany, le PS a estimé qu'il n'y a pas lieu de débattre de ce projet parce que les textes législatifs qui existent sur les contrôles d'identité sont des textes qui garantissent les libertés et permettent une bonne sécurité si on les applique sereinement». Le porte-parole du PS a ajouté : «Nous craignons des dérives, comme nous les avons constatées au moment du débat sur le code de la nationalité, qui peu-

vent porter atteinte à la cohésion sociale et nationale.»

Le Mouvement des radicaux de gauche déplore «que le délit de faciès soit officiellement institutionnalisé». Dans un communiqué, le MRG a exprimé le regret «que Pierre Méhaignerie, président du CDS, un mouvement connu pour son ouverture et sa tolérance, soit porteur d'un projet dangereux pour l'équilibre social de notre pays».

Le MRAP dénonce «une atteinte grave aux libertés individuelles». — Exprimant «sa plus vive réprobation», le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) considère que ce texte revient à «instaurer légalement le contrôle au faciès». Dénonçant ce qui serait «une atteinte grave portée à l'exercice des libertés individuelles», l'organisation antiraciste se dit «scandalisée par la multiplication des textes répressifs que le gouvernement entend faire adopter rapidement et sans débat public par le Parlement».

SOS-Racisme s'inquiète «du climat de suspicion envers les jeunes et les étrangers». — «Comment croire que ces contrôles d'identité ne vont pas dériver en contrôles de police répressifs, humiliants, au faciès ? Interroge SOS-Racisme. Quelle garantie avons-nous que ces contrôles ne serviront pas de prétexte aux opérations «coups de poings» dans les quartiers difficiles, au risque d'accroître la tension entre la police et les jeunes ? La conjonction de ce projet de loi et de la réforme du code de la nationalité conduit l'association à s'inquiéter «du climat de suspicion envers les jeunes et les étrangers».

Le SNAPC critique un projet ouvrant le risque de «dérives». — Selon le Syndicat national autonome des policiers en civil

(SNAPC, majoritaire chez les inspecteurs et les enquêteurs), le projet gouvernemental «est incomplet et risque de générer de nombreux dérapages». Critiquant les dispositions sur le «contrôle aléatoire des personnes», le SNAPC estime que «la notion de circonstances particulières ouvre la porte à toutes les interprétations possibles et donnera inévitablement naissance à une jurisprudence restrictive de la Cour de cassation». Aussi le syndicat souhaite-t-il une refonte du texte, afin que les policiers «puissent exercer leurs missions dans un cadre juridique clairement défini, éliminant au maximum le risque d'interventions litigieuses au regard du droit».

La CGT condamne un projet faisant «de chaque immigré un suspect». — Considérant que le projet de loi «est un élément, avec la réforme du code de la nationalité et du droit de séjour, d'un ensemble répressif qui s'attaque aux travailleurs immigrés et à leurs enfants, y compris ceux qui ont, de droit, la nationalité française», la CGT «condamne ce projet» qui «conduit à vouloir faire de chaque immigré un suspect a priori».

La LDH dénonce la désignation des étrangers comme «bons émissaires». — La Ligue des droits de l'homme et du citoyen estime que après la réforme du code de la nationalité, «c'est la deuxième mesure hautement symbolique qui, sous prétexte de répondre à un sentiment d'insécurité, est délibérément dirigée contre les étrangers désignés comme bons émissaires et dont on renforce aussi le sentiment d'exclusion. Il est significatif de noter que chacune de ces mesures annoncées avec fracas par M. Fauriol est en définitive proposée par M. Méhaignerie».

DÉFENSE

Pour accompagner des formations blindées dans des combats urbains

Deux divisions d'infanterie vont fusionner

Deux divisions françaises d'infanterie, dont les PC sont à Grenoble et à Limoges, devraient pratiquement fusionner en 1994, pour donner naissance, au terme d'une réorganisation qui sera annoncée la semaine prochaine, à une division censée être suffisamment mécanisée pour être capable d'accompagner la progression de formations blindées dans des combats urbains.

Cette décision relève du projet «Armée de terre 1997» que le précédent ministre de la Défense, Pierre Joxe, avait demandé au chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, d'appliquer, et qui requiert, chaque année, une série de mesures de restructuration : fermetures ou transferts de garnisons, dissolutions d'unités — du dispositif militaire. L'actuel ministre de la Défense, François Léotard, a prévu de préciser la suite de ce plan lors d'une réunion le 27 mai.

Pour l'essentiel, il s'agit de rassembler, en une même grande unité, des éléments de la 27^e division alpine (DA), dont le PC est à Grenoble (Isère) et qui comprend environ dix mille hommes, avec d'autres éléments venus de la 15^e division d'infanterie (DI), dont le PC est à Limoges (Haute-Vienne) et qui réunit quelque six mille cinq cents hommes. La première de ces divisions appartient à la force d'action rapide (FAR), chargée notamment des interventions extérieures, et la seconde relève du 2^e corps d'armée, qui était plus spécialement destiné aux opérations en Centre-Europe et qui s'est dissous.

Cette fusion n'est pas à vrai dire une surprise. Elle était attendue (le

Monde des 28 mai, 1^{er} juillet et 10 novembre 1992). Elle ne manquera pas de susciter des réactions dans les régions touchées économiquement par ces restructurations.

Le but de cette réorganisation est d'adapter au corps blindé mécanisé (CBM), qui est l'acier des corps d'armée de Lille et qui est formé de divisions blindées, une division «à dominante d'infanterie» — comme la qualifie le général Monchal — pour pouvoir être engagée sous un blindage suffisant dans des combats en zone urbaine ou dans des endroits difficiles.

Une baisse de 44 % des effectifs

Cette nouvelle division coexistera avec une autre structure aux opérations en montagne. Elle prendra au sein du CBM, la relève des deux divisions d'infanterie qui en faisaient partie auparavant et qui étaient, outre la 15^e de Limoges, la 8^e division d'infanterie, à Annecy, dissoute cette année.

En pratique, la réorganisation

prévue, et annoncée le 27 mai, pourrait se passer en plusieurs étapes, selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre des deux divisions impliquées.

La 15^e DI devrait perdre son état-major et le gros de son régiment de commandement et de soutien (à Limoges), et le 5^e régiment de chasseurs (à Périgueux). En revanche, le 9^e régiment d'infanterie, à Clermont-Ferrand, serait intégré à la 27^e DA. Le 126^e régiment d'infanterie, à Brive, deviendrait l'unité chargée de la description militaire de défenses de Limoges, et le 99^e régiment d'infanterie, à Sathonay, à la circoscription militaire de défense de Lyon. Le sort du 20^e régiment d'artillerie, à Poitiers, reste encore en suspens.

Quant à la 27^e DA, qui formera en quelque sorte l'ossature de la nouvelle division du CBM, elle devrait se séparer du 159^e régiment d'infanterie alpine, à Briançon, et du 6^e bataillon de chasseurs alpins, à Valence-Aillères-et-Risset.

Au terme de cette restructuration de l'armée de terre, le corps de manoeuvre français comprendra deux groupements de forces, au sein desquels, selon les besoins du moment et les missions, les états-majors pourront puiser leurs effectifs opérationnels. Le premier groupement, le CBM, réunira trois divisions blindées (dont l'une est dévolue au corps européen, aux côtés d'une division mécanisée allemande) et la nouvelle division «à dominante d'infanterie». Le second groupement, la FAR, rassemblera quatre divisions : deux divisions légères blindées, une division parachutiste et une division dite aéromobile, équipée d'hélicoptères de combat et de transport.

Dans cette perspective, l'armée de terre, qui comprenait 314 200 hommes en 1981, devrait en aligner 225 000 en 1997. Ce qui représente une chute de 44 % des effectifs sur quinze ans.

JACQUES ISNARD

Succédant à Yves Sillard

Henri Conze devient délégué général pour l'armement

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre de la Défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 19 mai a approuvé la nomination d'Henri Conze comme délégué général pour l'armement (DGA), en remplacement d'Yves Sillard, désigné à ces fonctions le 4 janvier 1989 par Jean-Pierre Chevènement et reconduit en 1991 par Pierre Joxe.

A la tête d'une institution de 52 500 personnes, le responsable de la DGA est chargé de suivre l'ensemble de la politique industrielle de l'armement (étude, recherche, fabrication, coopération et exportation) au ministère de la Défense. A ce poste, il est avec les quatre chefs d'état-major, le directeur général de la gendarmerie et le secrétaire général pour l'administration des armées l'un des grands subordonnés directs du ministre.

Le départ de M. Sillard, qui s'entendait beaucoup mieux avec M. Chevènement qu'il n'est parvenu à le faire avec M. Joxe, peut difficilement être interprété comme un limogeage politique, même s'il

est plus rapide que prévu. L'otage lui-même estime qu'il n'était pas «sacroché» à son poste et qu'il pouvait être remplacé avant la fin de l'année. La succession peut, dans ces circonstances, se passer en douceur, dans la mesure où M. Conze fait partie de la famille des ingénieurs de l'armement où, cependant, il ne compte pas que des partisans. Il n'en reste pas moins que ce changement à la tête de la DGA n'intervient pas à un moment propice : le détenteur de ce poste est, en effet, un des principaux responsables associés à l'établissement de la nouvelle programmation militaire, et son nouveau titulaire devra faire vite pour connaître à fond les dossiers de son administration.

Né le 17 avril 1939 à Grenoble (Isère) et ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole d'artillerie, Henri Conze, ingénieur de l'armement, devient ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avant d'être affecté en 1971, à la mission «atome» de la délégation générale pour l'armement (DGA). Puis il devient, en 1975, chef du service «armement nucléaire» de la DGA. Affecté en

1980 à la direction des affaires internationales, il est notamment chargé, à la DGA, des relations entre la France et l'OTAN en matière de coopération. En 1984, il est adjoint au directeur des affaires internationales, représentant la France à la conférence des directeurs nationaux d'armement à l'OTAN et au Groupe européen indépendant de programmes (GEOP). En mai 1986, il est nommé délégué aux relations internationales (chargé, à la DGA, de la coopération internationale et des exportations militaires), avant de devenir, l'année suivante, avec le grade d'ingénieur général de l'armement, délégué aux études générales auprès du ministre de la Défense, André Giscard, dans le cabinet de Jacques Chirac. Après 1988, Henri Conze, qui a servi le gouvernement de la cohabitation, quitte le ministère de la Défense pour le secteur privé. Il est porté à la présidence de la société de conseil en politique industrielle HIC. Il est l'auteur, dans le dernier numéro du mensuel Défense nationale, d'un article sur la défense de l'Europe où, demandant qu'on préserve «un minimum de liberté d'action pour des missions nationales» et que l'on développe la coopération avec l'Allemagne, il se prononce pour des «opérations conjuguées avec nos partenaires européens, voire américaines».

SOCIÉTÉ

Concurrence très sauvage

STRASBOURG

de notre correspondant régional

L'image de «L'Alsace, le nouveau romantisme», spot radio-phonique et télévisuel destiné à vanter la qualité de la région, a pris un coup par la faute d'un transporteur allemand. Rafales de pistolet-mitrailleur, jets de grenades et de cocktails Molotov ont été les arguments utilisés pendant un mois par l'agence Schöper, patron de la société Airport Lines de Baden-Baden, pour déstabiliser Joseph Schwager, son concurrent de Ruse (Bas-Rhin), qui dirige la société Josy Tourisme.

Afin de dissuader le transporteur allemand de marcher sur ses plates-bandes, le marché des navettes routières entre l'aéroport de Francfort et Strasbourg, Schöper a organisé, avec l'aide de l'un de ses collaborateurs, une série d'attentats contre les passagers, les employés, les locaux et les véhicules de Josy Tourisme. Cinq agressions au total entre le 8 avril et le 9 mai, qui se chiffrent par un bilan très

lourd : trois blessés par balles, deux cars incendiés, et deux autres endommagés ainsi que le garage central de la société de Ruse.

L'enquête, qui dans un premier temps s'orientait vers la piste terroriste, prend très vite la direction d'un différend commercial. Le 11 mai, les policiers d'Autriche-Rhin appréhendent Schöper et son complice, qui étaient sur le point de commettre un nouvel attentat. Ils saisissent dans leur véhicule un pistolet-mitrailleur muni d'une grenade. Au domicile du transporteur de Baden-Baden, ils découvrent en outre un pistolet, une carabine de calibre 22 et des cocktails Molotov. En prison, Schöper aura tout le temps d'apprendre ce qu'on attend généralement par libre concurrence dans le grand marché européen. Même sauvage, elle ne se pratique pas à la grenade.

MARCEL SCOTTO

ÉDUCATION

Estimant qu'elle n'était pas «suffisamment motivée»

Le Conseil d'État annule la sanction prononcée contre Bernard Notin

En estimant qu'elle n'était pas «suffisamment motivée», le Conseil d'État a annulé, mercredi 19 mai, la sanction prononcée en mars 1991 par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNER) contre Bernard Notin, maître de conférences à l'université de Lyon-III, à la suite de la publication en août 1989 d'un article jugé révisionniste et négationniste. Le CNER avait estimé que l'article, qui portait sur «Le rôle des médias dans la vision de la France», «avait manqué gravement, dans la forme et le fond, aux règles de la liberté intellectuelle et du respect d'autrui (...) et des principes de tolérance et

d'objectivité». Il avait prononcé un retard d'avancement de trois ans à l'égard de M. Notin.

Le Conseil d'État a annulé cette sanction, estimant que la décision du CNER «aurait dû analyser les passages de l'article qui déparaisaient les limites de la liberté d'expression et qualifier la nature et la gravité des fautes» et a donc renvoyé l'affaire devant le CNER, à qui il incombera de reprendre une décision. M. Gilbert Collard, avocat de Bernard Notin, a annoncé pour sa part qu'il demandera «des comptes à la faculté» aux organisations qui ont brocardé son client et aux journaux qui l'ont insulté.

SPORTS

Les comptes de l'OM

Un protocole d'accord sur le «différend financier» entre le club et la ville de Marseille

L'Olympique de Marseille et la ville de Marseille ont annoncé, mercredi 19 mai, la signature d'un protocole d'accord visant à effacer le «différend financier» qui existait entre le club et la municipalité. Cet accord, annoncé lors d'une conférence de presse commune par Robert Vigouroux, maire de Marseille, et Bernard Tapie, président de l'OM, devrait instaurer pour trois ans «de nouvelles formes de partenariat entre la ville et le club».

Ce protocole, qui doit être soumis au conseil municipal du 24 mai, propose notamment d'accorder 5 millions de francs pour la promotion du club et 4,5 millions pour la formation des joueurs professionnels. La ville continuera de financer une partie de l'entretien des terrains d'entraînement et

reprendra à son compte l'entretien de la taxe sur les spectacles, dont le montant est estimé entre 6 à 8 millions de francs par an. Le maire s'est engagé à rembourser l'avance faite par l'OM pour les travaux de sécurité à l'intérieur du stade, avec un plafond de 5 millions de francs.

Le 26 avril, la ville de Marseille avait décidé, au terme d'une délibération du conseil municipal, de saisir la chambre régionale des comptes afin qu'elle vérifie «l'utilisation réelle des subventions versées par la ville à l'association Olympique de Marseille». Depuis 1986, les aides directes et indirectes du club se seraient élevées, selon M. Vigouroux, qui avait fait établir un audit sur les comptes de l'OM, à 185 millions de francs.

Le match et la prolongation s'étaient terminés sur le score de 1-1. Saint-Etienne et Paris SG étaient déjà qualifiés pour les demi-finales, programmées le 3 juin.

CYCLISME : contrôle antidopage positif pour Pascal Lino. - Le Français Pascal Lino, cinquième du Tour de France 1992, a fait l'objet d'un contrôle antidopage positif lors de l'Amstel Gold Race, disputé aux Pays-Bas, le 24 avril. Selon le règlement de l'Union cycliste internationale, le coureur breton encourt, pour une première infraction, une suspension de trois mois avec sursis et une amende de 3 000 francs (11 000 francs), mais il risque d'être plus sévèrement sanctionné au regard de la nouvelle loi française contre le dopage qui prévoit des sanctions pouvant aller jusqu'à trois ans ferme pour une première infraction. Le coureur pourra présenter sa défense devant la nouvelle commission de discipline de la Ligue du cyclisme professionnel français qui devrait se réunir le 28 mai.

COMMUNICATION

La télévision demain

III. - L'emballlement de la course à l'audience

Qui séduira le plus grand nombre de téléspectateurs lorsqu'ils pourront recevoir plusieurs centaines de chaînes à domicile (le Monda des 19 et 20 mai)? Pour capturer une audience fuyante, les opérateurs américains, qui leurs programmes soient généralistes ou à thèmes, mettent en œuvre des stratégies très diverses - dont dépend leur survie.

DENVER (COLORADO)

de notre envoyé spécial

En ce mardi 30 mars, à 8 heures 45, à New-York, Michael Dann, conseiller pour les programmes de la chaîne de télévision ABC, exulte. La retransmission en direct de Hollywood, la veille au soir, de la cérémonie des Oscars, a relevé l'audimat. «Nous avons obtenu une audience record», s'exalte-t-il. «C'est un jour historique... Sous-entendu pour le tir tiré d'ABC. Les rentrées publicitaires ont été à la hauteur. Combien? 3 ou 4 millions de dollars par heure de programme environ». Les choses vont bien pour ABC.

NBC, l'une des trois grandes chaînes nationales généralistes des États-Unis, va moins bien. Elle est en passe de perdre l'une de ses stars : David Letterman, dans un avant et échec choral. L'audimat, fait de quinze ans avec une émission de plateau, le succès des secondes parties de soirées sur NBC. Il passe désormais sur CBS, la troisième grande chaîne généraliste. Avec un contrat annuel de 14 millions de dollars (1), David Letterman est l'une des vedettes les mieux payées de la télévision américaine. L'audimat d'ABC, David Letterman sur NBC le suivra-t-il sur CBS? Nul ne le sait encore. NBC devra néanmoins trouver autre chose, pour cette trêve horaire.

L'audimat, on l'a compris en France depuis la privatisation de TF1, est au cœur de la stratégie commerciale des chaînes de télévision. La présence du public devant des programmes se mesure en termes de «share» (part de marché) ou de «rating» (taux d'écoute). Les annonceurs publicitaires, mais, à la veille d'une révolution technologique qui s'apprête à faire passer le nombre moyen de chaînes de télévision de trente à cinquante, que peut encore signifier le terme d'audimat? Ne risque-t-elle pas de se fragmenter à l'infini? Le marché publicitaire (28 milliards de dollars aux États-Unis en 1991) souffrira-t-il à l'avenir des grandes chaînes généralistes en même temps que les programmes du câble?

«Les habitudes changent lentement»

La question se pose avec d'autant plus d'acuité qu'en dix ans les chaînes gratuites américaines ont essuyé une défaite majeure : elles et les stations locales qui relaient leurs programmes (600 stations affiliées) n'attirent plus que 60 % de l'audience (61,2 % en 1991) contre 80 % en 1985. Et leurs recettes publicitaires ont baissé d'autant. Les téléphages américains ont beau, comme les Français, considérer la télévision comme une dette aussi gratuite que l'air qu'on respire, la volonté de payer pour des images est plus «forte que personne l'a jamais soupçonné», remarque Robert Pepper, chef du bureau de la télévision à la Federal Communication Commission (FCC). En 1991, les Américains ont dépensé 32 milliards de dollars pour regarder les chaînes payantes. Les programmes du câble et des chaînes payantes représentent aujourd'hui 39 % de l'audience et ont accaparé 4 milliards de dollars de publicité en 1991. Les Américains sont-ils prêts à déposer plus encore? C'est le pari que font tous les industriels de la communication.

Que TF1 se le dise : l'avenir semble à la télévision payante. Combien chaque foyer envisage-t-il de débours pour être inondé d'images? Nul ne le sait. Combien d'opérateurs survivront dans un univers de cent cinquante à cinq cents chaînes de télévision? Tout le monde l'ignore. Mais chacun lute pour en être. Là encore, des stratégies différentes sont à l'œuvre. À moyen terme, les grands réseaux généralistes ne doutent pas de continuer à fédérer de larges por-

ties d'audience. Michael Dann, d'ABC, est optimiste : «Les habitudes des téléspectateurs changent très lentement». David Poltrak, directeur des études de CBS, a même développé une théorie paradoxale : en douze ans, les États-Unis sont passés d'une offre moyenne de cinq chaînes disponibles par foyer à trente-cinq. Les grands réseaux généralistes, qui représentaient alors 60 % des choix, n'occupent plus que 10 % de ceux-ci. Conclusion : l'audience des «networks» s'est remarquablement tenue, puisqu'elle n'a baissé que d'un tiers, quand les eubus étaient multipliés par cinq.

Les stations locales ou régionales de télévision ne doutent pas de leur avenir non plus. Comme l'explique Bill Haratunian, de la National Association of Broadcasters, le lobby qui

Steven Ross, PDG de Time Warner (24 % du capital de Turner).

Si l'on en croit des révélations du *Wall Street Journal*, début avril, des négociations seraient en cours pour un dépeçage du groupe Turner entre les deux puissants câble-opérateurs. TCI est même le «tube» qui a poussé le plus loin l'intégration verticale et horizontale. Non seulement TCI a racheté une multitude de réseaux câblés campagnards en déconfiture pour leur redonner du tonus, mais, en 1990, le groupe avait des participations dans près de vingt-deux chaînes câblées. Contre huit pour Time Warner et six pour Cox, cinquième câble-opérateur. Sur les vingt chaînes spécialisées les plus importantes, treize au moins sont contrôlées par les «câblo». Et, selon la Federal Communication Commission (FCC), depuis le

ans, des fictions écrites par les jeunes eux-mêmes («Kids Writes») et pour les adultes («Clarissa Explains»). Même Bill Clinton a bûché sa popularité pré-électorale en acceptant, devant les caméras de Nickelodeon, de l'ingérer enoffensées de «presse» menées par de jeunes journalistes de treize à quatorze ans.

Le marché des jeunes est si prometteur que, désormais, il y a faule. Certains, comme Disney, occupent déjà une position quasi inexpugnable. En protégeant jalousement son catalogue, en exploitant pour son propre compte les personnages inventés par les studios Disney, en créant ses propres chaînes de télévision (Disney Channel à 6,3 millions d'abonnés payants, soit le double de Canal Plus en France), en menant une politique de droits dérivés (jeux, tee-shirts, jeux vidéo...), Disney emule deux avantages décisifs : le copyright, qui labellise et rend immédiatement identifiable toutes ses productions, et la distribution, qui lui donne un contrôle direct sur les flux financiers.

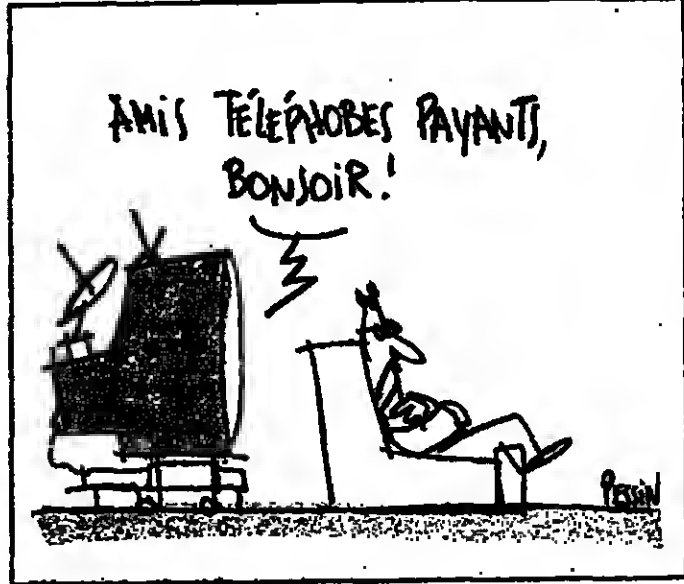
La lutte pour le copyright est au cœur des batailles entre marques télévisées. Lorsque Ted Turner prend le contrôle de Metro Goldwyn Mayer, au milieu des années 80, ce n'est pas le studio qu'il vise, mais son catalogue. En 1985, il fait un échec de 1,5 milliard de dollars à Kirk Kerkorian (MGM), pioche 3 600 films et 800 dessins animés dans le catalogue et revend la coquille qui est devenue MGM, la même année, pour moins de 500 millions de dollars. Ce sont ces films et ces dessins animés qui composent aujourd'hui l'essentiel du programme de The Cartoon Channel, lancée en 1992 sur le câble aux États-Unis (en Europe à l'automne 1993), et TNT, une chaîne cinéma entièrement composée des films du catalogue MGM. Les films au lieu sont un label. Il y a peu, Ted Turner a écrit une lettre à tous les détenteurs de droits étrangers pour leur interdire d'utiliser les droits sur les films et les dessins animés, qu'il conserve désormais à son usage exclusif.

Certaines marques télévisées ont également entrepris de décliner encore plus finement leur fond de commerce. MTV (groupe Viacom), chaîne déjà spécialisée sur la musique, va «eibler» encore plus finement son public en déclinant de nouvelles chaînes : MTV Rap, MTV Rock, MTV Country... soit autant de chaînes thématiques nouvelles destinées à segmenter la télévision musicale jusqu'à l'obsession. Mais pour mieux fédérer son public sous la marque MTV, l'idem pour les chaînes de cinéma, qui peuvent se diviser en genres (western, policiers, sexe...), les chaînes sportives par discipline, etc. Comment les chaînes gratuites réagissent-elles à ce ciblage forcé de l'audience? Les stations locales survivront-elles à la spécialisation? L'histoire de la télévision du vingtième siècle en même temps.

YVES MAMOU

(1) Un dollar vaut 5,40 francs environ.

FIN



défend, à Washington, les intérêts des télévisions hertziennes, «on ne comprend rien à la télévision aux États-Unis si on ne prend pas en compte le fait qu'elle est d'abord une télévision locale. On lit tous les jours dans le *Wall Street Journal* que les États-Unis sont en récession, mais, dans certaines zones du pays, les stations enregistrent des rentrées publicitaires record». Hurs de la cité point de salut? Il n'empêche que l'audience des stations locales décroît d'année en année. Assez lentement, certes, mais pour empêcher les réseaux câblés d'augmenter trop rapidement leurs prix.

Reste une évidence technique : sur un marché donné, plus le nombre de canaux s'accroît, plus l'audience se fragmente. Et plus l'audience se fragmente, plus il est difficile aux chaînes généralistes de résister. Les chaînes thématiques à succès sont en effet celles qui ont su fédérer une passion particulière. ESPN, la grande chaîne sportive câblée, a su capter l'amour de dizaines de millions de maniaques du ballon ovale et du basket. HBO (Home Box Office) a su focaliser la passion enivrante des cinéphiles et des publicistes. Et même la jeune Caut TV, chaîne câblée fondée en 1991 par des juristes et spécialisée dans la retransmission des procès - ceux qui défiaient la chronique, de préférence - a su conquérir un public de «druques» comme le dit une des jeunes avocates qui, ce jour-là, commentent en direct, un procès retransmis par la chaîne.

Image de marque

C'est ce goût procooc du public pour des programmes spécialisés diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre qui est au cœur des grandes manœuvres financières. Les câble-opérateurs ont compris qu'ils ne contrôlent pas les «tubes» valant mieux que quand il se doublait d'un contrôle sur les images. D'où une politique de prise de participations, souvent majoritaires, chez des éditeurs de programmes. Ted Turner, patron de la chaîne d'informations CNN et de quelques autres, comme Turner Broadcasting Station, The Cartoon Channel, etc., est soit quelque chose. Stégar à son conseil d'administration deux des plus gros «tubes» des États-Unis, ce la personne de John Malone, PDG de TCI (28 % du capital de Turner environ), et

Le Monde

Édité par la SARI Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Fappert, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Luebert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Thomas Fernandez
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bouve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

LE 46^e FESTIVAL DE CANNES

SÉLECTION OFFICIELLE / ADIEU MA CONCUBINE, de Chen Kaige

Malgré le bruit et la fureur

Passé un très beau et très court prologue, stylisé et crépusculaire, Chen Kaige déchaîne les percussions stridentes de la musique classique ebinoïse, la violence des fûtes, les feux d'artifices colorés des costumes de soie pirovettants. Il ne s'arrêtera plus. Un spectacle de rue, la colère du public dès le premier accroc au déroulement de la pièce, des coups, des cris, le sang d'un enfant, la misère de tous et l'oppression toujours : deux heures cinquante durant, le film ne s'épaissira pas, rebondissant de crise en drame, racontant fusillades et pécariés de fête.

Adieu moi concubine est une fresque, et d'abord une fresque rythmique où, comme dans l'Opéra de Pékin qui lui sert de modèle et de sujet, le rapidité des enchaînements et la tension sonore imprègnent le récit. De ce pandémonium, bientôt installé dans une école d'apprentis acteurs où règne une discipline sadique, émergent les deux figures centrales de cette histoire ensemencée dans les années 20, époque de guerre civile et de désirs de la guerre, et qui fonce à travers invasion japonaise, guerre de résistance, arrivée des communistes au pouvoir, jusqu'à la révolution culturelle et son dénouement.

Au centre, donc, enfants puis adultes, se trouvent Duen et Cheng, bientôt identifiés au rôle qu'ils interpréteront toute leur vie : Duan (Zhang Fengyi) sera le roi et Cheng (Leslie Cheung) la concubine (sous les rôles étant, à l'opéra, tenus par des hommes), héros de la pièce classique à laquelle le film emprunte son titre : une antique histoire de trahison et de loyauté, de tendresse et de mort. Ensemble, les deux acteurs deviennent, dans

les années 30, les vedettes absolues de ce genre artistique millénaire, objet d'un véritable culte, dont ils sont à la fois les dieux et les serviteurs.

Mais pas plus que la révolution n'est un dîner de gala, la vie n'est un spectacle d'opéra. Et tandis que Duan le costaud essaye de mener de front sa carrière militaire, sa vie d'homme de famille est si délicate, découvre avec frotte que sans pentionaire à la scène ne sera pas son compagnon à la ville. Et voilà que Duan se marie, avec une belle prostituée (Gong Li), mais son mariage est un piège tendu par les univers de Cheng se brise. Univers jusqu' alors autant que possible préservé de l'extérieur : les armées étrangères ont occupé le pays, la guerre a fait rage, bruits de bottes et de canons, mais tout est si loin, dans le fond de la bande son. Mais envahisseurs japonais et troupes de l'armée de libération n'ont eu droit de suite, à Pékin, que lorsqu'ils devenaient spectateurs de la révolution. Les troubles les pays chinois du début du roi et sa concubine.

Parabole sur l'art et la vie

Comme Cheng, qui se réfugiera à l'occasion dans une liaison avec un aristocrate esthète puis dans les vapeurs de l'opium, le film eura donc tenu le plus longtemps possible l'extérieur à distance. Chen Kaige voudrait raconter l'histoire des deux personnages, mais l'interprète de la concubine prend rapidement l'avantage : plus intrigant par son ambiguïté, les interrogations sur son identité sexuelle et affective, sa dévotion à un art infiniment précis et infiniment insta-

ble du geste et de la voix. Insidieusement, cette inégalité de traitement déséquilibre la parabole sur l'art et la vie, qui avait tant besoin de l'ambiguïté de Duan, un pied sur scène et un pied sur terre. Et la femme sera longtemps celle par qui le malheur arrive : virago ambitieuse et possessive, utilisée et sacrifiée par le scénariste avec une belle misogynie.

L'ouïssa e troubillâ la porte de la réalité, et le désordre s'est installé, l'antérieur va finir par faire irruption, et avec quelle violence, au milieu de la scène. Après toutes les tempêtes de l'histoire qui ont grandé aux portes de la révolution culturelle l'envahit, et détruit tout. Pour la première fois dans ces proportions, le pouvoir abaissait son espoir de fer sur les arts et les esprits. Et à la différence des précédents événements, Chen Kaige a subi personnellement le courtoillement des coups, des insultes, des mesquineries et des haines, les corps et les volontés s'effondrent, et aussi la leçon de fidélité et d'honneur que perçutait la vieille légende du roi Chun et de Yu sa concubine. La mort, la mort sociale, vulnue et mise en scène selon les règles, viendra laver par

La révolution culturelle a tout emporté, jusqu'au point de vue du réalisateur : qu'était-ce donc que cet esclavage de l'apprentissage des acteurs, dnni il e montré avec insistance la cruauté, et qu'il dédouane soudain ou nrm de la perpétuation d'un art et de ses méthodes traditionnelles? Le maelström du film a creusé un vide, un néant, dont Chen Kaige oe sail plus que faire ni que dire.

Malgré le splendide visuel de *Adieu ma concubine* et malgré l'élan qui l'emporte, un soupçon s'est depuis longtemps insinué : celui d'assister, sous une autre forme, à la même histoire que celle racontée par le cinéaste chinois en vue, Zhang Yimou, avec *Epouses et concubines* : une entreprise de séduction des publics d'Occident, menée par Zhang il y a trois ans avec les moyens de l'épure esthétique (il s'est, depuis, magnifiquement réhabilité avec *Qui s'écroule*), et qui n'a pas eu, à l'heure où les goûts historiques gigantesques, dont les grandes orgues exotiques et les préciosités de jade font un fascinant son et lumière, mais un film qui laisse insatisfait.



GONG LI

En Chine, et dans toute l'Asie du Sud-Est, sa notoriété se situe, en effet, entre Meryl Streep et Julia Roberts puissance 10. A la première de *Ju Dou* à Shanghai, elle manque de se faire écraser... par les cinquante policiers affectés à son service d'ordre et réduits par sa présence à l'état de fous hystériques...

Sa carrière - internationale, du moins - est intimement liée à celle du réalisateur Zhang Yimou. Fille d'un professeur d'université et d'une archiviste, elle est née en 1965 dans la province de Hebei, au nord-est de la Chine. Elle a alors douze ans, en première année au Conservatoire national de dramatique de Pékin (où elle enseigne également) lorsque Zhang Yimou lui confie le rôle féminin principal dans son premier film, *Le Scorpion rouge*, qui remporte en 1988 l'Ours d'or au Festival de Berlin. Ils tourneront ensemble un film par an : *Opération Coeur* (1989), *Ju Dou* (1990), *Epouses et concubines* (1991), enfin *Qiu Ju* : une femme chinoise, qui, en 1992, décroche le Lion d'Or à Venise et vaut à Gong Li le prix d'interprétation féminine.

Après deux films d'action et d'aventure qu'elle tournera à Hongkong (il faut bien vivre...), elle retrouve Zhang Yimou pour un film qui, sur quarante ans (1930-1970), raconte une famille de paysans qui, à la fin des années cinquante, se voit voler un financement national pour confondre le typhus dans un pays...

H. B6.

Dollars

par Michel Braudeau

Obtenir l'autorisation d'un photographe convenablement star ailleurs, que sur les marches du Paléto est un casse-tête dont la complexité est proportionnelle à l'importance du gibier convoité. On voit des gens très sérieux élaborer des plans de bataille napoléoniens pour déterminer à quel instant de sa conférence de presse ou sur quel balcon ils eurent une bonne tête de Robert de Niro. Sur les vingt-deux pas que fera Liz Taylor entre son avion et sa limousine, à quel pas on sera à la meilleure distance.

Cheque instant de la vie d'un etas sa marnaye. Les plus avenue dans le rentabilisation de leur corps et de leur vie sont les Américains, les plus erogante aussi. Pour venir à Cannes, il leur faut souvent une décoration importante, commandeur des Arts et Lettres, par exemple, remise par un ministre important, le ministre de la culture, ou moins. Puis une suite, pas n'importe laquelle, à Eden Roc, évidemment. Puis un certain garde du corps. Puis du liquide pour les feux frais. Pour la question de sortir un dollar de son emaking. Pour un pau, le revendrait jusqu'à l'air qu'ils ont respiré.

A propos de cela, Elizabeth Taylor organise, jeudi, un dîner au bénéfice de sa fondation pour la recherche sur le sida. Après la projection de *Cliffhanger*, avec Stallone, 300 francs la place, au Palais, on pourra goûter aux surprises concoctées par le chef Roger Vergé. Le dîner sera peut-être un peu plus cher que d'habitude. Il y aura 400 convives, la recette sera donc de 1 million de dollars. Le dîner étant déjà complet, on se revend des places au marché noir à 400 dollars pièce. Au départ, le bénéfice de ces nobles appétits était censé être intégralement à la recherche américaine. Focan nous apprend que, finalement, d'un pays étranger. Mais est-ce bien légal ? Il semblerait que les autorités aient protesté et, du côté américain, on dit à présent que le spectacle sera partagé entre les Etats-Unis, la France et la terre-monde. Prudent, le producteur Martin Kunitz a répondu qu'il avait l'intention de faire et de décider d'envoyer ses 25 000 dollars à la recherche française.

KING OF THE HILL, de Steven Soderbergh

Les charmes de la misère

Ah! que la grande dépression est jolie, lorsqu'elle est, *vue par Shyren Soderbergh!* Les riches sont riches, les pauvres sont pauvres, c'est au moins des choses, mais tout de même, très soignées de leur personne. Où donc est passé Soderbergh, le *wonder boy* de *Sexe, mensonges et vidéo*, Palme d'or rafraîchissante à Cannes, en 1989. Le jeune homme avait montré alors bien des dons : liberté de ton, élégance du style, belle franchise dans l'auscultation de la sexualité tordue de ses compatriotes. Devrait suivre une tentative ratée, mais ambitieuse, de tourner à Prague en noir et blanc la vie de Kafka.

Une comédie sophistiquée, un thriller métaphysique, les pistes des rôles étaient brouillées. Le troisième film allait sûrement révéler la véritable nature de Soderbergh. Le troisième film, le voilà, et les plus vives inquiétudes sont désormais permises. Ne serait-il qu'un bon faiseur mercenaire? *King of the Hill* est adapté de l'autobiographie de l'écrivain A. E. Hotchner, qui raconte dans une version nettement plus corcée (supplément « Arts-Spectacles » du 13 mai), son enfance à Saint-Louis (Missouri) dans les années 30, la lutte pour la survie d'un gamin rêveur et débraillé.

Aaron, un père vieillissant et chômeur, une mère effacée et tuberculeuse, un petit frère sympathique en prime. La famille s'entasse dans une chambre de l'Hôtel Empire, qui e connu des jours meilleurs. La sanction pour loyers impayés est radicale, un groom rapace cade-nasse les portes des locataires impé-nuieux. Aaron, cependant, fré-quentue une école chic, dont il est un des éléments les plus brillants. Il est évidemment sa situation s'invente des parents fastueux pour être au diapason, et à la réclamation, ne vote que les sandwichs des gros, jamais leur dessert.

On voit tout de suite que Soderbergh a choisi pour traiter ce beau sujet la distanciation gracieuse de la comédie musicale. On ne chante pas le blues des affamés ou le grand air des créanciers, mais c'est tout comme. Il n'y aura pas un grain de poussière dans cette pimpante plongée au cœur de la misère, tous les personnages de la tragédie sont en laisse, on ne verra jamais Hooverville (les bidonvilles de l'ère du président Hoover) que de loin, à travers les vitres d'un train, on verra une version guimauve de « la danse des petits pains » de *la Rose verte* de Gilles de Meunier, filmant la même virtuosité joyeuse une partie de billes et une émeute de crève-la-faim.

L'interprète principal, Jesse Bradford, absolument délicieux, parfait, renforce le parti pris idyllique. C'est un super pro de treize ans qui a déjà été le fils de cinéma de Harrison Ford. Joan Cusack, James

Wood et Robert De Niro. Dodu et velouté, il pourrait prétendre incarner un futur président des Etats-Unis ou un futur champion de base-ball. Un ventre creux parfois désespéré, jamais ! *King of the Hill* ? C'est du Capra de pacotille, du Mark Twain pour vidéo-clips, c'est ébahissant comme tout. Et assez désolant.

DANIELE HEYMANN

JEAN-MICHEL FRODON

L'hommage à Dino Risi

De l'humour noir aux humeurs noires

« perdants », les idéalistes pétris d'illusions sont manipulés, broyés par un ordre politique et économique implacable.

Peintre désenchanté de l'humanité

On aura donc vu — on revu — à Cannes, ces films qui se suivent comme une sorte de trébuchet. Une vie difficile (1961), où l'Italie de 1943 à 1960, à travers les mésaventures d'un jeune intellectuel, journaliste de gauche (Le génial Alberto Sordi), marié à la fille ambitieuse d'une ambassadrice qui lui a sauvé la vie à la fin de la guerre. La Marche sur Rome (1962), où l'Italie de 1920-1922, avec Vittorino Gassman, acteur fétiche du réalisateur depuis *Il mattatore* (1960), et l'acteur grand, *Ugo Tognazzi*, en anciens combat-

tants attirés et dupés par le fascisme naissant. *Le Figaro* (1962) ou l'Italie du boom économique et de la démocratie chrétienne. S'y révèle, avec une noirceur et une cruauté typiques de Risi, la fausse idée du bonheurs matériel à travers le portrait d'un imposteur, Tognassi en train de fuir (Vittorio Gassman causant, lui, la perte d'un jeune homme). Les autres sont sobres : c'est Jean-Louis Trintignant (*Les Amantes* 1963) enfin filmé en sketches porté par Gassman et Toppani, véritable revue de détail de l'Italie contemporaine, loutes classes sociales représentées, y compris les marginaux, les exclus, la galerie de portraits drolatiques et parfois véridés dans la caricature.

Dans la veine du film à sketches, Risi a poursuivi encore

plus loin l'étude de mœurs avec *Une poule, un train et quelques monstres* (1969); en vedette, cette fois, Nino Manfredi

Il a travaillé avec les meilleurs scénaristes et tous les édifiables acteurs de la «comédie italienne». Manfredi et Tognazzi incarnent le masochisme romanesque et la folie douce dans *Fais-moi très mal mais couvre-moi de baisers* (1968); Gassman et Tognazzi incarnent les divisions profondes et le rapport moral réel dans la haine idéologique des bunnies de droite et de gauche (*Au nom du peuple italien*, 1971).

Mais le pessimisme fondamental l'emporte sur le seul humour noir à mesure que les bumeurs personnelles du cinéaste s'assombrissent. Ce grand satiriste, ce grand moraliste va, dans l'étude de caractère et l'analyse du comportement, devenir le peintre terriblement désenchanté de l'humanité. Ainsi l'éveugle voit à la solitude morale de *Parfum de femme*, ce chef-d'œuvre qui valut à Gassman le prix d'interprétation masculine à Cannes, en 1975.

Ainsi le vieil artiste de variété crouissant dans une maison de retraite et détruit par une intrigante : Ugo Tognazzi dans *Dernier Amour* (1978). Si, dans l'univers de Dino Risi, les femmes de manquent pas, elles jouent le plus souvent les rôles d'instruments du destin.

JACQUES SICLIER

(1) Comme il le fit pour Luigi Comencini et Ettore Scola, Simon Mizrabi dont on se souviendra toujours qu'il fut un découvreur du cinéma italien autant qu'un attaché de presse, donna l'essentiel à la connaissance de Dino Risaioli en France.

D. H.

CULTURE

MUSIQUES

Evian à l'heure de Moscou

Le Festival invite au bord du lac Léman de nombreux musiciens russes

Les deux jurys, celui des professionnels et celui de la presse, ont rendu public, mercredi 19 mai, le palmarès du Concours de quatuors à cordes d'Evian. Le premier prix des musiciens a été attribué au Quatuor Debussy (France). Le Quatuor Auer (Hongrie) et le Quatuor de Miami (Etats-Unis) ont reçu le second prix exæquo. Le jury de la presse a décerné son premier prix au Quatuor Auer.

Parallèlement à l'organisation du concours de quatuors à cordes, qui s'est hissé à la première place de ce type de manifestations dans le monde, le Festival d'Evian propose des concerts jusqu'au 30 mai, dans un nouvel auditorium de 1 200 places tout en bois. Cette année, la programmation est placée sous le signe de la Russie. Se produiront notamment l'Orchestre du Conservatoire de Moscou, sous la direction de Vladimir Spivakov (le 22 mai), puis sous celle de Rostropovitch. Ce dernier donnera la réplique à une jeune pianiste Ignat Soljennitsyne, fils

de l'écrivain (le 24 mai). Andreas Delf accompagnera le ténor Nicolai Gedda et la basse Pasta Buruchladze (le 26 mai). Yuri Bashmet prendra enfin la baguette avec Tatiana Nikolaeva au piano et Mark Lubotski au violon (le 28 mai). Deux concerts de la Philharmonie de Saint-Petersbourg dirigée par Yuri Temirkanov clôtureront le festival (29 et 30 mai).

Les 27 et 28 mai, *Les Russes*, un opéra huppé de Vladimir Tarnopolski pour la musique et d'Irina Maslennikova pour le livret (fondé sur une légende de fiction située à Evian) sera donné en création mondiale sous la direction de Rostropovitch.

A. Lo.

■ Rencontres musicales. Casino, 74502 Evian, tél. : 06-75-04-10. 180F et 300F. 30 % de réduction pour les étudiants et les cartes Varnail. Pour les réservations hôtelières, tél. : 06-75-04-26. fax : 06-75-61-08.

Trenet tout simplement

Suite de la première page

Même le chagrin, ebez Trenet, ne dure ni ne pèse. La pluie lui rend septembre gai. Il célèbre les majestés de l'automne autant que les printemps. Maisons et champs, tant de fois évoqués, humanisent le paysage. La nature s'embellit d'être aperçue d'une fenêtre, d'en haut ou d'en bas.

Autre miracle, conjugué à celui de sa longévité d'artiste : le pouvoir qu'a Trenet de suggérer, en une trille et quelques syllabes, tous les parfums d'une époque, surtout quand il paraît la contredire. Qui de plus paradoxal que de créer *Y a-t-il un air*... dans un

d'la jole et Je chante en 1937, *Baum* en 1938, et *Le Rendez-vous avec la lune* en 1939 ? Pour ceux qui ont des souvenirs de l'avant-guerre, chacune de ces chansons joue le même rôle de suggestion globale qu'une *Marseillaise*, comme dit Cocteau, nu que l'espèce d'hyman amoureux de la « petite phrase » de Vinteuil, si supérieure à la vie qu'elle restitue, qu'elle seule, selon Proust, « avait la peine d'être exprimée ».

Ces deux magies de la durée de l'écriture et de l'air du temps retrouvé s'expliquent par le foisonnement créatif des années où surgit *Trenet* : de la fin du jazz et le jazz-tançais, Max Jacob, Mireille-Nohain, de Wiesner-Dance, pour que la chanson s'arrache subitement aux *Viens pouspoules*, aux *Paire paiser Mirza*, et renoue avec la poésie toute simple de *Monsieur Dumoulin*, du *Roi Dagobert*, du *Pont d'Avignon*, du *Temps des cerises* ; car c'est à ce niveau de tradition populaire que le répertoire de Trenet s'est hissé, seul, à ce point, dans le siècle.

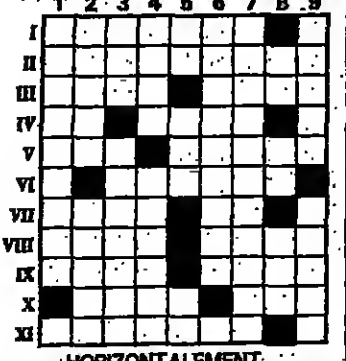
Il n'y serait pas parvenu sans un don personnel, celui de l'enfance, généralement fugace ou conservé au prix d'artifices voyants, et que Trenet, lui, a préservé jusqu'à dans le grand âge sans l'ombre d'une contrefaçon. Dans sa famille musicienne, le petit Charles ne jouait de rien, il le chantait. Il se contentait de « donner des visages aux nuages ».

« Rien qu'un enfant, tout simplement ».

BERTRAND POIROT-DELPECH

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6044



HORIZONTALEMENT

I. Quand elles sont fausses, ont quand même des avantages.
II. Après le pluie, mais avant le beau temps.
III. Ferme parfois quand on attend. Une dépression en Palestine.
IV. Note. Pour l'ouvrir, il faut le boucher.
V. D'un verbe... actif. On l'encontre souvent.
VI. Quand on l'attrape, on a le cafard.
VII. Souvent seisis par celui qui va boire la tasse. La fin de tout.
VIII. On y porte ce qu'on veut louer. Peuvent être laissés en partant.
IX. Période préhistorique. Rivière.
X. Objet de dilemme. Crie comme une bête.
XI. De grandes charges.

VERTICALEMENT

1. Comme l'air de celui qui ne trouve rien à louer.
2. Évoque de bons jurets. Ardentes quand il y a des éruptions.
3. Point d'émigration. Des gens parfois brillants.
4. Collin, par exemple. Donners des raisons de se plaindre.
5. A donc réagi en homme. Supprimé. D'un auxiliaire.
6. Ancien violon.
7. Sont spécialisés dans le transport de l'essence.
8. Une victime de la faiblesse. Utile pour faire des projets. Bon, s'oppose à la force.
9. Essayée quand on boit un bouillon. Qui peuvent faire rougir.

Solution du problème n° 6043

Horizontalement
I. Martial. II. Amoureux. III. Col. Arrêt. IV. Huer. OÙ. V. Ours. Apnée. VI. Euh! Né. VII. Ruminants. VIII. Es. Régie. IX. Sire. Ré. X. Ta. Heart. XI. Métro. Né.

Verticalement

1. Mâchoires. 2. Amour. Usité. 3. Rôles. Ret. 4. Tu. Eire. 5. IRA. Aune. Hol. 6. Adrophie. 7. Luron. Né. Un. 8. SE. Entard. 9. Pétées. Eté.

GUY BROUTY

DESIGN

Un siècle de société de consommation

Une exposition ambitieuse entend retracer l'histoire de la société industrielle à travers ses objets

DESIGN, MIROIR DU SIÈCLE au Grand Palais

Pour remonter le fil du temps il faut emprunter une passerelle d'ad-report. Puis gagner un plateau - 1 500 mètres carrés - dressé à 6 mètres au-dessus du sol du Grand Palais par François Seignour, scénographe de cette première grande exposition de design en France. Le plateau est en pente : les visiteurs n'auront qu'à se laisser couler jusqu'en bas, vers l'immense miroir qui multiplie, jusqu'à un vertige, les poutrelles métalliques de la grande verrière. Au passage, ils auront traversé près d'un siècle et demi de production industrielle et coté 1 600 objets.

Ces derniers sont disposés à même le sol par ordre de taille, de la petite cuillère à l'automobile, et selon la chronologie, de 1850 à nos jours. De grandes photos imprimées sur toiles rappellent le contexte historique. Un collage sonore assez réussi évoque les bruits de chacune des époques (sifflements de trains, rumeurs de manifestations, musiques...). Des casques permettent d'écouter des montages d'actualités ou des commentaires.

On passe donc de l'ancêtre du vélo au premier téléphone, de la machine à laver en bois à l'aspirateur à scotch, de la chaise Thonet au fauteuil Rietveld, de la Ford T à la Renault Twingo, du Solet au moulin à légumes Moulinex. Cette ambition rétrospective est destinée au grand public, aussi les organisateurs ont-ils voulu lui donner une tournure festive. On déambulera donc avec un certain bonheur, comme aux Fêtes de Montreuil, cherchant à repérer une forme, une ligne, un nom dans le savant bric à brac étalé par terre. L'émotion et le souvenir seront sans doute au rendez-vous et le petit jeu de Perce - « Je me souviens » - de nombreuses fois pratiqué, même si la forêt désordonnée de cartons d'identification devant chaque enclos ne facilite guère l'identification et si les boîtes de verre qui engagent les pièces de petites tailles en gênent l'observation.

Mais au-delà de l'agrément d'une promenade nostalgique dans une atmosphère surchauffée, le visiteur

sortira perplexe du Grand Palais tant l'orientation donnée à l'exposition par ses deux commissaires, Marianne Barzlay et Sylvain Dubuisson, est incertaine, nébuleuse.

Comme s'ils n'avaient pas osé ni pas pu aller jusqu'au bout de leurs idées, tiraillés entre une esquisse sociologique de l'objet et son approche historique. Cette dernière est gommée au profit d'un concept qui n'arrive pas à se manifester. Il reste des bribes de discours dont aucun n'est traité : le design comme reflet de la société de consommation qui s'installe peu à peu dans la vie du monde occidental ; la naissance d'une nouvelle esthétique liée à la fonction ; l'émergence d'une culture de masse ; le rôle des matériaux, de la forme, de la couleur, l'évolution des techniques, des bureaux d'études ; la fascination de l'objet et ses limites ; les nouveaux rapports entre l'art et la technique, les créateurs et les objets manufacturés, l'idéologie et la production. Aucun de ces thèmes, qui sont loin d'être exclusifs, n'est vraiment abordé.

« Manques » trop nombreux

De plus, pour une exposition qui se veut exhaustive, les « manques » sont trop nombreux pour être passés sous silence. Les cinquante dernières années du dix-neuvième siècle ne sont représentées que symboliquement. Surtout, l'exposition accrédite, par ses lacunes, l'idée, trop répandue en France, que le design est avant tout lié au mobilier contemporain - « un meuble design ». Jocelyn de Noblet, responsable du Centre de recherche sur la culture technique, rappelle

justement que le design est, beaucoup plus généralement, « la mise en forme des objets produits industriellement à partir du moment où le système de production qui était dominé par un artisan spécialisé a été remplacé par un autre système placé sous le contrôle d'un ingénieur et d'un bureau d'étude ». Il touche donc l'ensemble de la production industrielle, et pas seulement les appareils ménagers ou les éléments d'architecture intérieure, points forts - avec quelques vitrines - de l'exposition de Barzlay et Dubuisson.

De Banhaus à l'école d'Ulm

Il est difficile, dira-t-on, d'installer une rame de TGV, fleuron du design français contemporain, sous la verrière du Grand Palais. Il existe des objets moins volumineux et tout aussi significatifs : le Centre de création industrielle (CCI) a trouvé le moyen, pour « Manifeste », en 1992, d'accueillir un Mirage 2 000 au Centre Pompidou, beaucoup plus exigeant.

Et même dans le domaine circonscrit par les commissaires, le déséquilibre (l'importance accordée aux sièges) est flagrant. Cette sur-représentation trouve sans doute son explication dans l'opinion répandue par le scénographe - pas de socles, peu de protection pour les objets - qui a conduit un certain nombre de collectionneurs et de musées à refuser de prêter des pièces. Il manque enfin tout le design graphique : l'image, la typographie, la presse, l'affiche et le livre.

Quant à la création industrielle contemporaine, elle n'est abordée,

de manière partielle et fragmentaire, que par les sponsors qui occupent le bas de la nef. L'Institut national du commerce extérieur italien propose dans un décor de faux marbre quelques-uns des objets produits par la florissante industrie italienne du design.

France Info expose, plus discrètement, les créations « uniques » de quelques créateurs français, qui ont, hélas, le plus grand mal à se faire éditer. Swatch a mis sous vitrines une gamme presque complète de ses montres dont la plus belle est signée Sam Francis. McDonald's reconstitue le premier maillon de sa chaîne de « restaurants ».

Les visiteurs qui resteront sur leur faim pourront se plonger dans le gros volume publié sous la direction de Jocelyn de Noblet qui est abordée l'histoire des formes, de la fin du bibelot au biodesign, en passant par le Bauhaus et l'école d'Ulm. On y trouve également des études sur le sens du design, son statut, son identité, les nouveaux matériaux, bref tous les thèmes que l'exposition du Grand Palais effleure à peine. La place ne manquant pourtant pas. Les fonds : l'exposition a coûté 38 millions de francs.

EMMANUEL DE ROUX

► Grand Palais, avenue Winston - Churchill, 75008 Paris. Lundi, mercredi, vendredi de 11 heures à 20 heures, samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 juillet. Entrée : 50F.

► Design, miroir du siècle, sous la direction de Jocelyn de Noblet, éd. Flammarion/APCI, 384 pages, 320 F.

PATRIMOINE

La collection Thyssen rétrospectivement. Le baron Heinrich Thyssen-Bornemisza et les autorités espagnoles sont parvenus à un accord en vertu duquel la collection de 788 œuvres d'art du magnat suisse demeurera en Espagne. Le quotidien *El País* a révélé que l'Espagne paiera 30 milliards de pesetas la collection du baron, estimée à quelque 11 milliards de francs. Cette collection privée, la deuxième au monde après celle de la reine Elizabeth, compte des tableaux aussi célèbres que *L'Annonciation*, de Jan Van Eyck, le *Portrait d'un chevalier*, de Carpaccio ou *L'Arlequin*, de Picasso. Elle avait été lue pour dix ans par l'Espagne. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis conviendront également la collection, actuellement exposée au palais Villahermosa de Madrid, en face du musée du Prado, où l'Etat espagnol a déjà investi 4,3 milliards de pesetas pour sa restauration.

VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 84, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 1^{er} JUIN à 13 h 30, en un lot
TROIS APPARTEMENTS DE 2 P. P.
sis au 3^e et 4^e ét. du bât. A, 46, av. Jean-Jaurès
PANTIN (93)
MISE A PRIX : 450 000 F
S'adr. M^{re} AUVRAY, avocat à DRANCY (93), 210, rue Anatole-France. Tél. : 48-32-95-99 - M^{re} ACHILLE, avocat à PARIS 16^e. Tél. : 45-53-43-28. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY.

VENTE IMMOBILIÈRE aux enchères publiques

au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place André-Mignot
le MERCREDI 2 JUIN 1993, à 9 h 30
MAISON à VERNEUIL-SEINE (78)
19, avenue des Cottages
comprenant 10 pièces principales, sous-sol, rez-de-chaussée, Etage
sur un terrain 1 967 m² - LIBRE
Mise à Prix : 700 000 F
S'adr. pour renseignements à SCP SILLARD et associés, avocat à Jussieu, 79 bis, bd de la Reine - Tél. : 39-50-02-99 + Minitel 36-16 ECO (1,25 F/min).

Risi

Le monde est un vaste théâtre où chaque jour se joue une comédie. Les acteurs sont les hommes, les spectateurs les autres hommes. La scène est le monde, le décor la vie. Les costumes sont les vêtements, les coiffures les modes. Les dialogues sont les paroles, les actions les gestes. Les émotions sont les sentiments, les passions les désirs. Les conflits sont les luttes, les victoires les défaites. Les secrets sont les mystères, les révélations les découvertes. Les espoirs sont les rêves, les craintes les angoisses. Les amours sont les passions, les haines les vengeances. Les pouvoirs sont les richesses, les faiblesses les misères. Les honneurs sont les gloires, les déshonneurs les humiliations. Les peines sont les souffrances, les joies les plaisirs. Les morts sont les séparations, les naissances les renaissances. Les vies sont les existences, les destins les fatesses. Les hommes sont les créatures, les dieux les divinités. Les femmes sont les beautés, les laideurs les difformités. Les enfants sont les espoirs, les vieillards les regrets. Les animaux sont les bêtes, les plantes les fleurs. Les minéraux sont les rochers, les métaux les bijoux. Les éléments sont les feux, les eaux, les airs, les terres. Les univers sont les mondes, les univers les univers. Les temps sont les heures, les jours, les semaines, les mois, les années, les siècles, les millénaires. Les espaces sont les lieux, les pays, les continents, les océans, les univers. Les forces sont les énergies, les pouvoirs, les influences. Les lois sont les règles, les principes, les dogmes. Les sciences sont les connaissances, les arts les métiers. Les religions sont les croyances, les philosophies les idéologies. Les cultures sont les traditions, les coutumes, les usages. Les langues sont les mots, les phrases, les textes. Les écritures sont les lettres, les livres, les documents. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont les jeux, les compétitions, les records. Les loisirs sont les distractions, les passe-temps, les hobbies. Les professions sont les métiers, les carrières, les emplois. Les services sont les aides, les secours, les secours. Les transports sont les voyages, les déplacements, les migrations. Les communications sont les échanges, les contacts, les relations. Les médias sont les informations, les nouvelles, les actualités. Les technologies sont les inventions, les découvertes, les progrès. Les sciences sont les recherches, les études, les travaux. Les lettres sont les écrits, les ouvrages, les publications. Les arts sont les créations, les œuvres, les chefs-d'œuvre. Les sports sont

EXPOSITIONS

سكزامن لاصم

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Avec la main droite. Salle d'art graphique. Jusqu'au 25 mai.

TADAO ANDO. Galerie du Col. Jusqu'au 24 mai.

FRANÇOIS CURLET, FRANCK CURTET, PATRICK CORLON, JEAN KERBRAT. Galeries contemporaines. Jusqu'au 31 mai.

LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. 5 septembre.

HENRI MATISSE (1869-1954). Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.

RUDOLF SCHWARZKOPFER. Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montmorillon (40-48-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F, billet jumelé musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

1888 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'au 23 mai.

CARABIN (1882-1952). OU L'UNITÉ DE L'ART. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.

JEAN-CAMILLE FORMISÉ (1845-1928). Dessins d'architecture. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914), OESSENS ET GRAVURES. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.

Palais du Louvre

Porte Jaeger - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, un lun. et tous les mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim. 30 mai.

ANTONIO DE MESSINA, LE CHRIST A LA COLONNE. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 8 août.

COPIER-CRÉER - DE TURNER A PICASSO. 300 œuvres inspirées par les maîtres du Louvre. Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Jusqu'au 26 juillet.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

LEWIS BALTZ. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

RICHARD LONG. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

JEAN POUVRY (1892-1958). Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 août.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

AMÉNOPHIS III. Le pharaon-scolaire. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

DESIGN, MIROIR OU SIECLE. (53-76-05-47). T.J. et mar. de 11 h à 20 h, sam. dim. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 10 F (billet au musée). Jusqu'au 25 juillet.

EN ROUTE M. LARTIGUE. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

LE SIECLE DE TITEN. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F, lun. 81 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam. dim. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h 30. Réouverture de ses deux galeries jusqu'au 23 juin.

JURGEN BÖTTCHER-STRAWALDE. Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

EVA HESSE, THIERRY KUNTZEL. Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 juin.

MUSEES

ADRESSE PROVISOIRE POUR L'ART CONTEMPORAIN RUSS. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand (43-20-15-30).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 21 MAI

« La quartier chinois et ses lieux de culte. Une introduction à la culture chinoise, de l'écriture à la gastronomie », 11 heures, métro Porte-de-Chaillot (P.-Y. Jassier).

« La Palais de Justice en activité. Histoire et fonctionnement », 11 heures et 18 h 30, métro Cité, sortie Marché-aux-fleurs (Connexion d'été et d'été).

« Exposition : Splendeurs d'orfèvrerie russe », 14 h 15, Petit Palais (Tourisme culturel).

« Le nouveau parc André Citroën », 14 h 30, devant le collège, à l'angle de la rue Beland et de la rue Saint-Charles (Monuments historiques).

« Cité archaïque du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue du faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne de la Cour (places royales) », 14 h 30, 2, place du Palais Royal, devant le Louvre des Amateurs (Connaissance de Paris).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers incroyables », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Hauser).

« La Salpêtrière et ses drames », 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôtel (S. Rognon).

« Versailles : l'orangerie du château », 14 h 30, cour d'honneur

T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 25 mai au 21 août.

L'AIGLON. Musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm - 2, rue de Belles-Églises (45-55-55-18). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 juin.

L'ATELIER DU SCULPTEUR. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-87-83-48). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Fermé les 15 derniers jours de chaque trimestre. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 octobre.

BALZAC DANS L'EMPIRE RUSS. DE LA RUSSIE A L'UKRAINE. Maison de Balzac, 47, rue de Valenciennes (43-24-50-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 juillet.

ROGER BEZOMBES. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-58-58). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 12 juin.

LE CACHET DE L'ART FAIT FOI. MICHEL GIGNOUX. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand (43-20-15-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 juin.

CHAGALL ET SES TONNES. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-99). T.J. et mar. de 14 h à 18 h. Atelier mar. 15 h. dim. 14 h 30, 16 h, réservation au 40.67.97.99. Entrée : 19 F, atelier : 15 F. Jusqu'au 10 septembre.

LES CHEVAKS CÉLÈSTES DE L'ENFER. DES HAN. Présentation de printemps. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 18 h, jeu. de 13 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 juin.

CHRONIQUES CONTEMPORAINES. Des femmes photographes racontent. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.J. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 juin.

DANCES TRACES. Bibliothèque de la Cité, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 juin.

DE BELLEVILLE A MARSEILLE. VISA-VILLES. Parcours sonore Cécile La Prade. Maison de la Ville, 30, av. Condorcet (40-03-75-10). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Projection de Belleville Lumière et en hommage à la rue Vau, du mar. et dim. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 25 septembre.

L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE DANS LES ALPES DE HAUTE-PROVENCE. Archives nationales, hôtel de Soubise, 40, rue de France-Bourgeois (40-27-90-89). T.J. et mar. de 13 h 45 à 17 h 45. Entrée : 12 F (dim. 6 F). Jusqu'au 12 juillet.

ICÔNES GRECQUES, MELKITES, RUSSES. Collection privée du Liban. Musée Carmel, 23, rue de Valenciennes (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Du 25 mai au 14 juillet.

ANNE MANDELBAUM. Bibliothèque nationale, galerie de photographie 2, rue de Valenciennes (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 mai.

MARSEILLE AU XIX. RÈVES ET TRACASSERIES. Musée d'art et d'histoire, palais de la Ville, place de la République (44-05-39-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Conférences les mar. de 18 h 30 à 19 h 30 (accès libre avec le billet d'entrée). Entrée : 27 F. Jusqu'au 5 juillet.

MIYABI, ART COURTOIS DU JAPON ANCIEN. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 18 h, jeu. de 13 h à 18 h. Entrée : 32 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 18 août.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'Empire. Musée-galerie de la Ville, 12, rue de Valenciennes (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

LE SIECLE DE TITEN. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F, lun. 81 F. Jusqu'au 14 juin.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Revillon de l'Assommoir, 19, rue de Valenciennes (43-24-50-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 décembre.

PEINTURES RACONTEES, IMAGES EN PAROLE. Musée d'art et d'histoire, palais de la Ville, place de la République (44-05-39-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

PEINTURES ROMAINES EN HARBOR. Musée de la Ville, 12, rue de Valenciennes (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée :

PARIS EN VISITES

VENDREDI 21 MAI

« La rue Saint-Denis, les cours des miracles et les traboules du Sentier », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant le poste P.-Y. Jassier.

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Réouverture du musée).

« Hôtels de la rue du Bac, jardins et couvents des Missions étrangères », 15 heures, sortie métro Rue-du-Bac (D. Bouchard).

« Promenade dans le quartier du Luxembourg : le long du mur de Philippe-Auguste, du couvent des Jacobins au couvent des Cordeliers », 17 h 50, dans la hall (D. Bouchard).

« Aménopht III au Grand Palais », 19 heures, entrée de l'exposition (C. Meria).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Koppler, 20 h 15 : « La pourde de la rue du Temple (Loge une des théosophes).

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

30 F. 20 F. mar. Jusqu'au 4 juillet.

PEUPLES AUTOCHTONES DU GRAND NORD SPÉRIER. Exposition Transatlantique-Lacépède. Musée de l'Homme, hall, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-72). T.J. et mar. et jours fériés de 8 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 mai.

PICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée Picasso, hôtel Seld - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 30 à 12 h (groupes adultes, sur réservation) et de 12 h à 18 h (jeu. et dim. adultes). dim. et vacances de 8 h 30 à 18 h. Entrée : 33 F, 24 F dim. Jusqu'au 29 juin.

PIPES A EAU CHINOISES. Musée-galerie de la Ville, 12, rue de Valenciennes (45-55-30-11). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 mai.

LE PRINTEMPS DES GÉNÈRES. Bibliothèque nationale, galeries Marcourt et Mézières (40-67-97-99). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PROX NIECE 93. JEAN-CLAUDE COULAUSSÉ. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

LA RUB AU MUSÉE DE LA RUE. Sélection 1982 de chefs de direction artistiques. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. et dim. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 juin.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala Bianca 1982-1973. Musée des arts de la mode et du textile - Palais du Louvre, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. et dim. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1er août.

ANDRÉ RENOUX. Orangerie de Bagatelle, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 10 F (entrée du parc). Jusqu'au 13 juin.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

EMMANUEL SOUGEY. L'émancipation de la photographie. Palais de la Ville, 12, rue de Valenciennes (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

SPLENDEURS DE RUSSIE. Musée des arts de la mode et du textile - Palais du Louvre, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. et dim. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1er août.

VIOLLET-LE-DUC ET LA MONTAGNE. Caisse nationale des monuments historiques et des sites - Palais de la Ville, 12, rue de Valenciennes (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 18 juillet.

ALPHONSE BERLINOIS. Photos d'André Rost et Marie Sewitz. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

ANNE MARINER, YNGVAR LARSEN, MONTAGNE ET FANTOMES. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue de Valenciennes (44-78-80-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

LES TROTTIERS DE LA VILLE. Sélections photographiques de David Vionnet. Musée de l'architecture, 7, rue de Valenciennes (40-70-01-85). T.J. et mar. et dim. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 22 mai.

GALERIES

ABSAISON. Galerie Crouzet-Robert Berna 4, rue de Valenciennes (45-55-30-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

JEAN-PAUL AGOSTI, YOUNG-SSE LEE. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

SEBASTIÃO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-65). T.J. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 juin.

AIR DE PARIS. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-36). Jusqu'au 18 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

APTEL, BOURQUIN, FERRER, SCHNEIDER. Galerie d'Art de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 juin.

JEAN ARCELIN. Galerie Alain Blondel, 50, rue de Valenciennes (42-71-85-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au

L'examen du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale

La modernisation de la fiscalité directe n'est sans doute pas pour demain. En rejoignant mercredi 19 mai une proposition avancée par son propre président, la commission des finances de l'Assemblée nationale a manqué une occasion qui risque de ne pas se représenter de sitôt. L'idée de Jacques Barrot (CDS), par ailleurs vice-président du groupe UDF, consistait à prélever davantage grâce à la contribution sociale généralisée — qui sera portée de 1,1 % à 2,4 % à compter du 1^{er} juillet — tout en limitant parallèlement la ponction opérée par l'intermédiaire de l'impôt sur le revenu. M. Barrot a rédigé un amendement introduisant la déductibilité totale de la CSG alors que, dans le projet du gouvernement, seule

pourra être délaissée du revenu impossible. En échange, il suggérerait d'élargir de 1,4 % les limites de toutes les tranches du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui aboutirait à alléger les prélèvements ainsi opérée.

Une telle réforme aurait permis d'opérer un transfert de l'impôt sur le revenu — qui ne concerne qu'un peu plus d'un foyer fiscal sur deux — et dont la progressivité est très forte — au profit de la contribution sociale généralisée.

Selon la président de la commission des finances, « l'avantage à terme serait de faire de la CSG un impôt sur le revenu moderne, avec une assiette relativement large et un profil proportionnel pour les revenus au-dessous de la moyenne, et un profil proportionnel mais avec un déclin des prélèvements pour les revenus au-dessus de la moyenne ».

Complicé, ce dispositif vise pourtant à faire de la CSG l'impôt sur le revenu de demain : plus large, plus progressif, plus efficace (car prélevé à la source, y compris sur les revenus du capital). La situation de ceux qui, aujourd'hui, s'acquittent de l'IRPP n'aurait pas été modifiée puisqu'ils auraient gagné sur le taux moyen d'imposition ce qu'ils auraient perdu par l'intégration de la CSG dans leur revenu imposable. De ce fait, les débats sans fin sur la non-déductibilité auraient été évacués, ouvrant la voie à un allègement de la fiscalité directe au détriment de la fiscalité indirecte et des cotisations sociales, deux modes de prélèvement socialement moins justes, que la France, contrairement à ses voisins, a excessivement privilégiés.

La plupart des représentants de la majorité RPR-UDF, déjà peu enthousiasmés par le recours à la CSG et encore plus mal disposés à l'égard de la non-déductibilité de cet impôt, ont préféré ne pas modifier le schéma du collectif budgétaire.

M. Barrot va tenter de faire aboutir sa proposition lors du débat en séance publique. Mais à peu de chances d'y parvenir.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 19 mai, le projet de loi de finances rectificative pour 1993 qui sera discuté à partir du 25 mai au Palais-Bourbon. Elle n'est pas revenue sur la déductibilité partielle de la CSG, comme le souhaitait l'UDF. Le président de la commission, Jacques Barrot (UDF, Haut-Rhin), avait en effet défendu un amendement remplaçant la déductibilité partielle de la CSG par un allègement des taux d'imposition sur le revenu. Selon lui, une minoration de 1,4 % dans chaque tranche permettrait d'obtenir le même effet pour les contribuables que la déductibilité partielle de la CSG. Une estimation effectuée par l'AFR, qui conclut qu'à partir par exemple, au vu de Philippe Aubergier, rapporteur général, qu'on ne modifie pas le barème d'un impôt en cours d'année.

• Même si le système proposé lui semble compliqué, « le RPR n'entend pas contester les propositions du gouvernement », a indiqué M. Anberger. Le RPR reste attaché à la déductibilité et précise qu'il accepte pour l'instant, vu l'état du

budget, que cette déductibilité ne s'applique qu'à l'augmentation envisagée dans le collectif. Ses députés demanderont ultérieurement que cette déductibilité s'étende à la « CSG socialiste » (1,1 %).

A propos de la constitutionnalité de la CSG sous sa nouvelle forme, soulevée par les députés socialistes, le rapporteur général du budget a estimé que l'analyse du Conseil constitutionnel, en 1990, à l'époque de la création de la CSG, ne permettait pas de tirer des conclusions pour la situation actuelle.

La commission a adopté plusieurs amendements. Concernant la suppression de la règle du décalage d'un mois de la TVA, la commission a prévu que le remboursement des titres doit intervenir à hauteur de 5 % par an au minimum; la créance porte intérêt au taux de 4,5 %. L'exonération de droits de mutation en faveur des constructions nouvelles serait appliquée dès le 10 mai 1993 et ce jusqu'au 31 décembre 1994. La commission a proposé d'autre part un nouveau

dispositif en faveur de l'apprentissage : le montant des dépenses prises en compte par apprenti serait porté de 15 000 à 20 000 F soit un crédit d'impôt de 5 000 à 7 000 F pour une PME de moins de cinquante salariés. Ce crédit d'impôt concernerait l'ensemble des apprentis.

Un amendement de Gaston Flosse prévoit le retour à la loi Pons sur la défiscalisation des investissements outre-mer. La commission a enfin adopté un amendement du gouvernement au bénéfice des agriculteurs qui prévoit l'accélération sur un an de l'exonération partielle du foncier non bâti (le premier tiers prévu pour 1994 est avancé au titre de 1993 pour un coût de 800 millions de francs financés par l'Etat).

Pour financer les quelque deux milliards de dépenses induites, la commission propose, selon M. Auberger, d'augmenter à nouveau de 10 % le prix du tabac.

Le collectif budgétaire a été adopté par le RPR et l'UDF, les commissaires socialistes et communistes n'étant pas présents au moment du vote.

Alors que l'emploi a reculé de 0.5 % au premier trimestre

Les mesures d'exonération de charges sociales accordées aux entreprises ne suffisent pas à contenir la croissance du chômage. C'est aussi d'un changement d'attitude des entreprises que dépendra l'avenir de la situation de l'emploi. Cette attitude sera-t-elle nouvelle ? Cette attitude sera-t-elle nouvelle, mercredi 19 mai, en la personne de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.

Celui-ci n'a guère apprécié l'annonce, par la COGEMA, de la suppression de deux cent cinquante emplois de mineurs sur son site de Lodève (Hérault). *« Il est anormal que l'on annonce, d'un côté, par des journaux, des magazines, des radios, d'autre part, l'on traite par dessus la jambe les problèmes des personnels et que l'on ne se consacre pas d'abord à la création d'activités de remplacement »*, a déclaré M. Pasqua devant les sénateurs avant de souligner que le gouvernement ne se préoccupe pas de l'attitude, longtemps le comportement d'un certain nombre d'entreprises publi-

ques». Celles-ci «doivent se comporter un peu différemment des autres», a-t-il insisté un peu plus tard après avoir rencontré Edouard Balladur à l'Hôtel Matignon.

Le même jour, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a dénoncé « l'immobilisme » du patronat et appelé « l'opinion publique à se mettre en état d'alerte » face aux projets sociaux du gouvernement. Selon lui, « nous avons des patrons qui compensent leur manque de dynamisme industriel par des revendications poudjdistes ».

Confirmant ce climat plutôt morose, l'enquête trimestrielle du ministère du travail a annoncé, mercredi 19 mai, une baisse de 0,5 % de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles au cours du premier trimestre 1993, soit la disparition de 74 500 emplois.

J.- M. N.

Selon le projet de loi transmis au Conseil économique et social

Le projet de loi quinquennale (1993-1997) de réduction du déficit des finances publiques, transmis mercredi 19 mai au Conseil économique et social, fixe comme objectif de ramener le besoin de financement de l'Etat à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997. Ce texte qui comporte quatre articles prévoit que pour atteindre cet objectif, selon un échéancier annuel, l'ensemble des dépenses de l'Etat devra évoluer au plus comme la hausse des prix, ce qui équivaut à une stagnation en

valeur réelle. En annexe du projet de loi, un rapport commente les coûts des cotisations économiques, notamment en terme de croissance et de politique salariale. La commission Eyraud, mise en place par Edouard Balladur pour faire le point des déficits publics avait estimé à 341 milliards de francs en 1993, soit 4,8 % du PIB le déficit budgétaire de 1993. Le projet de loi de finances rectificative prévoit de ramener ce déficit à 316,9 milliards de francs.

Les taxes sur le tabac augmentent à nouveau de 15 % (noté 24 mai, deuxième temps d'une hausse de 30 % décidée en décembre 1992 pour renflouer en partie le déficit de la Sécurité sociale. Un arrêté publié mercredi 19 mai au *Journal officiel* détaille les prix fixés par chaque fabricant. Comme lors de la hausse du 18 janvier, la plupart des groupes ont décidé de ne pas répercuter totalement cette majoration. Au début de l'année, l'un d'entre eux avait même baissé ses prix.

Le dossier des produits oléagineux au GATT

**Les Jeunes Agriculteurs
organisent une action nationale
les 24 et 25 mai**

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a annoncé, mercredi 19 mai, sa décision d'organiser une action nationale les lundi 24 et mardi 25 mai, au moment où les douze ministres de l'agriculture se réuniront à Bruxelles. Il veut ainsi mettre en garde le gouvernement contre un éventuel assouplissement de la position française dans les négociations du GATT, à propos du chapitre spécifique des produits oléagineux.

Après la publication des chiffres sur la chute du revenu agricole (le Monde du 20 mai), la FNSEA a estimé que « les mesures partielles décidées par le premier ministre le 7 mai ne constituent qu'un premier élément de réponse face à une situation d'une telle gravité. Nous attendons du gouvernement une attitude plus attentive et plus réceptive au cours des prochaines semaines ». La FNSEA « réitère solennellement son refus total d'une négociation séparée du volet agricole » dans le cadre du GATT.

□ Edouard Balladur se rendra à Bruxelles le 3 juin. — Comme il l'avait laissé entendre récemment, le premier ministre français Edouard Balladur se rendra à Bruxelles, le 3 juin, afin de discuter des négociations commerciales multilatérales. « La collation de la Commission européenne », M. Balladur présentera en détail la position de la France sur les négociations du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a confirmé, mercredi 19 mai, l'Hôtel Matignon dans un communiqué.

La réforme du travail portuaire

BORDEAUX
de notre correspondant

L'Assemblée générale de l'Union nationale des industries de la notation (UNIM), à Pauillac, Gironde, s'est terminée, mercredi 19 mai, sur un constat assez armiste. Si la loi du 9 juin 1992, réorganise le travail portuaire, perçue comme une avancée importante, il reste quelques sujets inquiétants.

Le premier est lié aux rapports conflictuels avec la Fédération nationale Ports et Docks CGT sur la base en point de la nouvelle convention collective des entreprises de manutention, qui doit être achevée d'ici la fin 1993 : *« Il nous souhaitons de construire les droits et devoirs de l'ensemble de nos salariés, certains d'entre eux venant avec le projet de réduire l'effectif spécifique d'une casse à*

part, nantie de droits et de protections conformes aux principes d'organisation sociale en vigueur sous l'ancien régime», déplore Robert Péri, président de l'UNIM. Pour lui, la CGT veut profiter de cette négociation pour restaurer tous les anciens privilèges des dockers : recrutement familial, carte professionnelle, monopole du syndicat unique et refus du contrat de travail

Pour M. Péri, le succès de la réforme engagée passe par une application très stricte de la loi de juin 1992 : « Elle doit l'être avec fermeté. [...] Nous souhaitons des signes clairs qui montrent la volonté de l'Etat sur les buts à atteindre. »

Deuxième iniquité de l'UNIM : la réforme du statut des dockers coûtera plus de 4 milliards de francs. Deux fois plus que prévu.

PIERRE CHERRUAU

MS NOUVEAUX

1. 凡在本行開辦之各項業務，均應遵守本行所定之規章制度，並應隨時注意本行所定之業務範圍，不得有越權行為。

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67

Chaque semaine
Le Monde
HEURES LOCALES
consacre 8 pages
à la vie régionale

Remdez-vous chaque samedi
matin de 10 heures à 12 heures

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Après un nouvel accord avec le FMI

Le gouvernement conservateur hongrois doit renforcer son budget d'austérité

BUDAPEST

de notre correspondant

Après presque une année de négociations entre le Hongrie et le Fonds monétaire international (FMI), le ministre magyar des finances, Ivan Szabo, a indiqué, lundi 17 mai, au Parlement de Budapest, que le pays doit renforcer sa politique de rigueur pour obtenir des crédits supplémentaires du FMI. Suite à l'accord conclu à Washington avec le FMI, le ministre a dévoilé les grandes lignes d'un nouveau budget d'austérité qu'il a qualifié de « très dur, impopulaire mais inévitable » qui sera soumis aux députés d'ici deux mois.

Effrayé par l'ampleur du déficit budgétaire hongrois, le FMI a gelé en juillet 1992 le versement des derniers 600 millions de dollars prévus

dans le cadre d'un crédit de 1,5 milliard de dollars, accordé en 1991. M. Szabo a souligné que le déficit initial de 185 milliards de forints pour 1993 atteindra désormais 215 milliards de forints à la fin de l'année, soit l'équivalent de 6,8 % du PNB. Il a expliqué que ce gonflement spectaculaire était dû à un ralentissement des recettes des privatisations, à la poursuite du déclin de la production et à la fraude fiscale.

Le nouvel accord avec le FMI stipule que le montant du déficit budgétaire doit être ramené à 5,6 % du PNB à la fin 1994. Pour atteindre cet objectif, le ministre des finances a annoncé un plan qui met davantage l'accent sur l'augmentation des recettes de l'Etat plutôt que sur la réduction des dépenses sociales. Il a donc proposé d'élever la tranche

inférieure de la TVA de 6 % à 10 %, de geler les salaires des fonctionnaires et de supprimer les avantages fiscaux pour les couches les plus aisées afin, dit-il, « que les riches et ceux qui s'enrichissent partagent le fardeau » de la transition.

L'opposition a aussitôt rendu le gouvernement responsable de cette « débâcle économique », mais a demandé de voir le contenu précis du plan avant de se prononcer. A un an des élections législatives, la pilule est particulièrement amère pour la coalition conservatrice au pouvoir, qui risque maintenant d'affronter les foudres des témoins d'extrême droite de son camp qui ont souvent dénoncé les « débauches du FMI » en les comparant aux « ravages de l'armée rouge ».

YVES-MICHEL RIOIS

Le nouveau partage des richesses mondiales

Suite de la première page

Pour la première fois, le FMI a décidé, à l'occasion de la publication de ses « Perspectives de l'économie mondiale », dont les annexes seront connues dans quelques jours, de calculer le montant des produits intérieurs bruts (PIB) non plus aux taux de change courants du dollar, mais aux taux de change pondérés des parités de pouvoir d'achat. Derrière cette formulation complexe, se cache la recherche par les économistes du taux de change « naturel », qui permettrait d'acheter à des conditions identiques la même gamme de produits et de services dans deux pays différents. En quelque sorte, le prix universel d'un litre de lait ou d'une coupe de cheveux, qui ne serait pas déformé par les taux de change, les différences de structures économiques locales, ou les chocs économiques divers. Ainsi, la plupart des économistes estiment que la parité

de pouvoir d'achat du dollar se situe aux alentours de 6,50 francs ou de 2 DM (contre 5,50 francs et 1,60 DM à l'heure actuelle). La monnaie américaine serait donc sous-évaluée à l'heure actuelle.

En utilisant les nouvelles méthodes de calcul, le FMI estime que les pays industriels ne représentent plus 73 % du PIB mondial – ce qu'indiquent les calculs aux taux de change courants – mais à peine plus de la moitié (54 %). Le monde en développement contribuerait désormais à 34 % de la production mondiale, et non plus 18 %.

Chaque pays industriel en prend pour son grade, les Etats-Unis revenant de 26 % à 22,5 % du PIB mondial, le Japon de 14,6 % à 7,6 %, et la France de 5 % à 3,50 %. L'ex-URSS (1) passerait au-dessus du Japon, et de l'Allemagne, avec 8,3 % du produit intérieur brut mondial. Pratiquement à égalité, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne sau-

raient à peine leur tête au G7 (groupe des sept principaux pays industriels). Car, proportionnellement, le poids des pays du tiers-monde augmente : ainsi la Chine – dont le taux de change a été considérablement sous-évalué depuis 1970 – serait propulsée au rang de quatrième puissance économique mondiale, avec 6 % du PIB (derrière les Etats-Unis, l'ex-URSS, le Japon, mais devant l'Allemagne, qui est à 4,25 %). L'Afrique, pour sa part, passerait de 1,7 % seulement à 4 %. D'autres Etats, comme la Turquie, le Mexique, l'Inde ou la Thaïlande, verraient leur poids augmenter. Le Brésil passerait plus lourd que le Canada.

La Russie au cœur du G7

La nouvelle approche de l'Institut international modifie aussi le calcul de la croissance, puisque le monde en développement, qui pèse plus lourd, bénéficie globalement d'un accroissement rapide de son activité. En 1992, la croissance mondiale aurait été supérieure de 1 point au 1,8 % affichés par les économistes du Fonds dans leurs dernières estimations. Quelle que soit la précision du calcul des parités de pouvoir d'achat, certaines données sont éloquentes. Ainsi, souligne le FMI dans « Les Perspectives de l'économie mondiale », dont une première version a été publiée en avril (le Monde du 28 avril), « les exportations ont été multipliées par six entre 1978 et 1991, la part de la Chine dans les exportations mondiales a plus que doublé, portant ce pays du rang de trentième au rang de seizième exportateur mondial ».

Pris en pied de la lettre, les calculs du FMI seraient susceptibles d'avoir des prolongements spectaculaires. D'une part, les parités de pouvoir d'achat modifient considérablement la géo-économie du monde. Ainsi, la Russie et la Chine se situent bel et bien, en termes de production, au cœur des pays du groupe des sept principaux pays industriels (G7), alors que le Canada s'en trouve très éloigné. D'autre part, au sein de ce groupe, deux puissances au poids pratiquement égal – la Chine et le Japon – qui dominent le continent. Moins spectaculaires, les changements pourraient également toucher le cœur même du fonctionnement des institutions internationales. Actuellement, la Banque mondiale – qui effectue aussi des calculs en termes de parités de pouvoir d'achat – accorde des prêts selon des critères très stricts : prêts à conditions très préférentielles pour les Etats les plus pauvres (765 dollars par habitant et par an), et aucun prêt au-dessus de 4 300 dollars. Ces catégories pourraient voler en éclats, même si le FMI estime que les nouvelles évaluations n'ont pas de vocation opérationnelle.

Les économistes s'affrontent depuis longtemps déjà sur l'utilisation des parités de pouvoir d'achat, régulièrement calculées par la Banque mondiale. Car chaque pays est différent de son voisin et il n'existe pas, jusqu'à nouvel ordre, d'étalon qui permettrait de tout peser avec précision. Le poids relatif des économies est donc extrêmement difficile à évaluer, et rien ne prouve que la nouvelle méthode de calcul soit indiscutablement meilleure que la précédente. Quel qu'il en soit, les calculs récents relèvent bien la prise de conscience que les pays industriels, en plein marasme, ne sont plus le cœur de l'économie mondiale et qu'il existe ailleurs d'importants gisements de croissance.

FRANÇOISE LAZARE

(1) L'ex-URSS appartient à un groupe qualifié de « pays en transition », et n'est rattachée ni aux pays industriels, ni à ceux en développement. La Chine est classée dans les pays en développement.

Franz Steinkühler accusé de délits d'initié

Le Parti social-démocrate prend ses distances vis-à-vis du patron d'IG Metall

Plusieurs députés du Parti social-démocrate (SPD) ont pris leurs distances, mercredi 19 mai, vis-à-vis de Franz Steinkühler, président du syndicat allemand de la métallurgie IG Metall, accusé de délits d'initié (le Monde du 19 mai). M. Steinkühler est membre du SPD depuis 1951. « M. Steinkühler doit prouver plus clairement qu'il n'a pas bénéficié d'informations confidentielles, sinon il doit en tirer les conséquences », a déclaré le président social-démocrate de la commission du Bundestag pour les affaires sociales, Günther Heymann.

Pour M. Heymann, le patron d'IG Metall devrait « verser le profit qu'il en a tiré aux grévistes et aux salariés ». IG Metall a annoncé que ce conflit, qui est en train de s'achever, lui avait jusqu'à présent coûté 20 millions de deutschemarks (68 millions de francs), dont 15 millions en primes de grève. M. Steinkühler aurait réalisé 64 000 marks de plus-values boursières grâce à une information privilégiée obtenue à propos de la société Daimler-Benz, dont il siège au conseil de surveillance. (AFP)

Aggravation du déficit commercial américain en mars

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 10,7 milliards de dollars en mars contre 7,90 milliards en février (chiffre révisé), selon les chiffres publiés, mercredi 19 mai, par le département du commerce.

L'accroissement du déficit, qui est le plus important enregistré depuis mai 1989, s'explique par une forte croissance des importations de pétrole et d'automobiles. Globalement, les importations ont atteint 49,2 milliards de dollars, et les exportations 39 milliards. Le déficit commercial américain du premier trimestre (25,4 milliards de dollars) correspond à un déséquilibre annuel de 101,6 milliards de dollars contre 82,9 milliards de dollars en 1992 et 64,8 milliards en 1991.

La démission du ministre brésilien de l'économie. Le président brésilien Itamar Franco a accepté, mercredi 19 mai, la démission du ministre de l'économie, Eliseu Resende, à l'annonce de la chaîne de télévision Globo TV. M. Resende, soupçonné d'être au centre d'un conflit d'intérêts, a présenté sa démission en expliquant que son maintien risquait d'affaiblir le gouvernement. Le ministre était accusé d'avoir accordé des crédits d'exportation à un ancien employé. (Reuters)

FINANCES

A une très large majorité

Les actionnaires de l'Air liquide adoptent le dividende majoré

Les actionnaires de la société Air liquide, réunis mercredi 19 mai en assemblée générale extraordinaire, ont adopté à une très large majorité le principe du dividende majoré pour les titres détenus au 31 décembre 1992. Ce principe prévoit un dividende supérieur de 10 % à celui versé aux titres au porteur.

Selon ses promoteurs, ce dispositif a pour but de fidéliser l'actionnaire. Son principe a cependant suscité un débat, mené par le sénateur Étienne Dailly (UDF), selon lequel le dividende majoré viole le principe de l'égalité des actionnaires. Une commission d'études a été mise en place, à la demande d'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie.

Michel Pébereau nommé officiellement président de la BNP. Michel Pébereau a été nommé, mercredi 19 mai en conseil des ministres, président du conseil d'administration de la BNP (Banque nationale de Paris), sur proposition du ministre de l'économie Edmond Alphandéry. M. Pébereau, qui était président du Crédit commercial de France, succède à la tête de la BNP à M. René Thomas et prendra ses fonctions lundi 24 mai (le Monde du 19 mai).

INDUSTRIE

Après le dépôt de bilan du sidérurgiste Saarstahl

Usinor-Sacilor va redéfinir sa gamme d'aciers longs en Lorraine

« Nous avons été rattrapés par le temps ». Commentant le dépôt de bilan du sidérurgiste allemand Saarstahl intervenu la veille (le Monde du 19 mai), Robert Hudry, directeur des affaires financières d'Usinor-Sacilor, a estimé, mercredi 19 mai, que la décision de restructurer Saarstahl a peut-être été prise « un peu tard ». Surtout, « les mesures ont été lentes à mettre en œuvre ». Le plan d'assainissement du producteur d'acier sarrois, qui prévoyait de ramener de 7 500 à 4 800 les effectifs salariés en dix-huit mois, est intervenu un peu plus d'un an après l'annonce de restructurations drastiques chez Unimetal, la filiale d'Usinor-Sacilor, spécialisée comme Saarstahl, dans les aciers longs corants (fil machine, poutrelles...).

« La nécessité d'une restructuration a été difficile à faire admettre en Allemagne », explique-t-on chez Usinor-Sacilor. « Et le retard pris est devenu intenable, car, depuis le début de l'année, la dégradation du marché sidérurgique allemand est plus prononcée qu'en France ». Selon M. Hudry, la remise à flot de Saarstahl (dont Usinor-Sacilor détient 70 % du capital, 27,5 % étant entre les mains du Land de Sarre et 2,5 % appartenant au luxembourgeois Arbed) exigeait l'injection de 500 millions de marks de capitaux supplémentaires, soit 1,8 milliard de francs, pour passer le cap des deux ans à venir, « l'équivalent de ce que nous avons investi dans la firme depuis sa reprise en 1989 ».

La défaillance de Saarstahl aggrave-t-elle de nouvelles difficultés pour Unimetal ? « Les deux entreprises ont enregistré des pertes similaires, de l'ordre du milliard de francs en 1992, mais sur un tonnage plus important dans le cas d'Unimetal », selon M. Hudry, alors que Saarstahl s'acheminait

vers la barre du milliard et demi de pertes en 1993. Unimetal devrait repasser sous la barre du milliard de francs cette année.

« Les situations sont totalement différentes. De plus, le dépôt de bilan de Saarstahl va nous amener à faire fonctionner à pleine capacité la coulée de Florange et le four électrique dont l'installation est prévue à Gandrange. » Il n'est pas question, pour autant, d'investir dans un second four à Gandrange, comme l'avait envisagé Usinor-Sacilor il y a un an. « Il va falloir repenser la gamme d'aciers longs fabriqués en Lorraine et faire tourner l'outil industriel au maximum, en le concentrant sur les productions les plus rentables ».

C. M.

Fiat prend le contrôle de la totalité de Maserati

Le constructeur automobile italien a pris, mercredi 19 mai, le contrôle de la totalité de la firme Maserati, dont il détenait jusqu'ici 49 % du capital. La transaction s'élèverait à 70 milliards de lires (258 millions de francs). Paolo Cantarella, administrateur de Fiat Auto, a été nommé président de Maserati et Eugenio Alzati administrateur délégué.

Dans un communiqué, Fiat Auto affirme avoir « décidé d'assumer entièrement le contrôle de Maserati, à la demande de la famille de Tomaso en raison de l'indisponibilité d'Alfonso de Tomaso ». Agé de soixante-quatre ans, l'industriel italo-argentin a été victime en janvier d'une hémorragie cérébrale. Maserati, frappé de plein fouet par la mévente des voitures de luxe, avait dû fermer au début de l'année l'une de ses deux usines, après avoir licencié 1 047 employés.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 19 mai ↓ Rechute

Dans un marché très actif à la veille de quatre jours chômés en raison de l'Ascension, la Bourse de Paris a connu un début de séance en baisse, dernier jour du terme boursier. En clôture, le CAC 40 a terminé la séance sur une perte de 0,52 % à 1 838,78 points. Le terme de mai s'est achevé sur une perte de 4,16 %. Par rapport à la fin 1992, le marché accuse un repli de 1,13 %. Déjà très sec au mardi en fin de journée, le marché a connu une activité importante tout au long de la séance, le montant des transactions s'élevant à 4,8 milliards de francs, dont 3,8 milliards pour les seules valeurs du CAC 40.

Le vote positif des Danois au référendum sur le traité de Maastricht n'a provoqué aucune réaction particulière dans les salles de marché. D'une part,

il avait été anticipé par les milieux financiers, d'autre part, l'Europe ne suscite plus autant de « passion » dans ces milieux.

La Bundesbank, qui tenait exceptionnellement mercredi sa réunion bimensuelle, n'a pas assumé sa politique de crédit en raison notamment, selon les analystes, de la forte progression (+7,3 %) de la masse monétaire M3 en Allemagne en avril. La reprise enregistrée la veille n'a donc pas tenu mais le marché a néanmoins rebondi sur la saut des 1 800 points, considéré comme un point de résistance important.

Les échanges ont été particulièrement importants sur les grandes valeurs, les transactions portant sur 320 millions pour LVMH, sur 316 millions pour Alcatel-Alsthom et 255 millions pour Total.

NEW-YORK, 19 mai ↑ Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record, mercredi 18 mai, pour terminer juste au-dessus des 3 500 points grâce à un brusque revirement à la baisse des taux d'intérêt à long terme américains. Le marché avait débuté la séance en baisse, après l'annonce d'une nette aggravation du déficit commercial américain en mars (10,2 milliards de dollars) et en raison également d'une remontée des taux d'intérêt. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 500,03 points en hausse de 55,64 points, soit une vive progression de 1,62 %. Le marché a été très actif avec quelque 342 millions d'actions échangées dont près de 80 millions dans la dernière heure de transactions. Le nombre de titres en hausse a largement dépassé celui des valeurs en baisse : 1 190 contre 760 alors que 578 titres restaient inchangés.

Les experts ont expliqué le revirement des taux d'intérêt par des rumeurs encouragées par le sentiment que les liquidations des derniers jours sur le marché obligataire – qui avaient provoqué une nette remontée des taux – avaient été exagérées. Ces liquidations avaient été amorcées par les craintes de reprise de l'inflation. Le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence sur le marché obligataire, était passé mardi au-dessus du seuil de 7 % pour la première fois depuis le début avril.

LONDRES, 19 mai ↓ Net recul

Les valeurs ont nettement reculé, mercredi 18 mai, au Stock Exchange, affaiblies par une baisse inattendue des ventes de détail en avril. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 27,6 points, à 2 817,7 points, soit un repli de 0,9 %. Le volume des transactions s'est élevé à 845,9 millions de titres, contre 632,7 millions la veille.

Les ventes de détail britanniques ont baissé de 0,3 % en avril, alors que les analystes s'attendaient à une progression de 0,3 % après trois mois consécutifs de hausse. L'absence d'une baisse des taux d'intérêt de la Bundesbank et une hausse de 7,3 % de la masse monétaire allemande M3 en avril par rapport à la moyenne du dernier trimestre de 1992 ont également pesé sur la tendance.

Les brasseries, les groupes de distribution, les pétroliers et le bâtiment ont subi les plus fortes pertes. Mais les compagnies d'eau et d'électricité ont été fermes dans l'ensemble.

TOKYO, 20 mai ↓ Légère baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse jeudi 20 mai, l'indice Nikkei perdant 50,40 points, soit 0,25 %, à 20 330,38 points. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté : environ 350 millions de titres ont changé de mains contre 400 millions la veille.

Encouragé par la progression de Wall Street mercredi, les valeurs avaient

ouvert en hausse à Tokyo pour remonter un peu plus tard sous la pression de prises de bénéfices, influant sur le marché. Des achats contractés par des fonds publics ne sont parvenus à ramener la confiance des investisseurs qui restent préoccupés par les résultats annuels médiocres des sociétés japonaises pour l'exercice fiscal 1992 clos le 31 mars 1993.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques gratuites sur les ventes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 46-75-45-45.

LUNDI 24 MAI

- S. 3 - Timbres-poste. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, GUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 8 - Livres. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, GUFFETAUD, TAILLEUR.

MARDI 25 MAI

- S. 4 - 14 h 15. Art d'Extrême-Orient. - M^{re} PICARD, M. Th. Portier.
- S. 10 - Tableaux, broderies, objets d'art. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 11 - Dessins anciens. - M^{re} OGER, DUMONT.
- S. 13 - Volumes. Bijoux. Mobilier. - M^{re} CARDINET-KALCK.

MERCREDI 26 MAI

- S. 3 - Autographes. Dessins. Livres des XV^e au XX^e. - M^{re} COUTURIER, de NICOLAY, M. Guy Martin, expert.
- S. 4 - 14 h 15. Suite de la vente du 25 mai. - M^{re} PICARD.
- S. 5 et 6 - 16 heures. Cinq exceptionnels manuscrits musicaux : BEETHOVEN, CHOPIN, SCHUBERT, Expert : M. P. Barès. Vente organisée par les milieux de la musique de M^{re} ADER-TAJAN, BOISSEAU et LOUDMER.
- S. 11 - Grands vins. - M^{re} LOUDMER.

JEUDI 27 MAI

- S. 10 - Succ. J. PETITHORY : dessins, tableaux, sculptures et meubles du XIX^e. - M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.
- S. 13 - Objets mobiliers. Meubles. - M^{re} de RICQUES.
- S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.

VENDREDI 28 MAI

- S. 1 - 14 h 15. Liège. Dentelles. Poupées. Jouets. - M^{re} ADER, TAJAN. Experts : M^{re} J. Daniel et M^{re} Sylvie Daniel.
- S. 4 - Objets d'art. - M^{re} BONDU.
- S. 5 - Art nègre. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, GUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 6 - Dessins anciens. - M^{re} RENAUD.
- S. 7 - 14 heures. Livres. Manuscrits autographes. - M^{re} PICARD, MM. Guérin et Courvoisier, experts.
- S. 10 - Suite de la vente du 27 mai. - M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-57-58.
BOISSEAU, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-91-97.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
LAURIN, GUILLOUX, GUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-30-30.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
De RICQUES, 44, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-92.

Selon une étude inédite du Conseil supérieur de l'audiovisuel

La concentration du secteur de la radio s'accroît

Selon une étude encore inédite réalisée par les services du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le secteur de la radio est en voie de concentration accrue en France, par le biais des régies publicitaires. Celles-ci sont en passe de constituer un oligopole. Le CSA s'interroge sur ce phénomène, qu'il considère comme un moyen de contourner le dispositif réglementaire anti-concentration.

Elles sont quatre - Régie 1, IP (Information et Publicité), 15/34, GEM - à se disputer le marché publicitaire de la radio qui représente trois milliards de francs. Quatre régies nationales à se partager plus de 2,6 milliards de francs, soit l'équivalent de 85 % des recettes nationales et locales.

Régie 1 (groupe Matra-Hachette) commercialise Europe 1, Europe 2, Skyrock, RFM, le groupement d'intérêt économique « Les Indépendants » et Autoroute FM. IP et IP FM, filiales d'Havas, gèrent RTL, Fun radio, Wit FM, M40 et Sud Radio. Derrière ces deux chefs de file, qui se partagent à égalité deux tiers des investissements publicitaires, 15/34, la régie intégrée du groupe NRJ (Chérie FM, Rire et chansons), se pose désormais en concurrente sérieuse. La petite dernière, GEM, régie de la Sofrad et créée en 1991, ne commercialise pour l'instant que RMC et Radio Nostalgie.

L'état des lieux dressé par le CSA, grâce à une étude dont les résultats doivent être publiés le mois prochain (1), met ainsi en évidence « l'extrême degré de concentration auquel est aujourd'hui parvenue une grande partie du secteur radiophonique français ». Un secteur arrivé à quasi-maturité. Quatre groupes (Havas-CLT,

Matra-Hachette, NRJ et la Sofrad) contrôlent en effet les quatre régies qui commercialisent les onze principales radios nationales privées (2).

Une situation nouvelle, que le CSA qualifie d'« oligopolistique », et qui prend sa source dans les bouleversements du paysage radiophonique. Alors que, jusqu'en 1981, trois radios périphériques seulement - Europe 1, RMC, RTL - offraient de l'espace aux investisseurs, la fin du monopole, en 1981, puis l'autorisation de la publicité aux radios privées, en 1984, a bouleversé le paysage. Les annonceurs français, qui recherchent avant tout une audience nationale, ont naturellement suivi les deux voies qui s'offraient à eux.

D'abord, ils ont investi davan-

tage dans les médias qui assuraient une meilleure pénétration (la radio n'attire plus, en 1991, que 6,48 % des investissements publicitaires médias, contre plus de 10 % dix ans plus tôt). Ensuite, pour « couvrir » l'ensemble de la population française, ils ont « panaché » les investissements radio.

Stratégie d'intégration

Bien qu'ils ne diffusent pas sur l'ensemble du territoire, les réseaux nationaux (généralistes et musicaux) s'octroient désormais 90 % environ de l'ensemble des recettes publicitaires radio. Parmi eux, les stations généralistes (ex-périphériques) demeurent encore largement favorites (près de deux tiers des

investissements). « Principal support financier des radios, les régies entraînent ces dernières dans un processus qui les stérilise en plus en plus de mal à maîtriser », note le rapport du CSA. Les régies publicitaires constituent donc le far de lance du vaste mouvement de concentration en cours dans le paysage radiophonique. « Forts de leur régulation, les groupes s'assurent, en conformité avec la législation en vigueur, une emprise discrète mais réelle sur les radios indépendantes », relève le CSA.

Cette stratégie d'intégration n'est qu'un moyen, selon le Conseil, de contourner le dispositif réglementaire anti-concentration. Au lieu d'un contrôle capitaliste direct rendu difficile par les « seuils » prévus dans la loi de 1986 modifiée et la clause de non-cessibilité des autorisations de fréquence, les quatre groupes « reposent ainsi sur un contrôle indirect ». C'est ainsi que pendant que le CSA et les pouvoirs publics cherchent, au grand jour, un acquiescement pour RMC, dans l'ombre, d'après combats se mènent pour la conquête du pouvoir qui rapporte gros.

ARIANE CHEMIN

Dans le cadre de l'affaire Trager

Deux anciens dirigeants de Pont-à-Mousson mis en examen

Renaud Van Ruymbeke, le conseiller rennais chargé de l'inspection des dossiers concernant l'industriel nantais René Trager et le financement occulte du PS, a signifié à l'ancien PDG des Fonderies de Pont-à-Mousson, Pierre Blayau, à l'ancien directeur général de cet établissement, Jean-Louis Pierquin, ainsi qu'à un ancien conseiller municipal (PR) de Nantes, Jean-Pierre Lapéque, leur mise en examen pour trafic d'influence.

Dans le cours de son enquête, le magistrat avait découvert le versement en 1988, sur l'un des comptes de René Trager, d'une somme de 4,4 millions de francs par la société Pont-à-Mousson (le Monde du 24 avril). Ce dernier

avait affirmé que la somme constituait une commission pour l'obtention par l'entreprise lorraine, en 1987, d'un marché portant sur la fourniture de tuyaux en fonte, pour un montant de 55 millions de francs, à la ville de Nantes. Il avait ajouté que la somme avait été reversée au conseiller municipal alors chargé des travaux, Jean-Pierre Lapéque, qui a nié avoir reçu le moindre argent de la part de l'industriel nantais. M. Blayau, qui a récemment quitté la direction des Fonderies de Pont-à-Mousson pour devenir PDG de Pinal-Prin-

temps, avait déclaré, en ce qui le concerne, qu'il n'est pas dans les habitudes des Fonderies de verser des commissions de cette sorte. (1) Cette analyse porte sur l'ensemble des radios françaises, à l'exception de celles des régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et des DOM-TOM qui ont été recensées à part en fonction du mode de commercialisation qui a été adopté. (2) Dans l'ordre, sa part de volume d'écoute (seuilles Médiamétrie, décembre 1992) : RTL (19,3 %), Europe 1 (10,3 %), NRJ (8,3 %), Fun (4,3 %), France Inter (4,3 %), RMC (3,3 %), Europe 2 (3,2 %), Chérie FM (2,4 %), RFM (1,4 %), Sud et Wit (1,2 %).

» L'enquête Radios et régies publicitaires, réalisée par le service des études et les services des radios du CSA, sera disponible au mois de juin. Renseignements : CSA, service des publications, 39-43, quai André-Citroën, 75015 Paris.

Un crédit de 264 millions de francs pour la couverture partielle de la rocade

Le gouvernement débloque les travaux de l'A86 en Seine-Saint-Denis

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a annoncé, mercredi 19 mai, que le gouvernement va débloquer 264 millions de francs de crédits supplémentaires pour permettre la couverture partielle de la rocade A86, au nord de Paris, entre Drancy et Bobigny (Seine-Saint-Denis).

« Le maximum de ce qu'il est possible de faire », a déclaré Bernard Bosson, en annonçant au cours d'une conférence de presse, mercredi 19 mai, que le gouvernement a décidé de débloquer 264 millions de francs supplémentaires pour permettre la couverture à 60 % du tronçon nord de la rocade A86 qui reste à construire entre Drancy et Bobigny. « Nous avons été sensibles aux arguments de la population et des élus de Seine-Saint-Denis qui reprochaient aux pouvoirs publics de ne pas financer les mêmes travaux d'isolation phonique et d'insertion que dans l'ouest de la région parisienne », a ajouté le ministre.

« Maillon manquant »

Ainsi devraient pouvoir reprendre, dans les prochaines semaines, les travaux d'un montant global de 2,6 milliards de francs, interrompus depuis le 1^{er} septembre 1992, à la suite d'une décision de Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement et des transports dans le précédent gouvernement. Celui-ci avait renoncé à autoriser les travaux prévus pour une tranche non-couverte, en raison de l'hostilité des riverains. Cette opposition n'avait pas cessé, malgré la décision, annoncée le 17 novembre 1992, d'apporter des « améliorations » au projet initial d'un montant de 110 millions de francs.

Le 19 décembre 1992, au cours de son vote sur le budget pour 1993, le conseil régional d'Ile-de-France décidait, sous la pression des élus écologistes, de geler les crédits affectés, à partir de l'état, à ce bouclage de l'A86. C'est pourquoi le gouvernement vient de décider de prendre entièrement à sa charge les coûts supplémentaires

provoqués par la couverture partielle de ce tronçon en zone habitée. Michel Girard, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France et ministre du travail et de l'emploi, a d'ailleurs annoncé, le 19 mai, que la région allait consacrer 55 millions de francs à l'isolation phonique d'un certain nombre d'infrastructures routières en Seine-Saint-Denis.

Si le bouclage de cette importante rocade devrait ainsi être réalisé au nord de Paris, apportant une bouffée d'oxygène aux entreprises de travaux publics, le gouvernement devra également se préoccuper sur le défilé des élus de la région de l'A86 entre Ruell-Malmaison (Hauts-de-Seine) et Versailles (Yvelines). L'absence de cette liaison constituera le dernier gros « maillon manquant » du « périphérique-bis » qu'est l'A86, une fois le bouclage réalisé en nord. Mais Bernard Bosson a annoncé le 19 mai que des décisions seront d'abord prises pour la suite des travaux de l'A14, l'autoroute à péage qui doit relier Orgeval à la Défense en passant sous la terrasse de Saint-Germain-en-Laye.

CHRISTOPHE DE CHENAY

A Romainville (Seine-Saint-Denis)

Aggravée et immolée sous l'alibi de la religion

Après avoir arrosé Odile avec de l'essence, puis craché une allumette, Nadira a juré qu'elle avait immolé sa victime pour des raisons religieuses. Nadira a expliqué qu'elle ne supportait pas qu'Odile, une « catholique », soit la petite amie de son frère cadet, Abdelkrim. Voilà pourquoi, a-t-elle sauté, Nadira a gravement brûlé Odile, mardi 18 mai, en base de l'immeuble de la cité Youri-Gagarine de Romainville (Seine-Saint-Denis), où habitent les trois protagonistes. Odile a été admise dans un état jugé très critique à

l'hôpital de Suresnes spécialisé dans le traitement des grands brûlés.

Meie l'élit religieux est loin d'être pris au sérieux par la police judiciaire de Seine-Saint-Denis. A trente-quatre ans, Nadira fume des cigarettes blanches, porte le jean et ne présente aucun des signes extérieurs de l'intégrisme musulman. « Il s'agit d'une histoire de cité plutôt que d'une guerre de religion », commente l'un des enquêteurs.

Le conflit du Sahara occidental

La « guerre des sables » a vingt ans

Le 20 mai 1973, une poignée d'hommes en guenilles, pauvres et armés, attaquent le poste militaire d'El Khanga, au Sahara espagnol. Il y a vingt ans, s'éclatait ainsi, dans ce coin de désert oublié des dieux, l'une des plus longues luttes d'indépendance du siècle. Cette guérilla des sables a dégénéré en un conflit que les Nations unies s'efforcent, aujourd'hui encore, à résoudre.

Conduite par le Front Polisario contre l'Espagne d'abord, contre le Maroc ensuite, cette guerre a fait des milliers de morts. Des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis - 165 000 dont 45 000 enfants, selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés - dont la plupart vivent agglutinés, de manière précaire, dans des camps autour de Tindouf, dans le sud-ouest algérien.

Référendum d'autodétermination

Selon les experts militaires, le Front Polisario aligne quelque 10 000 hommes dont 4 000 sont opérationnels. Leur front face une centaine de milliers de soldats marocains, postés derrière des « murs » défensifs qui courent sur 1 600 km, de la frontière algérienne à l'Atlantique. Les guérilleros sahraouis et les autorités marocaines, qui tiennent l'ex-Sahara espagnol pour partie historiquement intégrée du royaume chérifien, ont néanmoins accepté, en 1989, de s'en remettre aux Nations unies. Solution bénie par Alger,

qui soutient le Front Polisario sans pour autant chercher à provoquer Rabat.

L'ONU prévoit d'organiser un référendum d'autodétermination, mais les désaccords sur les modalités du scrutin ont différé sa mise en œuvre, maintenant prévue au plus tard avant la fin de l'année. Si les parties acceptent comme base le recensement espagnol de 1974 qui fait état de 74 000 habitants au Sahara occidental, Rabat souhaite leur adjoindre des milliers de Sahraouis, censés avoir fui au Maroc du temps de la colonisation espagnole. Le Front Polisario refuse cette exigence, non incluse dans le plan de paix initial accepté par les deux belligérants, et accuse Rabat de chercher à influencer l'issue du vote en gonflant l'électorat avec de faux réfugiés.

« Nous avons fait de grands progrès par rapport à l'époque où nous ne disposions que de quelques hommes chèrement armés se déplaçant à dos de chameau, soulignant des responsables du Front Polisario. Notre armée reste prête à se battre. Si elle a pu combattre le Maroc tout ce temps, elle peut continuer quelques années encore ». Pour l'heure, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, est attendu sous peu dans la région pour y relancer le plan de paix que son prédécesseur, Javier Perez de Cuellar, avait commencé à mettre en œuvre sans parvenir à le faire aboutir. - (Reuters).

EN BREF

■ **ARGENTINE** : l'hôpital militaire de Kaboul endommagé. - Un incendie, allumé dans le centre de Kaboul par une roquette tombée sur un dépôt de carburant, a détruit, mercredi 19 mai, une partie de l'hôpital militaire de la capitale. Une demi-douzaine de services ont été ravagés. Cependant, les combats entre les troupes du ministre de la défense Ahmed Shah Massoud et le Hezb-e-Islami, appuyé par les chiites, se sont poursuivies dans la capitale malgré l'accord de cessez-le-feu de deux mois signé la veille à Jolalabad, dans l'est du pays, entre le président Rabbani et le premier ministre Heikmatyar. - (AFP).

■ **MAROC** : acquiescement d'une militante des droits de l'homme. - M^{me} Zoulikha el-Akhidari, membre de la direction de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), a été acquiescée, mercredi 19 mai, par le tribunal de première instance de Kenitra. Arrêtée la semaine dernière, elle était poursuivie pour propos jugés « offensants » à l'égard de Hassan II. - (AFP).

■ Un Boeing s'écrase en Colombie avec 133 passagers à bord. - Un Boeing 727 de la compagnie colombienne SAM s'est écrasé, mercredi 19 mai, dans la province d'Antioquia, au nord-ouest de la Colombie. L'appareil, qui effectuait la liaison Panama-Bogota avait à son bord 133 personnes. Selon une liste fournie par la SAM, il y avait soixante-dix-sept Colombiens, vingt-neuf Panaméens, six Améri-

caïns, quatre Vénézuéliens, deux Allemands, deux Néerlandais, deux Péruviens, un Japonais, un Argentin, un Australien, un Autrichien et les sept membres de l'équipage colombien. Les recherches menées par huit hélicoptères et trois avions d'avant-garde pas encore pu, jeudi matin, localiser le lieu de l'accident dans cette région très montagneuse. - (AFP).

■ M. Clinton demande la libération de Aung San San Kyi, dirigeante de l'opposition birmane. - Le président Bill Clinton a lancé, mercredi 19 mai, un appel au gouvernement de Rangoun pour qu'il libère la dirigeante de l'opposition birmane, Aung San San Kyi, prix Nobel de la paix 1991, en résidence surveillée depuis 1989. Le chef de l'Etat américain demande aussi que les militaires birmanes respectent les résultats des élections largement gagnées par l'opposition en mai 1990. Le président venait de rencontrer plusieurs lauréats du prix Nobel de la paix, dont l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, venus lui demander de faire pression sur le régime birman. - (AFP).

■ Atteint contre une agence de voyages à Paris. - Une agence de voyageiste Nouvelles Frontières a été la cible, dans la nuit de mercredi 19 à jeudi 20 mai sur le boulevard Saint-Michel à Paris, d'un attentat à l'explosif qui a provoqué des dégâts matériels sans faire de victime. Aucune inscription ou tract revendiquant l'attentat n'a été retrouvé sur place. Les enquêteurs de la police judiciaire parisienne rapprochent cette explosion d'origine criminelle de celle qui avait éclaté, dans la nuit du 8 au 9 mai, une autre agence de Nouvelles Frontières à Marseille (le Monde du 11 mai).

■ Un mandat d'arrêt contre le conseiller général Pierre Vergès à la Réunion. - Thierry Pflaumel, juge d'instruction de Saint-Pierre (la Réunion), a délivré, mardi 18 mai, un mandat d'arrêt contre Pierre Vergès, maire et conseiller général (Parti communiste réunionnais) du Fort. M. Vergès avait été mis en examen le 7 avril pour « soustraction, destruction ou enlèvement de pièces remises à un dépositaire public » dans le cours d'une information judiciaire ouverte sur les conditions de la passation d'un appel d'offres concernant l'endiguement de la rivière des Galets (le Monde du 9 avril).

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Face à la fragmentation ethnique », par Jean-Pierre Faye. Bosnie-Herzégovine : « Sans vergogne », par Alain Finkielkraut. Cinéma : « La forteresse et le géralum », par François Geindre. 2

ÉTRANGER

Les Serbes de Bosnie « se déclarent ouverts à toute nouvelle initiative », par Jean-Pierre Faye. 3 Les réactions en Europe après le « oui » danlois au traité de Maastricht. 4 Israël : des colons juifs en état de résistance. 4 Washington a reconnu le gouvernement de Luanda. 5

POLITIQUE

La polémique autour du livre de Jacques Attali, Verbatim. 6 M. Pasqua veut limiter la croissance de l'île-de-France. 7 M. Chirac marque sa préférence pour une liste unique de la majorité aux élections européennes. 7

SOCIÉTÉ

M. Mitterrand a appelé à la « vigilance » dans la pratique des contrôles d'identité. 8 Les interrogations sur le dénouement de la prise d'otages de Neuilly-sur-Seine. 8 Défense : deux divisions d'infanterie vont fusionner. 8 Un protocole d'accord sur le « différend financier » entre l'OM et la ville de Marseille. 9

COMMUNICATION

La télévision demain : III. - L'embellissement de la course à l'audience. 9

CULTURE

Festival de Cannes : Adieu ma concubine de Chen Kaige ; King of

the Hill de Steven Soderbergh ; hommage à Dino Risi. 10 Musiques : Festival d'Evian. 11 Cent ans de design au Grand Palais. 11

ÉCONOMIE

Le débat sur la déductibilité de la CSG. 13 Un point de vue de Michel Huc, secrétaire général de la fédération FO de la métallurgie. 13 Après un nouvel accord avec le FNIL, le gouvernement conservateur hongrois doit renforcer son budget d'austérité. 14

LE MONDE DES LIVRES

« La religion et la mort » de Panolope et l'architecture « Histoire littéraires », par François Bott ; « Le mystère du temps » de D'autres mondes, par Nicole Zand ; « Le blues de Toni Morrison » de Don Juan à Bucarest ; « Le feuillet de Pierre Lepape » ; « Océanographique pour copage » de Michel X, le verbe haut. 17 à 24

Services

Abonnements. 2 Carnet. 7 Expositions. 12 Loto. 7 Marchés financiers. 14 Météorologie. 15 Mots croisés. 11 Philatélie. 7 Radio-télévision. 15 La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » : 17 à 24 Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1993 a été tiré à 455 636 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Bombay contre Bombay

La capitale intellectuelle et industrielle de l'Inde est désespérée, les pires horreurs interethniques ayant éclaté son cosmopolitisme. Les retombées de ce grand désamour de Bombay contre elle-même se retrouvent jusqu'à Doudat et Karachi. Également au sommaire de ce numéro : le meeting aérien des as de la Ferté-Alais ; les voiliers de La Trinité-sur-Mer ; une sélection de livres de voyage.

POINT : les élections au Cambodge

En dépit des sanglantes attaques des Khmers rouges, plus de 4,7 millions de Cambodgiens participent, à partir du 23 mai, à la désignation des cent vingt membres d'une Assemblée constituante.

La religion de la mort

Sublime sans doute, la fin digne et calme, conforme à ses principes, du stoïcien Sénèque.
Mais Paul Veyne y voit aussi un « masochisme du grandiose »

SÉNÈQUE
Entretiens.
Lettres à Lucilius.
Édition établie
et présentée par Paul Veyne,
Laffont, coll. « Bouquins »,
1 300 p., 150 F.

Il y aura bientôt deux mille ans, dans les années 60 de notre ère (ainsi calculée en fonction de la naissance, contestée par certains, de Quelqu'un qui préoccupe encore la planète), juste avant la destruction du deuxième temple de Jérusalem (représentée, comme un fait parmi d'autres, en haut de l'arc de Titus), la plus extrême bonchérie régnait à Rome : Néron en avait décidé ainsi. On manquera toujours d'assez d'imagination (malgré des tonnes d'actualités ou de films massacrants) pour sentir la bizarrerie de la situation. Ouvrons Tacite : « Les maisons s'emblaient de cadavres, les rues de cortèges funèbres ; ni le sexe ni l'âge n'étaient à l'abri du danger... » Parmi les victimes suicidées d'office : Sénèque, le grand Sénèque, l'ancien précepteur de l'empereur ; Sénèque dont nous pouvons lire aujourd'hui, dans une édition merveilleusement présentée et annotée, la *Providence*, la *Constance du sage*, la *Tranquillité de l'âme*, les *Lettres à Lucilius*.

Voici un écrivain riche, influent, célèbre. Un philosophe de la sagesse stoïcienne, c'est-à-dire un sage, ou du moins quelqu'un qui tient à se présenter comme tel en faisant la leçon aux autres. Son petit élève Néron est devenu grand et s'est lancé dans une carrière criminelle sans précédent. La débâcle la plus abjecte est la règle. La déraison et l'inversion des valeurs sont systématiquement exhibées. Sénèque, « le grand Sénèque », comme l'écrit Paul Veyne, « le grave sénateur romain qui aurait siirement long à raconter sur un divan de psychanalyste », se retire pour dicter sa doctrine. Le tyran, qui a déjà assassiné son propre frère et sa propre mère, est inadmissible ? Très bien, un autre moi-même fera l'affaire.

La philosophie est une formation de maître à disciple, et Sénèque est un maître d'élève par son élève devenu son maître. Le thème fondamental de sa prédication ? La mort, la mort, la mort sans fin recommencée, dont il faut vaincre l'omniprésence démocratique et la peur qu'elle inspire. Qu'est-ce qu'un vrai maître, sinon une sorte de mort-vivant qui contemple déjà l'immortalité à laquelle son disciple aspire ? Le disciple ? Il est interpellé rudement : « J'estime qu'il



« Sénèque se fait ouvrir les veines », Eugène Delacroix, détail

te faut quitter ou son genre de vie ou la vie. » D'ailleurs, « il y a dans la mort une nécessité égale pour tous et invincible. Qui peut se plaindre d'une obligation à laquelle personne n'échappe ? » Il est en somme interdit d'émble de douter de la toute-puissance de la mort.

Le corps du Sage

C'est plus qu'une évidence : un dogme. On a beaucoup insisté sur le cosmopolitisme stoïcien (« l'univers entier est ma patrie »), sans se demander si cette patrie n'était pas avant tout celle de la mort universelle. Un dévot, dit La Bruyère, est quelqu'un qui serait athée sous un prince athée. Il serait de même un fonctionnaire zélé de la mort sous un prince dont ce serait l'obsession

maieure. Sénèque, au fond, est ce dévot. « Pense à la mort toujours pour ne la craindre jamais. » Oui, mais comment ne pas voir que la pensée, à partir de ce point fixe, se transforme en restriction de pensée ? Comment ne pas constater qu'un beau style se met aussi à être canny, compassé ? La joie elle-même devient « une chose sérieuse ».

Le Sage est en sécurité (« Loin de redouter la mort, nous lui devons de n'avoir plus rien à redouter »), mais il lui est interdit de s'écarter de la mort, elle est son soleil noir qu'il transmet en lumière harmonieuse, la preuve étant que son disciple le croit. Le pouvoir tyrannique de la terreur pense à la même chose ? Peut-être, mais le Sage est son contre-miroir abstrait supérieur. Sénèque écrit des tragédies et des traités de morale philosophique : c'est la

logique même. Pas d'histoire, des exemples. Pas de roman, des exhortations. L'histoire et le roman sont impurs, suspects, incrédules. Ici, au contraire, la vérité se fait jour sous le joug de la destruction, l'âme s'élève comme un feu, l'homme occupe tout le terrain (pas de femmes), un homme doit en rejoindre un autre dans le sacrement du « moment ultime ». Un Dieu des vivants seuls, et non pas des morts (biblique, donc) est absurde, de même que toute représentation de résurrection personnelle. Notre âme, déliée du corps-prison, subsiste jusqu'à la remise en chaus du monde par le Dieu dont nous ne sommes qu'une parcelle. Le corps du Sage est un animal sacrificiel qu'un égoïste s'il le faut. Voilà ce que Paul Veyne a raison d'appeler un « masochisme du grandiose ».

diase », sublime, certes, mais à condition que le jeu de la mort ne soit pas truqué, et ses dés pipés.

Tacite nous raconte la fin digne et calme, conforme à ses principes, de Sénèque : elle ne cessera pas d'inspirer les penseurs, les artistes. L'historien n'en formule pas moins le jugement suivant sur un autre figurant : « Un personnage acheté pour provoquer la perte de son ami se parait du crédit dont jouissait la secte stoïcienne, entraîné à donner, par son attitude et son visage, l'image de la rectitude morale, mais, dans son cœur perfide, traître, dissimulant son avidité et son goût du plaisir. » On pouvait donc contre-faire le stoïcien, comme un dévot de Molière ? Sénèque avait eu à réfuter des attaques sur les contradictions de la vie du Sage. Les propos qu'il a dictés en mourant ne nous sont pas parvenus. C'est dommage.

Pétrone l'épicurien

Tacite parle aussi d'un autre acteur important qui « à la différence de tous ceux qui périssent ne flatta aucun des puissants ». Celui-là, en se tuant, refuse de parler de questions sérieuses de manière « à se faire une glorieuse réputation de fermeté ». Pire : toute son attitude consiste à dévaloriser la mort, comme pour mieux insulter le pouvoir. « Il ne se pressa pas d'abandonner la vie, il se fit ouvrir les veines et, selon son caprice, se les fit bander, puis de nouveau ouvrir. Il écoutait non des propos sur l'immortalité de l'âme et les théories des philosophes, mais des poèmes légers et des vers faciles. »

Plus grave encore : il passe ses derniers instants à mettre par écrit toutes les abominations du prince, « en indiquant le caractère inédit de chaque accomplissement ». Qui est ce blasphémateur ? Cet athée de la mort si peu romain, si évidemment grec ? « Il se mit à table, se laissa dormir pour que, bien qu'elle lui fût imposée, sa mort eût l'air d'être l'effet du sort. » Refuser au tyran (mort lui-même en 68) de se glorifier dans votre mort, voilà peut-être l'acte d'accusation et de liberté suprême. Oui, qui est cet « expert en voluptés » et qui ne cachait pas de l'être ? Ce metteur de points sur les i ? Un romancier, lui, un épicurien, Pétrone, dont le *Satyricon* est sans doute, avec *Candide*, le plus utile des livres en nos temps troubles.

Philippe Sollers

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le mystère du temps

Né en 1903, mort en 1971, Jean Follain fut avocat, magistrat... et poète. On publie aujourd'hui ses *Agendas*. Quarante-cinq ans de journal intime, où il relate les faits et gestes de l'existence ordinaire, en laissant deviner des vertiges derrière les apparences. « Ma grande hantise, disait-il un an encore avant sa mort, demeure le mystère même du temps. »

Page 18

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zend

Le blues de Toni Morrison

« Je sais que je ne peux pas changer l'avenir, mais je peux changer le passé », affirme volontiers la romancière noire américaine Toni Morrison. Et elle ne s'en prive pas. Après *Beloved*, elle poursuit, avec *Jazz*, une sorte d'épopée romanesque, de l'esclavage à nos jours, des Noirs américains.

Page 18

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Disqualifié pour dopage

Philippe Djian a réalisé le rêve que caressent tous les écrivains : publier chez Gallimard. Voici donc *Sotos*, son premier roman sous la couverture blanche de la NRF. Et c'est un mince - désastre, une caricature du *Dien de Mauduit manège* ou d'*Echène*. Per crainte de décevoir peut-être, pour se rassurer certainement, ce timide en rajoute. Il cultive ses moindres défauts et fait exhibition de ses manques. Djian était un athlète. Aujourd'hui, il se dope. C'est arrivé aux meilleurs. Certains s'en sont remis.

Page 24

Penelope et l'architecte

« Chaque individu construit sa propre ville », dit Penelope Lively.
Qui dresse un portrait saisissant du Londres des années 80

LA TOUR DE CRISTAL
de Penelope Lively.
Traduit de l'anglais
par Raymond Las Vergnas,
Denoël, coll. « Empreinte »,
304 p., 145 F.

Penelope Lively est devenue écrivain « par hasard ». Après avoir étudié puis enseigné l'histoire à Oxford, après avoir imaginé de nombreux livres pour les enfants et épuisé ses sources d'inspiration pour la jeunesse, elle s'est finalement décidée, explique-t-elle, à « attaquer le roman ». « Ce qui m'intéresse avant tout, c'est de réfléchir à l'idée d'évidence. Pas plus qu'en histoire, il n'y a de vérité unique dans une vie particulière... »

D'avantage que dans le *Cercueil des jours*, traduit et publié il y a deux ans, c'est dans *Serpent de lune* (1), Booker Prize 1987, que s'exprime cette volonté de montrer qu'une même existence, examinée sous divers angles à la fois, un peu comme dans un tableau cubiste, peut faire l'objet d'une infinité d'interprétations (2). Il suffit d'élargir ce champ d'investigation pour comprendre qu'il en va de même des lieux où l'on vit. Dans *La Tour de cristal*, son huitième roman, la ville - ici Londres, mais il pourrait s'agir aussi bien de Paris, de New-York ou même du Caire où l'auteur a passé son enfance - apparaît comme un enchevêtrement inextricable de signes et d'images. Ensemble de strates, de traces, de sédiments aux

sens mouvants, « la ville n'existe pas seulement dans l'instant présent, souligne Penelope Lively. Elle est le témoin de tous les événements du passé qui existent simultanément dans l'esprit du spectateur. L'interaction entre les deux dépend bien sûr du background de chacun. Chaque individu construit sa propre ville... »

D'où le titre original, *City of The Mind*. D'où aussi une construction très savante où passé, présent et avenir s'entrelacent sans cesse, où l'auteur passe constamment d'un temps du récit à un autre, où plusieurs voix se mêlent, plusieurs lignes se dessinent et se croisent à l'intérieur du roman, comme pour suggérer toujours la complexité de ce réel multiple, fragmentaire et subjectif : l'incer-

taine projection de nos propres fictions.

A Londres, un jeune architecte, Matthew Holland, travaille à la rénovation du quartier des docks. Séparé de sa femme, il passe ses week-ends en compagnie de sa fille unique, Jane, tiche timidement de reconstruire sa vie, fréquente sans conviction Alice avant de rencontrer Sarah, résiste avec force aux propositions d'un promoteur véreux, et nous entraîne, dans un Londres en plein bouleversement.

Florence Noiville
Lire la suite page 23

(1) *Le Cercueil des jours*, Denoël, 1991 et *Serpent de lune*, Stock, 1988.
(2) Voir « Le Monde des livres » du 2 juin 1989.

FLORA GROULT

L'Amour de...

et
de toutes
les amours

Collection - de l'Esprit -

192 pages - 80 F



CHRISTIAN DE BARTILLAT, ÉDITEUR

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Le mystère du temps



BERNARD CLEVE

AGENDAS (1926-1971)

de Jean Follain.
Édition établie et annotée
par Claire Paulhan,
Seghers, coll. « Pour mémoire »,
644 p., 189 F.

On ne dira jamais trop ce que doit la littérature française à toutes les réveries que l'on fait en province. Dans son département de la Manche, le jeune Jean Follain avait appris « par cœur » le plan de Paris, afin de pouvoir être, plus tard, un des « piétons » les plus émérites de la capitale. Rien ne s'inscrit dans la mémoire comme les choses que l'on apprend « réveusement ». La Motte-Picquet-Grenelle, c'est inoubliable. Et le rue de Veugirard, et le porte des Lilas... Jean Follain allait faire connaissance avec la capitale, en 1923. Pour célébrer ses vingt ans, eussent doute. « Quand je fis le voyage de Paris, je portais un bonnet rayonnant. Je sentis à mon premier contact cette odeur de grande ville, que je n'ai jamais retrouvée depuis », écrit-il, douze ans après, dans sa première œuvre en prose, qu'il intitulerait *Paris*. Simplement *Paris*...

Il avait le goût des titres brefs et modestes. Par exemple, la *Main chaude*, *Usage du temps* ou encore *Exister*. Tout est résumé là. Les jeux de mains sont le sport favori de l'espace humaine. « Nous requérons, promettons, appelons, congédions, menaçons, prions, supplions, nions, refusons, interrogeons, admirons (avec les mains) », disait Montaigne, lequel se préoccupait aussi de « l'usage du temps », car c'est la seule question qui vaille. Quant à « exister », c'est le métier de tout le monde. Comme mourir... Jean Follain naquit à Canisy, dans la Manche, le 29 août 1903. Son grand-père était instituteur,

son père enseignait les sciences naturelles, sa mère s'appela Berthe, et Maurice Gerin venait de gagner le premier Tour de France cycliste. Jean Follain vécut son enfance et son adolescence à Saint-Lô, le chef-lieu du département. Il évoquerait cette ville dans un livre intitulé *Chef-lieu*. Tout simplement, là encore...

APRÈS avoir terminé ses études de droit, il revint à Paris, en 1924. Cependant, il craignait de ne pouvoir y rester, car il n'obtint pas l'emploi qu'il espérait dans une compagnie d'assurances. Il écrivit à Paul Fort, pour solliciter son aide : « Que faire ? Mon père va me rappeler à me vieille province. Et moi, en toute sincérité — est-ce pauvreté d'esprit ? — je ne peux pas vivre sans Montparnasse, Montmartre, les quais, la Butte. Je ne rentrerai pas en province ! Je n'ai ni génie ni talent, mais je crois, troisième degré encore honorable, avoir quelque chose dans le ventre. » Je ne sais si Paul Fort répondit à la requête de cet inconnu, mais Jean Follain poursuivit son séjour dans la capitale et devint avocat en 1927. L'année précédente, il avait commencé de remplir les *Agendas* qui sont, à présent, publiés par Claire Paulhan. Il les tiendrait jusqu'à sa mort. Quarante-cinq ans de journal intime, où il relate les faits et gestes de l'existence ordinaire, en laissant deviner des vertiges derrière les apparences. « Ma grande hantise, dirait-il en 1970, demeure le mystère

même du temps. » Cela ne s'apprivoise peut-être jamais. Tant mieux pour la littérature...

Au cours de l'été 1934, Jean Follain épousa Madeleine (peintre et fille de peintre) à Perros-Guirec, chef-lieu de canton des Côtes-du-Nord. Toujours les chefs-lieux... Discrète sur ses propres sentiments, Jean Follain pensait que l'on devait « être prudent avec son soi-même ». Et, dans son agenda de 1934, à la date du 13 août, il se contenta de

noter : « Mon mariage. » Mais, le 20 décembre suivant, il écrivait : « Cette nuit, m'étant réveillé près de ma femme, j'ai fait un long effort de mémoire tout en l'appelant pour savoir quel lien m'unissait à elle : était-ce ma sœur, ma demi-sœur ou ma tante ? » Cela me laisse perplexe. Et vous ? En 1938, les proses de l'*Épicerie d'enfance* valurent à Jean Follain des compliments de Max Jacob et de Gaston Bachelard. On le félicitait d'aimer telle-

ment « les choses » et d'en parler si bien.

Le 30 mars 1939, il croise, dans le métro, « deux moines d'Espagne et un vieillard aveugle » qui le rendent fort triste. La vocation de certaines rencontres, c'est d'assombrir les journées. Allez comprendre pourquoi... Allez savoir, aussi, pour quelles raisons Jean Follain ressentit comme jamais le « miracle d'exister », un soir de l'automne 1939, alors que s'accomplissait le désastre. C'est sans doute ce que l'on appelle « le décalage horaire », et cela rend très étranges « les pleurs de septembre ». Canonnière dans le DCA, en 1940, Jean Follain se demandait le 30 juin : « Comment allons-nous retrouver notre Paris ? Comment allons-nous nous retrouver nous-mêmes ? » Le 7 août 1944, tandis que l'on se battait dans la capitale, il savourait le calme du « merveilleux petit square du Roule ». Voyageur égaré dans l'Histoire, comme les messieurs de Paul Delvaux, qui se promènent (très habillés) parmi des femmes nues et tirant poliment leur chapeau. « Pardonnez-moi, j'ai dû me tromper de planète... »

À la fin de 1952, Jean Follain entreprit une carrière de magistrat. Nommé à Charleville, ce juge très particulier se partagea entre les rives de la Meuse et les bords de la Seine. Il compare les réveries que lui inspiraient les deux fleuves. Gere Saint-Lazare, Albert Simonin lui raconte

l'histoire d'un homme « qui voulait absolument sauver une fille de la prostitution », car il trouvait ce métier « indigne ». Mais il enleva la jeune femme du trottoir « pour en faire une voleuse de grande magasins ». Le vol était en effet le métier de cet homme, et il considérait que c'était une profession très honorable. Qu'en pensait M. le juge ? Il s'abstint de nous le dire... En avril 1968, à quelques semaines des évènements qui remuèrent la France, Jean Follain fit une retraite à la Trappe, avec Marcel Arland. Toujours « le décalage horaire »... Le poète de l'*Usage du temps* s'abandonnait à la lenteur des journées de méditation, alors que l'Histoire commençait d'avoir la fièvre et s'appêtait à commettre des excès de vitesse...

Jean Follain fréquentait les monastères, mais cela ne l'empêchait pas de mener une vie très « mondaine », au sens que Bourdaloue et La Bruyère donnaient à ce mot. La République des lettres défile, en effet, dans ces *Agendas*. Jean Follain rencontrait et connaissait presque toute la tribu des écrivains. « Homme du monde et grand causeur, homme à l'écart et taciturne », disait Henri Thomas, en présentant la rédaction d'*Exister*. Comme ce dernier, « on serait tenté de croire que Jean Follain fut de bonne heure sur ses gardes contre les pièges de la vie de société et contre ceux de la solitude ». Ce piéton infatigable mourut le 10 mars 1971, renversé par une voiture, sur le quai des Tuileries, alors qu'il rentrait chez lui, après un dîner. Les Tuileries avaient été sans doute un rêve de sa jeunesse, comme le rue de Veugirard ou le boulevard du Montparnasse.

* Seghers réédite l'essai d'André Dhôtel sur Jean Follain, avec une préface de Cécile Jossard. Coll. « Poètes d'aujourd'hui ».

JAZZ

de Toni Morrison. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Alien.
Christian Bourgois, 250 p., 130 F.

PLAYING IN THE DARK

(Jouer dans le noir)

de Toni Morrison. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Alien.
Christian Bourgois, 114 p., 60 F.

A cinquante ans, le vendeur des cosmétiques Cleopatra, Joe Trace, est tombé amoureux de Dorcas, une fille dont le grand mérite est d'avoir dix-huit ans. Elle le trompe. Il la tue.

On croirait un blues. Et c'est le début de *Jazz*, le sixième roman de l'Américaine Toni Morrison qui ne s'arrête pas à la banalité d'un crime passionnel et nous entraîne, de digressions en digressions, dans un drame policier et shakespearien à la fois, plein de contes et de produits de beauté, dans cette capitale de l'Amérique noire qu'était le Harlem des années 20. La passion ! « Un de ces amours tordus, profonds, qui le rendent si triste et si heureux qu'il le tue juste pour garder cette sensation. » À l'enterrement, c'est Violet, la femme de Joe, qui prend le rôle principal en taillant le visage de la morte. Comme si elle le tuait une deuxième fois. « On l'a jetée par terre et hors de l'église. Alors elle a couru, dans toute cette neige, et quand elle est rentrée à la maison, elle a sorti les oiseaux de leurs cages et les a posés derrière la fenêtre pour qu'ils gèlent ou qu'ils volent, y compris le perroquet qui disait : « Je t'aime ». Cela se passait aux premiers jours de janvier 1926.

Violet et Joe sont arrivés à Harlem il y a plus de vingt ans. Ils se sont épris, jadis, sous un noyer de Virginie, mais ils n'ont plus d'échange et Joe ne supporte pas que Violet s'occupe plus de son perroquet que de lui-même. Il la traite « comme un meuble qu'on aime bien ». Ils ne se parlaient plus et il n'eut pas pu supporter le silence. « Prenez garde. Prenez garde à un homme fidèle proche de la cinquantaine, prévient le narrateur. Parce qu'il n'a jamais fricoté avec une autre femme ; parce qu'il a choisi cette fille pour l'aimer, il se croit libre. Pas libre de rompre le pain ou de nourrir le monde avec un seul poisson. Ni de ressusciter les morts de la guerre, mais libre de faire une folie. »

Jazz, ce n'est pas un livre sur la musique. Mais sur une façon d'être. Une façon de parler une langue de la rue. Il s'agit, pour l'auteur, de capturer l'époque qui a vu la naissance du jazz. La musique comme un miroir des changements dans cette génération-là. Une langue de gens très jeunes qui refont la langue qu'ils parlent comme ils font la musique qu'ils jouent. Une musique qui n'est pas encore étirée les blancs, qui n'est pas encore à la mode. Une langue qui force à improviser, à se mesurer avec les autres, à faire un « bœuf », à inventer de nouvelles formes ; et oublier d'où l'on vient.

Pour écrire *Beloved*, l'histoire du bébé tué par sa mère par excès d'amour, Toni Morrison était partie d'un article de journal intitulé « Visite à une esclave qui a tué son enfant », d'après un fait divers de 1855 sur une esclave du Kentucky qui s'était sauvée et qui préférait tuer ses enfants plutôt que de retourner à l'esclavage. Pour *Jazz*, elle s'est souvenue de l'album intitulé *Dead* : des photos de morts photographiés dans les années 20, notamment la photo d'une jeune fille de dix-sept ans dans ses beaux vêtements, si jeune, si romantique, qui s'était effondrée alors qu'elle dansait, victime d'un coup de feu mortel ; mais elle

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Toni Morrison : « Je peux changer le passé »

Le blues
de Toni Morrison

n'avait pas révélé ce qu'elle savait, que c'était son amoureux qui l'avait tuée. Toni Morrison imagine donc d'entraîner des personnages venus du Sud profond vers le Harlem des années 20 pour en faire une métaphore d'une époque qui s'exprime dans la musique et qui mélange l'excitation des années folles, le sentiment du risque, le danger, la sensualité, la passion, la violence. Car Harlem joue un rôle essentiel dans ce roman que, pour la première fois, Toni Morrison choisit de situer dans la Ville. Avec un

grand V. Qu'elle ne nomme jamais, tout en le rendant parfaitement reconnaissable. « Je suis folle de cette Ville », proclame le « je » du narrateur qui surveille tout et tout le monde, qui va fouiller le passé du couple, tout en s'assurant que personne ne sait rien de lui. « J'aime la façon dont la Ville fait croire aux gens qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent et s'en tirer. Je les vois partout : les Blancs riches, et aussi les ordinaires, qui s'entassent dans des demeures décorées et redécorées par des femmes noires plus riches qu'eux, chacun ravi du spectacle de l'autre. » Un « je » mystérieux, qui n'a pas de sexe, pas de genre dans la langue anglaise et qui se retrouve féminin dans la traduction française par la force des choses et de la grammaire. Un « je » qui ne faut pas prendre pour l'auteur et qui va intervenir constamment : inventer le vie des personnages, imaginer l'histoire, la changer s'il le faut, pour tenter d'élucider les mystères et les racines de l'horreur à venir.

Violet, « violente Violet », comme elle sera surnommée, la coiffeuse à domicile qui connaît tous les ragots du quartier, ne perd pas ses clientes, n'aura jamais honte de ce qu'elle a fait. D'abord, elle a pris un petit ami, pour punir Joe, et elle l'a rejeté. Elle avait voulu oublier d'où elle venait. Oublier la vie misérable, mais en même temps, elle refuse l'émancipation, elle veut garder vivante la mémoire de True Belle, la grand-mère, qui, là-bas en Virginie, savait si bien raconter les histoires, le suicide de Rose, sa mère, qui l'a rendue inapte à l'amour, « les enfants du suicide sont difficile à séduire et croient très vite qu'on ne les aime pas parce qu'ils ne sont pas vraiment là ». Alors elle a dressé le perroquet à répéter « Je t'aime ». Et Joe passera des jours entiers à pleurer l'amour perdu pour cette adolescente avec des tresses qui auraient pu être l'enfant qu'ils n'avaient jamais voulu ; il l'avait séduite avec des bonbons, de l'eau de Cologne et des bas de soie, sans se rendre compte qu'elle se moquait de lui.

« Je sais que je ne peux pas changer l'avenir, mais je peux changer le passé », affirme le romancier qui, après *Beloved* (paru chez Christian Bourgois en 1988), poursuit avec *Jazz* une sorte d'épopée romanesque, de l'esclavage à nos jours, une histoire fragmentée de ceux qu'elle ose encore appeler, bravant les règles du « p. c. » (« politically correct »), les... Noirs américains. Elle rit de l'apologie orchestrée du multiculturalisme, qui conduit actuellement la gauche à se faire battre par la droite avec ses propres arguments. Et elle raconte même l'histoire d'une de ses étudiantes « non noire » qui se proclame « African American » parce qu'elle était née au Zimbabwe !

DANS le volume intitulé *Playing in the dark* (ou *Jouer dans le noir*), qui paraît en même temps que *Jazz*, elle a repris une série de conférences faites à Harvard sur le roman américain qui analysent la place réservée au personnage noir dans les œuvres de Melville, Twain, Willa Cather, Poe, Hemingway, etc., écrites pour des lecteurs à peu près toujours identifiés à des Blancs. « Qu'arrive-t-il à l'imagination textuelle d'un auteur noir, qui reste à un certain niveau toujours conscient de représenter sa propre race devant, ou malgré, une race de lecteurs qui se pense comme « universelle » ou sans race ? », demande-t-elle.

Y a-t-il une différence de lecture d'une œuvre de fiction, selon qu'on est blanc ou noir ? La lecture de *Jazz*, comme de toute l'œuvre de Toni Morrison, pourrait fournir un sujet d'étude. Cela vous donne le blues.

* *The Baby* et *Beloved*, deux romans de Toni Morrison, viennent d'être réédités en « 10/18 ».

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Les mots pour le fer

François Bon revient au monde de l'usine et des machines.
Pour reconstituer une parole éclatée, noyée de bruits

TEMPS MACHINE
de François Bon.
Verdier, 104 p., 68 F.

Il y a une physique de la machine et une nature de l'usine. Ces aires de bruit et de métal ont bien été inventées par l'homme, installées pour répondre à ses besoins matériels. Mais la réponse est violente, s'impose comme contre-nature, accepte l'inhumanité comme un moindre mal ou un mal nécessaire. Prolongement monstrueux du corps, le fer de la machine, qui « met l'organique en finalité du métal », n'est pas, dans les mains de l'ouvrier, un simple instrument, un instrument maîtrisé.

François Bon, qui avait déjà publié, en 1982, un premier livre intitulé *Sortie d'usine* (1), ne traite pas, aujourd'hui, dans *Temps machine*, du thème de l'aliénation. Son regard, qui s'est ouïement extérieur, ne s'appuie qu'indirectement sur la sociologie ou la politique. Bon se place résolument à l'intérieur de cette « culture » du travail et de l'usine; culture que son propre parcours professionnel l'autorise amplement à connaître et à comprendre.

Temps machine est divisé en six chapitres, étapes temporelles qui ont mené François Bon de Vitry-sur-Seine à Moscou et Bombay. Mais, au-delà du témoignage sur le monde de l'usine, des forges, fonderies, aciéries, ce que l'auteur



François Bon : l'écriture aussi est une fabrication

cherche à faire entendre et physiquement sentir, ce sont les bruits, les paroles, le savoir qui constituent ce monde. « La revanche qu'on voulait de mots et d'une langue qui ressemble à tout ça, les bruits, le fer et

l'endurcissement même, un travail de maintenant fort comme nos machines. »

Ce mot de « revanche » ne doit pas tromper sur les intentions et la pensée de l'écrivain. C'est moins la

dénonciation ou la révolte qu'il désigne — même si celles-ci sont présentes et animent son geste littéraire — que la volonté de construire une parole directement articulée sur son objet, d'en faire un objet de mémoire. Après mai 68, des intellectuels voulurent vivre l'expérience de l'usine. Le temps d'est plus aux « établis »; cela ne signifie pas qu'il n'y a plus rien à dire ou à faire, mais qu'un autre type d'approche est possible, nécessaire.

L'écriture est aussi une fabrication, un atelier. François Bon plie sa langue, ses mots et sa syntaxe, afin de parvenir à l'image concrète de ce lien de connivence entre l'homme et la machine. Lien douloureux, dissonnant, obligé. Lien que la culture doit nous parions rectifier mais que hors du travail de la littérature elle ne saurait exprimer. Bon, par ce travail précisément, par le souci de la langue, montre cette image, sa beauté farouche, reconstitue, au profit de l'homme, cette parole éclatée, perdue.

François Bon appartient à cette catégorie d'écrivains — et il faut citer, à côté de lui, partageant cette même exigence, Pierre Michaux ou Pierre Bergounioux — qui coçoit l'écriture comme moyen d'accès au réel, comme révélation et connaissance de ce cocon dur qui est au cœur de l'existence et de l'expérience humaine.

Patrick Kéchichian

(1) Ed. de Minuit.

AU FIL DES LECTURES CRITIQUES

par Michel Contat

Art et littérature

Ce livre, rassemblant en format de poche des études de théoriciens américains, italiens et polonais, et dont les publications originales s'étendent de 1954 à 1988, marque sans doute un tournant dans les études littéraires en France, un tournant vers la philosophie de l'art, dirait-on si l'on ne craignait d'être mal compris en se servant de cette expression par trop ancienne. Le parcours de Gérard Genette lui-même, de l'analyse structurelle à la narratologie, de la poétique à une interrogation fondamentale sur le statut de l'œuvre d'art trouve ici le dernier en date de ses jalons. Les textes de George Dickie (« Définir l'art »), Timothy Binkley (« Piece »), Nelson Goodman (« Quand y a-t-il art ? »), Kendall Walton (« Catégories de l'art »), Luis J. Prieto (« Le mythe de l'original »), Charles L. Stevenson (« Qu'est-ce qu'un poème ? »), Margaret Macdonald (« Le langage de la fiction ») et Michael Glawinski (« Sur le roman à la première personne ») ont été traduits, pour la plupart, dans la revue *Poétique* depuis 1978.

Ils ont en commun de relativiser les critères non pas d'appréciation mais de définition des œuvres d'art. Depuis le geste de Duchamp exposant et signant un porte-bouteilles ou un urinoir dans une galerie d'art, ou celui de Rauschenberg effaçant un dessin de De Kooning et l'exposant sous le titre *Dessin de De Kooning effacé*, la théorie de l'art ne peut plus ignorer qu'il n'y a d'œuvre, selon la formule de Genette, « qu'à la rencontre d'une intention et d'une attention ». Les conséquences de cette constatation philosophique ont, depuis longtemps, eu leurs effets dans le monde de l'art; elles n'ont certes pas encore agi sur la perception que la plupart d'entre nous ont de la littérature. C'est pourquoi l'on attend avec une certaine impatience, pour nourrir un débat actuellement languissant, l'ouvrage auquel on sait que travaille Genette et qui devrait s'appeler quelque chose comme *Quand y a-t-il littérature ?*

► Esthétique et poétique, textes réunis et présentés par Gérard Genette. Seuil, « Points Essais », 245 p., 45 F.

Hugo des profondeurs

De qui est cette citation : « Il y a dans l'homme un autre que l'homme, et cet autre est situé dans les profondeurs. En dedans, au-delà, plus haut, plus bas, ailleurs. Le dedans de l'homme est dehors. Qui oserait dire que notre conscience n'est que ça ? », Sartre, Lacan, Foucault ? Victor Hugo, dans un fragment appelé *Utilité du beau*, Jacques Seebacher, dans un grand hagiographe de ce temps, montrait, dès les années 60, combien l'esthétique et la politique d'Hugo étaient liées par ce qu'on appelle alors une « dialectique » et qui fut vécue, ensuite, comme une opposition entre structure et histoire, en quoi Jacques Seebacher voit « le Charybde et Scylla » de toute lecture.

La continuité de la recherche intellectuelle qu'il fait porter sur l'œuvre de Victor Hugo apparaît bien dans le rassemblement d'articles écrits au cours d'une période de plus de vingt-cinq ans. Elle est le quête méthodique et intuitive d'un sens par une plongée dans les archives et les manuscrits de la création hugolienne. Ce sont les « savants calculs » d'un écrivain pour qui pensée et forme ne se distinguent pas qui se trament dans les profondeurs de la genèse, et que la critique met au jour, avec l'intention de donner à comprendre « la rigoureuse égalité de génie, dans le cœur de la Sorbonne, entre la statue d'Hugo et celle de Pasteur ».

► Victor Hugo ou le calcul des profondeurs, de Jacques Seebacher. PUF, coll. « Écritures », 284 p., 215 F.

Histoire de chaires

L'Europe se construit sur l'axe franco-allemand. Que cela date d'avant le traité de Rome et se fasse malgré trois guerres entre les deux nations, les analystes des champs culturels ne s'en étonnent pas. Michel Espagne a choisi de montrer, par une histoire de la création des chaires de littérature étrangère au dix-neuvième siècle, comment se constitue un discours collectif institutionnel sur l'étranger à partir de la révolution de Juillet. Son point de vue méthodologique se résume bien dans cette formule : « Les cours sur l'Allemagne de Guillaume Alfred Heinrich [professeur à Lyon à partir de 1855] ou de Léon Boré [professeur à Besançon, puis à Dijon à partir de 1861] ont certes rencontré moins d'échos que les Burgues [Victor Hugo, 1843], pourtant ils reposent sur une familiarité beaucoup plus intense et ont engagé des individus, même fort peu nombreux, dans une approche exacte de la culture allemande. »

Autrement dit, il convient, comme dans l'historiographie moderne, de mettre en évidence, au besoin contre les médiations singulières (les « grands hommes »), une vie quotidienne de la pensée. La création des chaires de littératures étrangères et des instituts français (à Florence, puis à Madrid) correspond à la lente constitution d'une science de l'étranger qui va fonder les échanges culturels, principalement orientés sur l'Allemagne, à laquelle est emprunté le modèle philologique. L'ouvrage de Michel Espagne est une riche contribution à ce chapitre important de l'histoire des sciences humaines.

► Le paradigme de l'étranger, de Michel Espagne. Cerf, « Bibliothèque franco-allemande », 379 p., 185 F.

L'amour en toutes lettres

Première monographie consacrée à la Lettre d'amour, ce volume résulte d'un séminaire de recherche sur l'épistolaire qui s'est tenu à Paris-VII. « Cette lettre sera plus heureuse que moi, car elle couchera avec vous. Jugez si je lui porte envie », écrit Henri IV à la marquise de Verneuil, et c'est Bernard Bray, dans ses « Treize Propos sur la lettre d'amour » ouvrant le volume, qui cite ces mots royaux pour indiquer l'une des fonctions de l'épistole amoureuse : le fétichisme attaché au support lui-même. Le hardiesse verbale est plus forte à l'écrit qu'à l'oral, l'amour tel qu'il se couche sur le papier est différent de l'amour tel qu'il se parle, tel qu'il se vit.

L'écriture, c'est l'inscrire dans une stratégie : susciter une réponse favorable, attirer l'attention, séduire. « Je t'écris donc tu dois reconnaître que j'existe. » Formule implicite de l'écriture amoureuse procédant du narcissisme. Et puis échantillon, marchandage tragique, avec la mort ou le bout, ou l'éternité de la légende. Sans oublier la mise à distance de l'être aimé (spécificité de Kafka), qu'avait bien éclairée Vincent Kaufmann dans *Équivoque épistolaire* (Minuit, 1990). Dans la Lettre d'amour on trouve, notamment, des études sur les lettres luxurieuses de Joyce à Nora par J.-L. Houdebine), sur celles qu'adresse Henri Bayle à sa sœur Pauline, l'âme-sœur (par B. Diaz), sur celles, écrites dix ans plus tard, de Marina Tsvetaïeva à son éditeur Abraham Vichnik, pour qui elle a fiébrilement le bref temps où elle l'a « inventé », comme le religieuse son amant français des Lettres portugaises (C. Plétiel). Et, bien sûr, une étude sur les amants de Venise, Musset et Sand (par J.-L. Diaz) et ceux de Paris, Anatole Nin et Henry Miller (par G. Haroche-Bouzinac).

► La Lettre d'amour, textes réunis par José-Luis Diaz, revue Textuel (Paris 7) n° 24, dist. Distique, 200 p., 90 F.

Le micmac de la vie

MICMAC
de Philippe Rault.
Ed. de Bataillon,
154 p., 79 F.

Un voyageur, débarquant d'un autobus, au fond d'une vallée, s'installe comme locataire dans une maison. Il y arrive en pleine « embrouille » — celle d'un héritage à régler, d'un délicat partage des biens par un père qui n'arrive pas à trancher entre ses enfants. Ce pourrait être l'argument d'un roman naturaliste. Avec Philippe Rault c'est exactement l'inverse. Parce que, dans ce premier roman, l'histoire fait sans cesse des embardées, dérive ou échoue d'où elle risque de prendre vraiment corps; à cause du ton, occasion, incongru; du rythme crépitant du livre presque entièrement constitué de dialogues saisis au vol, coupés à contretemps et laissant en suspens l'énigme des situations, des caractères et parfois même l'identité des personnages.

Autour du locataire qui promène son placidité ahurie et finit par fermer les yeux sur une agitation apparemment sans fin ni raison, tous ceux qui gravitent dans la maison semblent courir à la recherche d'un rôle exact, dans l'ombre du frère et de la sœur, les futurs héritiers qui « vont être obligés de s'affronter, du moins d'essayer, comme on se monte soi-même par y croire ». Car on est au théâtre, tout est prêt à débiter dans la maison, comme si la recherche d'un rôle exact, dans l'ombre du frère et de la sœur, les futurs héritiers qui « vont être obligés de s'affronter, du moins d'essayer, comme on se monte soi-même par y croire ». Car on est au théâtre, tout est prêt à débiter dans la maison, comme si la recherche d'un rôle exact, dans l'ombre du frère et de la sœur, les futurs héritiers qui « vont être obligés de s'affronter, du moins d'essayer, comme on se monte soi-même par y croire ».

Pour Philippe Rault, c'est toujours la représentation qui l'emporte sur un réel douloureux, avec le personnage du peintre qui essaie de fixer, dans un tableau, les gestes de la comédie cupide afin d'en faire surgir une vérité et celui d'Anténoir, l'apprenti cinéaste qui, caméra au poing, filme les répliques familiales. Il est à l'image du romancier qui — jusqu'au départ du locataire dont la seule fonction a été de contribuer, à son insu, à défaire l'« embrouille » — réussit, par la virtuosité d'un style tournoyant, à transcrire le micmac de la vie.

J.-N. P.

Le père prodigue

Le Maroc, un père aventurier, un fils hostile :
Louis Gardel voyage avec aisance parmi les aléas du cœur

DAR BAROUT
de Louis Gardel.
Seuil, 344 p., 120 F.

La quête du père est un thème de plus en plus fréquent dans le roman français. Dans *Dar Barout*, Louis Gardel le traite à sa manière : épique, ample, fastueuse. La vie de Gabriel Loré — dont le narrateur, son fils, entreprend de reconstituer l'existence — est, en elle-même, un roman. Dès l'enfance, à la fin du dix-neuvième siècle, où il s'amusait en Camargue à défriser les taureaux, Gabriel est « présent sur la terre par le corps », ce qui donne au livre son poids de sensualité immédiate. Il y a en lui quelque chose de rebelle qui le fait sans cesse guerroyer contre son père avant de rompre avec lui. Son appétit du monde, son besoin d'y adhérer à chaque instant, l'entraînent au Maroc où, de Tanger au grand Sud, il se lance « au fil » dans plusieurs aventures, celle, notamment, qui consiste à acquiescer des territoires pour des hommes d'affaires.

Elles lui révèlent des « talents qu'il ne soupçonne pas en lui »; il découvre un terrain où « sa part sauvage peut se déployer et se révéler vertueuse ». Son besoin d'éblouissement, son aveuglement par choix, le poussent à vivre, avec ce mélange de délicatesse et de trivialité qui le caractérise, dans des passions amoureuses, d'abord avec Dorothy Beltram, cette « insurmontable » venue au Maroc pour délivrer les hommes de l'esclavage, puis Violette Vandenberg, qu'il enlève.

Mais Louis Gardel ne se borne pas à enchaîner les péripéties et donne à son personnage une fermeté lucide, une sorte de sagesse désinvolte. Si Gabriel Loré aime tant le Maroc, c'est parce qu'il en saisit intuitivement la loi temporelle : « Au Maroc, il y a l'instant et l'éternité; rien entre les deux. » Même s'il se dépouille de ses derniers vêtements et scrupules européens, il se garde des égarements sublimés et des métamorphoses naïves; il sait qu'il ne deviendra jamais marocain et se contente d'être un frère d'adoption, tel un Lawrence d'Arabie qui, dénué de narcissisme, ne chercherait pas à prendre le désert pour miroir. Car il n'a rien d'un grand, et bien qu'il joue, en compagnie du seigneur Mahieddine auquel le lie un « coup de foudre fraternel », au Robin des Bois de l'Atlas, il n'a

pas le goût de la possession et de la rapine.

Il souffre de ce que le Maroc cesse d'être un pays obole pour devenir une terre à vendre et, au moment de l'établissement du protectorat français par Lyauté, en 1912, refuse de se laisser entraîner par la fièvre patriotique. Il rejette cette éternelle fresque qui entoure « garder tendue en lui la corde du remède » et se retire à Dar Barout, dans ce Sud profond avec lequel il a toujours rêvé de se fonder.

Dans une deuxième partie, moins tumultueuse, plus apaisée et intimiste, Julien, le narrateur, se penche sur lui-même et analyse son rapport avec le mythe, resté longtemps négatif à ses yeux, de ce père qui l'a abandonné très tôt. S'il a choisi de devenir danseur, c'est par volonté de « s'éloigner de

ses origines » et désir d'opposer à l'épaisseur parfois brutale de son père la « légèreté de quelque chose qui retombe sans laisser de traces ». Mais il prend peu à peu conscience qu'il n'est pas différent de ce père longtemps haï, qu'il est fait de la même matière et que « continuer à le renier, c'est se nier lui-même ». Cette mutation de l'hostilité en curiosité tendant au mouvement le plus étonnant du livre, il y a de très belles scènes d'affection gauchie quand Julien, rejoignant son père à Dar Barout, constate, bouleversé, cette « symétrie qui les empêche de s'éloigner ». Si le roman de Gardel est aussi attachant, c'est que l'auteur réussit à concilier la fresque et l'intimité, la luxuriance du romanesque et l'étude plus fine et secrète des aléas du cœur.

Jean-Noël Pancrazi

Faust a vingt ans

Rajeunissant le mythe, Olivier Ikor le transforme en épopée paillarde

LA BALADE
DU LOUP-CERVIER
d'Olivier Ikor.
Robert Laffont, 300 p., 125 F.

Depuis que Johann Spies publia, en 1587, *Histoire du docteur Johann Faust*, très célèbre magicien, bien des visages ont été donnés au contemporain de Colomb, Erasme, Vinci, Paracelse et autres découvreurs en tous domaines. Sa légende plus connue que sa vie réelle, il s'offre aux romanciers comme un héros trop fréquent. On risque, en sacrifiant au fantastique, de s'enliser dans les variations sur le thème.

Olivier Ikor ne s'enlase pas. Plutôt que de recréer un énigme vieillissant retrouvant sa jeunesse, il crée un Faust dont les vingt ans ne doivent rien à personne. Le sien est un joyeux étudiant un peu naïf, compagnon de taverne de Copernic. « Las d'étudier dans les livres la pensée et la science des anciens », il rêve d'autres terres, d'autres mœurs, d'autres dieux. Être le premier à faire le tour du monde! En 1493, la mode en est. Bien sûr, avant de quitter l'Europe, il aura parcouru, Satana à son côté. Mais ici — trouville dont le roman ne manque

pas, — point de Méphisto la plume au chapeau. Multiple autant qu'imprécis, le Malin est et n'est pas Moncorbius, poète ivrogne; Elena, belle de Florence follement aimée; Pasolenti, évêque ancien truant « pionneur de garçons et de filles »; sans oublier le lynx qui prend la parole à la fin du récit, confirmant l'éternité du mythe. Autant de compagnons sur une route que jalonnent des amours et des morts et sur laquelle, entre deux brigandages, ne s'oublie pas la métaphysique.

Olivier Ikor prend, dans le roman, une place qui ne lui est guère disputée. Celle de l'épopée. Avec un esprit que Voltaire eût aimé, une paillarderie héritée de Rabelais, et un bonheur du mot bien personnel, il allie burlesque et drame pour traduire des espoirs et des peurs qui sont de tous les temps. S'échapper d'un monde qui a mal vieilli, aspirer à d'autres espaces pour de nouvelles terres espérées pures — « l'eau de vos fleuves est décidément infecte » — s'échapper d'un Ailleurs où le pauvre ne sera pas soumis à l'injustice et à la famine... ce jeune Faust, il est aussi dans nos rêves. Et avec grand talent, Ikor nous le rappelle.

Pierre-Robert Leclercq

Passions proustiennes

« *Albertine disparue* », version « première » et version « retrouvée » : une querelle sans fin

Pour en finir, ici, avec la controverse autour d'Albertine disparue, nous publions, après les points de vue de Jacqueline Hisset, de Giovanni Macchia et de Nathalie Mauriac, qui a édité, en 1987, chez Grasset, un *manuscrit* d'Albertine disparue, retrouvé en 1986 (le Monde des livres du 10 juillet 1992 et du 12 février 1993), la lettre d'un autre proustien, Jean Milly, qui estime détenir la clé de l'énigme. Lettre à laquelle Jacqueline Hisset répond.

Il est des erreurs qui ont la vie dure et sont maintenant avec une étrange persévérance. Dès la publication, par Giovanni Macchia, des articles du *Corriere della Sera* d'octobre 1991 assurant que l'Albertine disparue tronquée par Proust et retrouvée par Nathalie Mauriac était en réalité un extrait destiné aux *Œuvres complètes*, j'ai montré dans des articles spécialisés (*Bulletin Marcel Proust* de 1991 et *Revue d'histoire littéraire de la France*, numéro 2, 1992), puis dans l'introduction à mon édition intégrale d'Albertine disparue (Champion, 1992, p. 45-46) qu'une lecture un peu attentive de cette dactylographie corrigée par l'écrivain interdit cette hypothèse.

Mais le compte rendu que le Monde du 10 juillet 1992 a donné de cette édition sous la plume de Jacqueline Risset, pas plus que le volume aujourd'hui publié de G. Macchia, l'Ange de la nuit, ne tiennent compte de cette rectification, qu'ils ignorent totalement.

Puisque ces éminents critiques ont omis les vérifications nécessaires, je soumetts à vos lecteurs les observations suivantes, parfaitement contrôlables sur le microfilm déposé à la Bibliothèque nationale sous le numéro MF 3673 :

1) Proust a ajouté de sa main au début de la nouvelle *Albertine disparue* : « Ici commence Albertine disparue, suite du roman précédent la Prisonnière. » Nous lisons bien un « roman » et non un « extrait ».

2) A la fin de ce qu'il a conservé comme « premier chapitre », il a dicté à Cécile la note suivante, qu'il a biffée ensuite : « Fin d'Albertine disparue, ou si M. Gallimard aime mieux avoir un volume plus long, Fin de la première partie d'Albertine disparue. »

Le Portugal à Bordeaux

Le troisième Printemps portugais en Aquitaine, organisé par l'association Le monde autour du livre, qu'anime Sylviane Samboir, avec la participation de l'institut Camões, s'est tenu du 11 au 15 mai à Bordeaux. Pau, Périgueux, Méribac autour de deux écrivains vivants, Antonio Lobo Antunes et Agustina Bessa Luis, et de deux « classiques », Eça de Queiroz et Camilo Castelo Branco.

Antonio Lobo Antunes, psychiatre et romancier à l'écriture foisonnante, dont le dernier roman, *Traité des passions de l'âme*, vient de paraître, a parlé de son œuvre avec son éditeur Christian Bourgois et l'une de ses traductrices, Michèle Giudicelli. Agustina Bessa Luis, auteur de *la Sibylle* (Gallimard), a lu un texte très personnel et éclairant sur le grand écrivain romantique Camilo Castelo Branco.

Signalons qu'à l'enseigne de l'Ecampette l'association bordelaise ALPHAService (1) a entrepris l'édition des poètes portugais les plus marquants : Nuno Judice et Al Berto sont les deux premiers auteurs retenus et publiés, dans une traduction française due à Michel Chandeigne. La même maison d'édition propose, avec la fondation Gulbenkian, un excellent *Voyage dans un siècle de littérature portugaise*, de Nuno Judice.

(1) 8, rue Porte-Basse, 33000 Bordeaux. L'association, en collaboration avec la fondation Gulbenkian, édite également un bulletin, *Lire le Portugal*, qui paraît trois fois par an (abonnement annuel : 50 F).

nue. M. Gallimard, éditeur de la NRF, n'est pas M. Duvernois, directeur des *Œuvres complètes*. Et il s'agit, de plus d'un « volume ».

3) Si Proust avait eu l'intention de faire ce prétendu extrait, il aurait, comme pour les deux précédents, changé le titre au préalable. Or il ne l'a pas fait.

4) Comment le deuxième chapitre, sur Vanise, aurait-il pu faire partie du « roman d'Albertine » projeté par les *Œuvres complètes*, puisqu'il ne comporte plus de trace d'Albertine, déjà morte, et que Proust n'avait songé à ce « roman » que « jusqu'à la mort » de la jeune fille ?

5) Si la dactylographie tronquée était l'extrait prétendu, quelle sera la dactylographie authentique, puisque l'autre dactylographie existante ne présente pas une seule correction de la main de Proust ?

Il est donc impossible, quel que soit le talent de G. Macchia, et il est grand, d'accepter son hypothèse.

J'en propose, avec prudence, une autre, appuyée sur ce qu'on sait maintenant des derniers jours de Proust et sur les différences matérielles de son écriture et de celle de ses auxiliaires dans le même document ; il y a là, en effet, de toute évidence, plusieurs strates chronologiques. L'écrivain n'a pu consacrer à la révision d'Albertine disparue que les intervalles laissés par la maladie entre le 7 et le 17 novembre 1922, soit très peu de temps. La dactylographie se présentait alors avec seulement deux de ses parties ayant subi une révision antérieure : le début, avec la modification concernant le lieu de la mort d'Albertine, et l'épisode de Venise, que plusieurs indices font percevoir comme préparé pour devenir un extrait destiné à la NRF (et non aux *Œuvres complètes*). Proust, trop malade pour entreprendre une révision de l'ensem-

ble, et à plus forte raison de grands remaniements, se limita, devant la crainte d'une mort imminente, à faire de ces deux parties à demi préparées, quoique incohérentes entre elles, deux chapitres pour la suite de la *Prisonnière*, et fit biffer tout le reste dans l'attente d'une reprise de son travail par lui-même ou, au pire, par l'éditeur.

Hypothèse moins romanesque peut-être, mais qui tient compte de tous les faits actuellement disponibles (en littérature aussi, les faits sont têtus), et laisse bien entendre place aux spéculations ultérieures sur la forme qu'aurait pu prendre cette *Recherche* inachevée.

(Il ne s'agit en aucun cas d'ignorer les interventions de Jean Milly. On peut toutefois répondre ainsi à ses questions techniques, et en faveur de l'hypothèse de Giovanni Macchia :

1) Il est difficile de donner valeur de preuve à une note : a) dictée à Cécile dans les derniers jours de sa vie par un Proust malade, b) à la main d'ailleurs, c) biffée entièrement par l'auteur. Pourquoi, de fait, employer le mot « fin » à propos d'un « volume » qui ne dépassait pas soixante-dix pages de texte imprimé ? d) jamais Proust n'appellait Gaston Gallimard « Monsieur ».

2) Un écrivain si intrinsèque, qui n'avait pas consulté son éditeur pour éliminer deux ou trois chapitres de texte, lui aurait-il dicté la chute de la longue dédicace d'Albertine disparue ?

3) Le titre du troisième extrait pour les *Œuvres complètes* n'était pas encore fixé — peut-être pas encore fixé — en novembre 1922. Mais l'intention de le publier se trouve clairement exprimée, à plusieurs reprises, dans la correspondance avec Jacques Rivière et Gaston Gallimard. De plus, Proust, dans une lettre à Jacques Rivière du 12 juillet 1921, Proust déclarait : « Tout mon roman avec Albertine, jusqu'à la mort de celle-ci, pourrait très bien paraître en roman (en beaucoup de volumes) sous le titre de *Albertine disparue*. » Et à Louis Hergemont, en mai 1922, il déclarait la structure du prochain volume de la *Recherche* — structure bien différente de celle de la dactylographie tronquée : « *Deuxième partie. Octave aura épousé un noble, sa fille deviendra proche parente des Guermantes. La dernière étape de la vie est celle de la solitude du narrateur à Venise et de son retour à l'indifférence.* » — J. R.

EN POCHE

Poètes ouverts sur le monde

Il y a des poètes qui écrivent comme on ferma une porte, pour retenir ce qu'ils peuvent du monde et l'enfermer derrière les murs, plus ou moins transparents, de leurs poèmes. Lecteur, on regarde ce qui se montre et, en même temps, se refuse, se renferme. La poésie de Lorand Gaspar répond à une définition exactement inverse. Pas plus que la monde n'est un spectacle ou l'objet d'une contemplation, esthétique, la poésie n'est, chez lui, une telle fermeture.

Les lieux, les paysages sont aimés et nommés par Lorand Gaspar pour s'ouvrir au regard comme à leur passé. « Ici, les hommes donnent un nom à ce qui sombre du visage dans l'indifférence du jour. » Dans le « mystère des crépuscules de Judée », sur les bords de la mer Rouge ou du Jourdain, à Patmos, citant Parménide, Eschyle ou saint Jean, il consigne sur des « feuilles d'observation » cette parole attentive, amoureuse, soucieuse de l'homme — celui là jadis qui laisse quelque trace de son passage, aussi bien que le pêcheur à sa tâche, ou encore le poète et ami dont il garde, vivante, la mémoire. Également attentif, « *épromeneur tour à tour (ou ensemble) nuageux, curieux, inquiet, hilaré, furibond, tendre, ahuri* », Jacques Réda, s'il va quelquefois aux mirabelles (*Aller aux mirabelles*, Gallimard, 1991), aime surtout les paysages urbains. Il connaît ainsi admirablement ceux de Paris. Et notamment ses portes et ses garages. Les premières se passent, comme en rêve, à pied ou à vélo. Les secondes peuvent mener beaucoup plus loin, jusqu'à Châteauneuf-Malabry, Saint-Ouen, ou une pâtisserie viennoise. Jacques Réda publie, en 1977, ses premières proses, sous le titre *les Ruines de Paris*.

P. K.

► *Égée Judée*, de Lorand Gaspar, Poésie-Gallimard, 198 p.
► *Les Ruines de Paris*, de Jacques Réda, Poésie-Gallimard, 174 p.

► *Les Réflexions sur la poésie*, de Paul Claudel, paraissent en collection « Folio essai » (n° 214). L'ouvrage regroupe, outre un choix de commentaires sur des poètes comme Dante ou Melhermé, deux textes sur le vers français et sur l'inspiration poétique.

► *Inondées de lumière et flambant d'amour, les Poésies*, de saint Jean de la Croix, sont publiées dans la collection « GF-Flammarion », en version bilingue traduite par Benoît Lavaud (n° 719). Les vers de ce grand mystique sont présentés par Bernard Sesé.

► La « Petite Bibliothèque Rivages poètes » présente la *Théogonie*, d'Hésiode, traduite du grec par Anna Bonafé (n° 83). Ce poème, qui éclaire la pensée mythique des Grecs, est précédé d'un essai de Jean-Pierre Varnant intitulé « Genèse du monde, naissance des dieux, royauté céleste ».

► La collection « Orphée » des éditions La Différence propose une abondante livraison de

EN BREF

► Prix littéraires. — Le trente et unième prix Roger Nimier, présidé par François Mitterrand, a été décerné à Dominique Muller pour son roman *C'était le paradis*, publié au Seuil. Doté de 30 000 francs, le prix Roger Nimier, créé à la mort de l'écrivain en 1962, récompense « un jeune auteur dont la plume, l'esprit et l'œuvre se situent dans la lignée du mouvement littéraire auquel le *Russard bleu* a donné son nom ». Par ailleurs, le prix Hermès a été décerné à Patrick Klein pour son premier roman, *le Balcon de Guajamiri*, édité au Seuil. Ce prix, créé en 1961, à l'École supérieure de commerce de Paris, par Jean-Claude Lattès, est remis par un jury composé de quatre étudiants et d'écrivains lauréats de grands prix littéraires de l'année. Enfin, Michel Lederer a reçu le prix Maurice-Edgar Coindreau pour sa traduction de *l'Hiver dans le sang*, de James Welch, paru chez Albin Michel, et d'Ange, de Harold Brodkey, publié chez Grasset.

► Les prix WIZO. — Le prix WIZO, décerné par la Fédération française de l'organisation internationale des femmes sionistes, qui couronne, chaque année, un ouvrage d'intérêt juif écrit par un auteur français (depuis 1978) et un ouvrage traduit de l'hébreu (depuis 1986), a été décerné, pour le prix français, aux *Enfants cachés*, de Raphaël Delpard (Jean-Claude Lattès), et pour le prix hébreu, à *Monsieur Mani*, d'Abraham B. Yehosbus (Calmann-Lévy).

Les lauréats, ainsi que soixante écrivains, dédicaceront leurs livres lors de la Fête du livre de la WIZO, le 10 juin, dans les salons de l'Hôtel George-V à Paris.

► Rectificatif. — La rencontre avec Serge Doubrovsky, organisée dans le cadre du séminaire sur « Le biographique » à la villa Gillet de Lyon, aura eu lieu le 25 mai, comme nous l'annoncions dans « Le Monde des livres » du 7 mai, mais le 3 juin à 20 h 30 (25, rue Chazière, Lyon-4, tél. 78-27-02-48).

L'utopie américaine

Gordon S. Wood, qui vient d'obtenir un prix Pulitzer, montre ce qu'eût d'inouï le rêve des pères fondateurs. Et comment ils déchantèrent

THE RADICALISM OF THE AMERICAN REVOLUTION

de Gordon S. Wood.
Alfred A. Knopf, 447 p., 27,5 dollars.

Gordon S. Wood est un auteur rare. On ne lui devait jusqu'ici qu'un seul livre, la *Création de la République américaine* (1969). Un livre si éclairant qu'on se demande pourquoi il a fallu attendre vingt ans pour qu'il voie le jour en français (1). Depuis, ce professeur d'histoire à la Brown University (Rhode Island) a publié un autre ouvrage, salué par la *New York Times Book Review* comme « l'étude la plus importante parue depuis vingt ans sur la révolution américaine ». Cet ouvrage, *The radicalism of the American Revolution*, vient de recevoir le prix Pulitzer. Sans attendre son éventuelle traduction en français, qui peut tarder, il est intéressant de savoir ce que l'auteur a découvert de neuf sur les événements de 1776, sur l'idéologie des pères fondateurs et sur l'avenir d'une révolution qui fut, quoiqu'il prétende, moins radicale qu'utopique.

Ce livre repose sur l'affirmation répétée selon laquelle la révolution américaine fut aussi absolue, dans son essence et ses effets, que celles de 1789 ou de 1917. Ce n'est pas, écrit Gordon S. Wood, parce que Washington ou Thomas Jefferson préféraient les discours à la violence qu'ils ne furent pas d'authentiques révolutionnaires tels Robespierre ou Lénine.

La différence des révolutions française et soviétique qui enflammèrent l'imaginaire des peuples, la révolution américaine ne s'est pas exportée. Sans doute, est-ce pour cette raison qu'elle a été injustement considérée. Il

serait temps, suggère Gordon S. Wood, de la réhabiliter alors que l'histoire a disqualifié la révolution d'octobre et affadi le message à prétention universaliste de la Révolution française. Tel est le non-dit de ce livre, qui explique, pour une part, son succès aux États-Unis.

Avec une limpidité rare, celle d'un savoir exhaustif subtilement maîtrisé, Gordon S. Wood montre ce qu'avait d'arrière la société américaine du début du dix-huitième siècle. Hiérarchisée à l'extrême, reposant sur le clientélisme et le droit d'aînesse, elle semble rétrospectivement plus figée encore dans ses profondeurs que la mère-patrie, l'Angleterre. En même temps, et sur ce point Gordon S. Wood doit relativiser sa thèse sur la radicalité des événements qui vont suivre, les colons d'Amérique du Nord sont mûrs pour le changement : la société n'est pas tenace en main, comme elle l'est en Angleterre, par une aristocratie, ici pratiquement inexistante ; le pouvoir de la couronne, trop lointain, est moins bien supporté qu'il ne l'est en Angleterre par les autorités locales ; l'afflux massif d'immigrants bouleverse structures et habitudes.

L'exaltation des vertus antiques

C'est sur ce terrain socialement mouvant et riche d'aspirations nouvelles que surgit une utopie que, faite de mieux sans doute, Gordon S. Wood nomme « républicanisme ». A la suite d'un autre universitaire américain, Bernard Baylin (2), il avait montré, en 1969, de quelle dette les pères fondateurs étaient redevables, idéologiquement parlant, à la Grèce et à la Rome antiques. Dans ce nouvel ouvrage, cette dette est systématisée. A l'image

de leurs lointains inspirateurs, les révolutionnaires américains, souligne Gordon S. Wood, croient en une société qui serait gouvernée par des gentlemen, désignés pour cette tâche, non par la naissance, mais pour leur « intégrité, leur vertu et leur désintéressement ».

Las, la révolution américaine prit rapidement un autre cours. Dès 1787, rappelle Gordon S. Wood, James Madison, dans un article fameux du *Fédéraliste*, juge inévitable l'affrontement dans une société, faite d'« intérêts publics », entre « intérêts capitalistes » opposés. Et d'assigner, triplement, à une « législation moderne », non l'adhésion aux vertus antiques mais le « règlement de cette multitude d'intérêts » (3). An crépuscule de son existence, en 1825, Jefferson ne pouvait que se lamenter : « Tout, tout est mort. » Sous-entendu : de la société dont lui et d'autres avaient rêvé.

Gordon S. Wood n'est pas loin d'exprimer les mêmes regrets. Nostalgique, croit-on deviner, de cette société idéale, il est obligé de constater que, très vite, l'Amérique naissante devint ce qu'elle est aujourd'hui : dure au travail certes, mais obsédée par l'argent et l'inégalité. Au moins ne devra-t-elle pas ses enfants, contrairement à la Révolution française et à la révolution soviétique. Elle reste aujourd'hui, par contraste, une référence forte. Son livre le démontre excellentement.

Bertrand Le Genère

(1) Editions Belin, 1991, coll. « Littérature et politique », dirigée par Claude Lefort. Philippe Raynaud a rendu compte de cet ouvrage dans « Le Monde des livres » du 6 mai 1992.

(2) *The Ideological Origins of the American Revolution*, de Bernard Baylin, Harvard University Press, 1967.

(3) *Le Fédéraliste*, d'Alexander Hamilton, John Jay et James Madison, Economica, 1988.

Autres parutions

► L'École des héros. West Point 66, de Rick Atkinson. — Journaliste au *Washington Post*, Rick Atkinson a reçu un prix Pulitzer en 1982 pour une série de « papiers » consacrés aux cadets de l'académie militaire de West Point, promotion 1966, l'une de celles à avoir payé le plus cher l'engagement des États-Unis au Vietnam. Son livre prolonge et développe cette enquête sur les faits et gestes, les racines et le devenir d'une cohorte d'Américains malmenés (floués ?) par l'histoire. L'idée est excellente et le résultat éloquent. On ne retire pas facilement les *Nus et les Morts*, de Norman Mailer. (Traduit de l'anglais — États-Unis — par René Ponthus, Plon, 456 p., 160 F.)

► Le XXI^e siècle sera américain. — Le XXI^e siècle sera-t-il « américain », comme l'affirme Alfredo Valladao ? Il y a quelques temps, le magazine *Time* prédisait à sa « une » qu'il serait plutôt chinois. Au-delà de ces raccourcis réducteurs, la démonstration de l'auteur, maître de conférences à Science-Po, essayiste et journaliste sous le nom de plume de Carlos de Serego, est plutôt intéressante. Elle s'inscrit en faux contre une autre thèse en vogue sur l'inéluctable déclin de la puissance américaine. « Le XXI^e siècle sera américain », croit-il savoir, simplement parce que l'Amérique possède seule les trois attributs de la puissance : militaire, économique, culturel. (La Découverte, coll. « Cahiers libres/Essais », 264 p., 125 F.)

► La Bannière étoilée. Voyage sur les traces de Tocqueville, de Pascal Dupont. — Journaliste indépendant, pour *Actuel* en particulier, Pascal Dupont a refait, cent cinquante ans après, le voyage que Tocqueville, l'auteur souvent réexploité de la *Démocratie en Amérique*, entreprit aux États-Unis. Son long reportage, de Boston à Orlando via Detroit et le Kentucky, nous mène hors des sentiers battus, dans « l'arrière-cour du mythe américain ». Un livre brillant et modeste malgré l'invocation répétée d'un patronage écrasant. (Seuil, coll. « L'œuvre des faits », 312 p., 130 F.)

► L'Amérique de Clinton, de Nicole Bernheim. — Ancienne journaliste au *Monde*, dont elle fut, ootamment, la correspondante à New-York, Nicole Bernheim avait salué d'un livre grinçant « les années Reagan » (Stock, 1984). L'Amérique de Clinton lui semble nettement mieux partie en dépit des fléaux dont elle se fait, d'une plume alerte, le clairvoyant tabellion : violences, intégrités, dislocation de la cellule familiale, échec du système éducatif, sida, etc. (Lieu commun, 288 p., 130 F.)

► Le Cow-Boy et le Pasteur ou les États-Unis après la guerre du Golfe, de Didier Destremau. — Diplômé de carrière, Didier Destremau a passé quatre années à La Nouvelle-Orléans comme consul général. Son livre est celui d'un honnête homme qui a l'œil aigu. Ses descriptions des us et coutumes des Américains, de leurs tics et de leurs manies valent beaucoup mieux que de savantes théories. Comment parler intelligemment des États-Unis aujourd'hui ? En sachant regarder autour de soi. Ce diplomate aurait fait un excellent reporter. (Ed. Hermès, coll. « Reportage », 290 p., 115 F.)

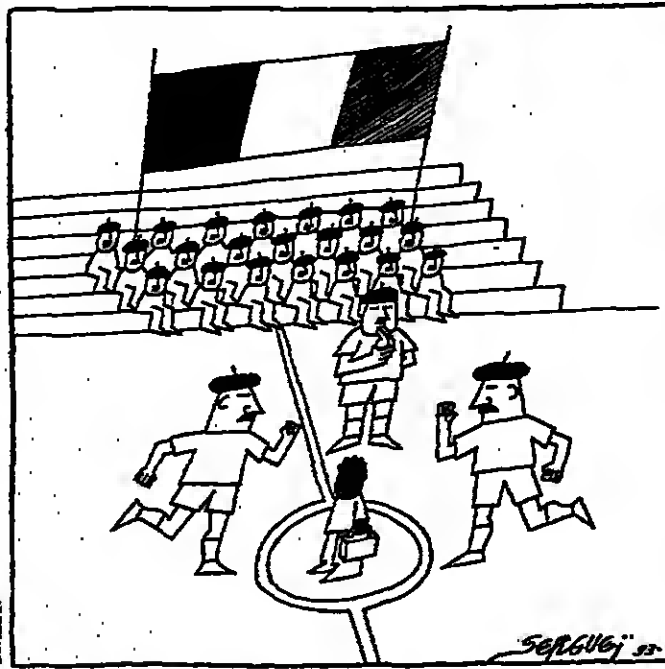
► Les Noirs américains. Généalogie d'une exclusion, de Philippe Paraire. — Enseignant et essayiste, Philippe Paraire est persuadé que le sort infligé aux vingt-cinq millions de Noirs américains « représente un danger d'explosion considérable ». En attendant que de nouvelles émeutes urbaines lui donnent ou non raison, à Los Angeles ou ailleurs, il se fait l'archéologue d'une ségrégation qu'il date du génocide indien. « Les Blancs des États-Unis continuent de se bercer d'illusions égoïstes », commente-t-il, alors qu'en réalité « la barrière des couleurs s'élève sans cesse ». (Hachette, coll. « Pluriel Intervention », 240 p., 95 F.)

B. L. G.

LE MONDE DES LIVRES

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux

Le roi des chauvins



Lumières ont en effet, nous dit-il, mis la charrette à l'honneur et exalté les vertus civiques et militaires des laboureurs, si moraux et si pugnaces face aux bergers volages : Sparte, Caton l'Ancien, Cincinnatus et les *Agriolatries* sont toujours à portée de main pour conforter l'argumentaire de cette innocence si courageuse. Toute la Révolution embobine le pays : seule une agriculture offensive, passent ses tentes, de Mirabeau à Babeuf en passant par Saint-Just, peut donner à la nation un corps, un tempérament et des « mœurs », loin de la ville impure et émolleuse. Il suffit donc que Napoléon fasse exécuter quelques tentatives — « vertueuses » — de colonisation agricole : exemplaires par ses soldats, pour que le laboureur se militarise. La conquête de l'Algérie fera le

reste après 1830, grâce tout particulièrement au père Bugeaud, sabreur d'Arabes, puis fondateur, en Périgord, des comités agricoles. Cette « *hygiène en culotte de peau* » était donc fortement interiorisée dans la France du début du XIX^e siècle et passait même dans les utopies communautaires les plus radicales et les dissensions quand le canular Chauvin fut lancé. Notre militaire fictif ratifia alors sans peine aucune la mise agricole.

S'ensuivit, sous Louis-Philippe, une pédagogie du chauvinisme, à l'élaboration de laquelle, selon Puyrège, de grands historiens comme Michelet, avec *Le Peuple*, publié en 1846, participèrent très volontiers. On ne suivait pas toute sa démonstration, qui ignore par trop que le peuple micheliste est

un mélange indistinct de terre, d'échoppe et de boutique, aussi urbain que rural. Mais son repérage des progrès d'une éducation patriotique très exaltée est excellent. On n'oubliera pas de sitôt son portrait du colonel Amoros, une baderne hispanique et sympathique, qui finit à Joinville en « gymnasiarque » à l'antique et fut ainsi l'ancêtre des « bataillons scolaires » du temps de Jules Ferry. Et pas davantage sa description des manuels scolaires, des associations philanthropiques, des canaux si divers qui contribuèrent à faire du soldat laboureur un soldat instituteur au retour de campagne, un rustique docteur des âmes — si bien croqué dans le *Médecin de campagne* par Balzac — prêchant l'émulation sociale et la morale obligatoire. Un déluge d'images pieuses, très lié à la diffusion de la légende napoléonienne dans les villages, puis la vertueuse révolution de 1848 accélèrent l'évolution en armant et donnant la parole au peuple des laboureurs. Une France de paysans qui ont dompté la glèbe et conquis les moissons a retrouvé ainsi, chauvine, sa vocation d'éveilleuse par le soc et l'épée.

Q'EST-CE donc, au bout du compte, que le chauvinisme ? Incontestablement, un « degré zéro » du nationalisme français. On le retrouve, intact, chez Gambetta, Déroulede ou Méline, puis chez le Barrès de la terre et des morts et même sur l'étal d'un Poujade. C'est aussi un mépris et une haine de l'étranger, surtout quand il était anglais. Pis : il a activé, après les humiliations de 1815, une xénophobie qui a bientôt nourri, à gauche, depuis Toussend et dès avant Drumont, la haine du juif, « empêcheur de laboureur en royaume », apatride, démissionnaire et vil. Le chauvinisme est donc l'échec de ce nationalisme instinctif et brutal, fermement populiste et toujours teinté d'antisémitisme, que l'his-

torien Zeev Sternhell a rencontré à la fin du XIX^e siècle et qui, via Vichy, survit aujourd'hui au Front national. Par ce biais-là, Chauvin, né chez des libéraux, symbole « romain » et révolutionnaire, a été récupéré par les droites extrêmes, « sans pour autant désertir son camp d'origine ». Il est, par conséquent, au point de départ de bien des équivoques françaises. Un dessin de Charlet montrant deux anciens séparant des recrues prêtes à en venir aux mains était sous-titré en 1824 : « Nous sommes tous français, Chauvin, l'affaire peut s'arranger. » Hélas ! Ce chauvinisme proverbial qui rêvait de réconciliation nationale a nourri les haines franco-françaises.

Parce qu'il était si déferent envers les vertus paysannes du nombre, il fut pourtant un de nos mythes fondateurs, entretenant la « *conduite grégaire idéale d'une société érigeant sa masse en absolu* », ajoute justement Puyrège. Mais on ne le suivra pas quand il en conclut qu'il s'agit d'un « fantasme majeur du stalinisme français en formation, [qui] proclame au fond des campagnes la parenté profonde de l'Etat-nation et du totalitarisme » : pour qu'il y ait totalitarisme, il faut bien, quelque part, un bon brin d'idéologie, domaine devant lequel le brave Chauvin était très désarmé.

D'autant que notre historien feint d'ignorer qu'à la même époque d'autres idéaux étaient à l'œuvre dans la France profonde, qui combattaient victorieusement le chauvinisme. Ce soldat laboureur si parisien, si lié aux ailes de la légende napoléonienne, n'a pas séduit quelques autres robustes piocheurs de terre. On s'en convaincra à la lecture d'un bel exemple d'a-chauvinisme : la sage savante et alerte du vigneron citoyen de Bourgogne que nous donne Pierre Goujon (1). Là, à coups de sociabilité bien entretenue par une bourgeoisie rurale aux idées larges, une jeune épouse a grandi à l'écart du tapage chauvin : la démocratie du suffrage et de l'entraide ; celle qui a appris, verre en main, à ne pas trop haïr.

(1) Le vigneron citoyen. Méconnais et Chalonnières (1848-1914). Editions du comité des travaux historiques et scientifiques, 325 p., 220 F.

Balkans au présent

On réédite un livre de Jacques Ancel écrit en 1930. Et toujours d'actualité...

PEUPLES ET NATIONS DES BALKANS

de Jacques Ancel.
Préface de Pierre George.
Comité des travaux historiques et scientifiques
(1, rue d'Ulm, 75005 Paris),
220 p., 75 F.

Une réédition très opportune. Alors que la guerre fait rage en Bosnie-Herzégovine, que se posent avec acuité les questions de la Macédoine et du Kosovo, les éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques ont l'excellente initiative de présenter à notre lecture un petit livre vieux de plus de soixante ans. *Peuples et nations des Balkans*, de Jacques Ancel, a, en effet, été écrit en 1930 (1). La jeune Yougoslavie sortait à peine des limbes et les autres Etats des Balkans venaient tout juste de prendre leur forme moderne à l'issue des traités mettant fin à la première guerre mondiale. Ancel décrit avec précision un univers extraordinairement complexe, une nature morcelée et contrainte, des peuples étroitement imbriqués parfois sur les mêmes espaces, des influences opposées, celles de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, enfin le vieux héritage historique des deux empires effacés, l'Empire ottoman et l'Empire austro-hongrois. Toutes ces pages semblent écrites pour notre présent le plus immédiat.

Mais le livre est peut-être plus intéressant encore par le décalage historique qu'il révèle entre cette écriture de 1930 et l'actualité de 1993. Jacques Ancel insiste sur les « genres de vie », notion fondamentale de la géographie française à l'époque. Sous-jacente à ses analyses, une thèse s'affirme peu à peu jusqu'à la conclusion. Les Etats, les frontières et même les nationalités lui apparaissent

artificiels, au regard d'une réelle « unité de civilisation terrienne et démocratique » fondée sur le paysannat : « Ainsi partout s'impose en roi le paysan balkanique. Roi sur sa terre, il veut être aussi le roi de l'Etat. »

Les géographes français se sont toujours intéressés de près aux Balkans. Au début du siècle, de Martenne écrivait une thèse classique sur la Valachie. Cvijic, le grand géographe yougoslave de l'entre-deux-guerres, était un familier de l'école française. Les leçons de Vidal de La Blache pouvaient s'appliquer à merveille dans l'imbricatio et les singularités multiples de la géographie des Balkans. L'éclatement de la Yougoslavie rend de nouveau très actuels tous ces textes, particulièrement ceux d'Ancel.

Pourtant, peut-on encore parler du paysan balkanique « roi sur sa terre » après les épreuves de la seconde guerre mondiale, après plus de quarante ans de communisme, sauf en Grèce, après l'industrialisation, l'urbanisation, d'extraordinaires transformations sociales, la révolution démocratique des dernières années... ? L'actualité donne deux fois raison à Jacques Ancel. On peut rapprocher son livre d'études plus contemporaines, comme celles d'un des derniers numéros d'*Hérodote*, consacré à « La question serbe » (2) : il n'en souffre pas.

En dépit de tous les bouleversements économiques, sociaux et politiques, un étonnant continuum d'oppositions séculaires traverse cette géographie des Serbes, des Croates et des Musulmans, peut-être bien avec une exaspération croissante, lorsqu'un droit supérieur ne s'impose, à la mesure de notre siècle utopique et sanglant.

Armand Frémont

(1) Il fut édité à l'époque par les éditions Armand Colin.
(2) Quatrième trimestre 1992.

CHAUVIN
LE SOLDAT LABOUREUR
Contribution à l'étude
des nationalismes
de Gérard de Puyrège.
Gallimard, « Bibliothèque
des histoires », 293 p., 150 F.

L'ÉNINE, jadis, méprisait souverainement le « social-chauvinisme ». Des féministes américaines, aujourd'hui, dénoncent sans relâche le *male chauvinist pig*. Voilà deux exemples entre mille qui prouvent que les mots « chauvin » et « chauvinisme » ont fait le tour du monde et ont été d'assez bons articles d'exportation. Ils appartiennent néanmoins en propre aux fiers Gaulois, et à l'heure où ceux-ci méditent sur leur définition de la nationalité, il n'est certes pas inutile de leur rappeler qu'il y a quelque part, aux origines, dès le XIX^e siècle, un prêtre fondateur de leur identité. C'est bien ce que veut leur dire un honorable, agile et un tantinet sarcastique citoyen de Genève, Gérard de Puyrège. Très à l'aise dans son habit d'historien de bonne coupe, maniant l'adjectif vengeur, il provoque son lecteur franchouillard avec cette assurance morale que vous donne, à l'usage, la propriété légendaire des salles de bains helvétiques. Son livre espère donc certains porteurs de béret basque. Mais il est si bien tourné, si drôle, si utile qu'on passera volontiers sur la trop bonne moralité de son auteur.

« *J'ai été Français, j'ai été chauvin, j'ai été sur l'Écluse* », hurle le héros d'un vaudeville de 1831, la *Cocarde tricolore*, applaudi à Paris peu après la prise d'Alger, et qui fut, avec une autre pièce tout aussi adulée dix ans plus tôt, le *Soldat laboureur*, à l'origine directe de cette mythologie orgueilleuse et susceptible que Puyrège traite avec tant de délectation. Son héros éponyme, nous disent Arago et même Pierre Larousse, est le soldat Nicolas Chauvin, un roquetier, engagé à dix-huit ans, héros des guerres de la Révolution et de l'Empire, décrit par Méville et, toujours par devant, puis décoré de la Légion d'honneur avant d'aller reposer en terre de France. A la suite de laquelle, campagne de propagande

CE dernier thème, si fécond en France jusqu'aux éloges du maréchal Pétain, est fort bien disséqué par Gérard de Puyrège. Il l'installe même au cœur de son analyse du mythe. Du Télémaque de Fénelon à Rousseau, les

Dubcek, un « homme quelconque »

Avant de mourir, le principal acteur du « printemps de Prague » eut le temps d'enregistrer son autobiographie. Portrait par lui-même d'un honnête homme

ALEXANDRE DUBCEK : C'EST L'ESPOIR QUI MEURT EN DERNIER

(Alexandre Dubcek :
Hélas des larmes)
Autobiographie réécrite
par Jiri Hochman.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Denise Meunier,
Payot, 450 p., 150 F.

Qui aurait osé parier une couronne, à la fin des années 60, sur l'avenir d'Alexandre Dubcek, ce nain égaré au pouvoir puis jeté dans la fosse aux lions ? Eh bien, le plus exposé, le plus fragile des grands acteurs du « printemps de Prague » fut le seul en mesure de revenir sur le devant de la scène lorsque entra en agonie l'empire qui le persécutait. Pendant vingt ans, il avait été réduit au rang de « non-personne ». Puis, ayant abandonné depuis longtemps le communisme pour retrouver la social-démocratie, il reprit sa place à la présidence du Parlement. Sa mort, le 7 novembre 1992, des suites d'un accident d'automobile, a mis le point final à la carrière d'un homme hors du commun parce que, parvenu aux plus hauts postes, il eut la singularité de rester un « homme quelconque ». Son premier passage en affaires est depuis longtemps entré dans l'histoire. Le second lui donna la possibilité de conter sa propre histoire. Jiri Hochman a écouté et traduit en style écrit ses propos.

A quelques mois près, Dubcek aurait pu naître citoyen des Etats-Unis, où ses parents s'étaient installés. Ils avaient pris la nationalité américaine, et c'est à Chicago qu'ils conçurent ce futur Alexandre, mais ils revinrent avant l'accouchement dans la Slovaquie de leurs origines. Ils n'y restèrent que trois ans et, avec d'autres, partirent en Russie pour

construire le socialisme. Cette « colonie » fut installée en Kirghizie. Après avoir failli être américain, Dubcek aurait donc pu devenir soviétique. Mais la famille, bientôt disséminée, regagna la Tchécoslovaquie aux approches de la guerre.

Dans cette suite de confidences, il dit ce qu'il se souvient, depuis l'enfance en Asie centrale jusqu'à la « révolution de velours » en passant par la guerre, la montée dans la nomenclature, le rêve du « socialisme à visage humain », la chute, l'exil, la vie sous surveillance pendant deux décennies. Le lecteur retiendra surtout les treize chapitres qui portent sur la période 1967-1969, avec l'été crucial de 1968.

Sur le fond, ce récit ne nous apprend pas grand-chose. Les événements tels que les vécus l'auteur principal se sont bien déroulés de la manière rapportée à l'époque par Michel Talm, dans *Le Monde*, et d'autres correspondants de la presse internationale. Mais, dans le détail et dans le jugement qu'il porte sur les hommes, l'autobiographie nous instruit et nous amène à corriger des idées admises.

A la fin de juillet 1968, les bureaux politiques des PC tchécoslovaques et soviétiques se réunirent. Où ? Dubcek avait proposé la ville slovaque de Kosice. Brejnev avait refusé et demandé que



la réunion ait lieu à la gare-frontière de Giernia. Dubcek ajoute : « Je dis à Brejnev que je n'étais pas sûr de pouvoir trouver l'hébergement approprié dans un si petit endroit. A quoi il me répondit que cela n'avait pas d'importance, qu'ils viendraient avec leur propre train. Je me dis : « Seigneur, ils vont faire du camping ». C'est la seule réflexion un peu détendue que lui inspire cette période particulièrement dramatique.

Cierna fut suivi par une rencontre à Bratislava des chefs de la plupart des pays membres du pacte de Varsovie. Ce fut encore sinistre. Du moins, les dirigeants de Prague croyaient-ils avoir écarté les menaces d'une intervention militaire et beaucoup pensaient que Kadar les soutiendrait. Le dirigeant hongrois eut, en effet, quelques jours plus tard, un entretien particulier avec son

collègue tchécoslovaque. Il fut gentil, ne fit pas la moindre allusion à une intervention militaire, mais, ajoutée en substance Dubcek, c'était un faux jeton.

Le comble allait évidemment être atteint lors de l'intervention, lorsque Dubcek, capturé, dut comparaître à Moscou devant les dirigeants soviétiques. Il a été dit maintes fois qu'en cette affaire comme en d'autres Kossyguine avait une position plutôt modérée. En tout cas, on tenait le chef du gouvernement pour un homme bien élevé, ce qui n'était pas le cas de tous ses camarades. Détrompez-vous, rapporte Dubcek : lors des confrontations, Kossyguine figurait ostensiblement parmi les plus durs, il nous traitait avec grossièreté.

Reste à savoir si le premier secrétaire du PC tchécoslovaque était suffisamment teinté de krouchtchévisme pour dominer son sujet. Si étonnant que cela soit s'agissait d'un homme versé dans l'appareil depuis vingt ans et éduqué dans une école du parti à Moscou, il paraît plutôt désorienté dans ce monde. Passons sur des erreurs que les circonstances expliquent (il est mort avant d'avoir pu lire et corriger ses propos) : à un endroit, il fait servir sous Andropov et Tchernomko un Soulof qui précède Brejnev dans le trépas. La méconnaissance est autre : étranger à cet univers qui aurait pu être le sien, Dubcek perdit la rude bataille qu'il n'avait su prévoir. Il y gagna tout de même l'honneur d'entrer au Panthéon des honnêtes gens.

Bernard Féron

La photo d'Alexandre Dubcek qui illustre cet article est tirée d'un recueil de cent onze portraits, *Talents et consciences de l'Europe*, vendu au profit de l'association Emmaüs (prix : 60 F ; commandes au 43-20-61-52).

autres parutions

• L'Amérique de Charles H. Johnson, 1991, éd. de la Pléiade, 1200 p., 1200 F. — Ce livre, qui est une réédition de l'ouvrage de Charles H. Johnson, paru en 1968, est une œuvre majeure de la littérature américaine. Il raconte l'histoire d'un homme qui a été le premier président noir d'une université prestigieuse, le Howard University. Le livre est une œuvre majeure de la littérature américaine, qui raconte l'histoire d'un homme qui a été le premier président noir d'une université prestigieuse, le Howard University. Le livre est une œuvre majeure de la littérature américaine, qui raconte l'histoire d'un homme qui a été le premier président noir d'une université prestigieuse, le Howard University.

• Les Américains et le Peuple, de Charles H. Johnson, 1991, éd. de la Pléiade, 1200 p., 1200 F. — Ce livre, qui est une réédition de l'ouvrage de Charles H. Johnson, paru en 1968, est une œuvre majeure de la littérature américaine. Il raconte l'histoire d'un homme qui a été le premier président noir d'une université prestigieuse, le Howard University. Le livre est une œuvre majeure de la littérature américaine, qui raconte l'histoire d'un homme qui a été le premier président noir d'une université prestigieuse, le Howard University.

Contre vents et maris

Une chronique tendre et ironique de Kaye Gibbons
à la gloire secrète du matriarcat

HISTOIRES DE FAIRE DE BEAUX RÊVES
(A Cure for Dreams)
de Kaye Gibbons
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Odile Fortier-Masek,
Flammarion, 180 p., 98 F.

Marjorie Randolph, la narratrice de *Histoires de faire de beaux rêves*, a quarante-sept ans en 1989 lorsqu'elle décide de prêter sa voix à sa mère « morte dans un fauteuil en parlant ». Par le truchement de sa fille, Betty Davies Randolph raconte ainsi sa jeunesse près de sa mère Lottie qui, elle-même, avait souvent évoqué sa propre mère, Bridget. Grâce à une structure subtile de biographies en abîme, trois générations de femmes revivent dans ce beau roman de la nostalgie et de la révolte. La dernière image de cette galerie de portraits est un homme, un gamin qui revient de la guerre en 1944 et découvre l'enfant né pendant son absence, Marjorie, l'arrière-petite-fille de Bridget qui révélera, au demi-siècle plus tard, la saga des femmes O'Cadhain.

Kaye Gibbons, jeune écrivain américain née en Caroline du Sud, a écrit une chronique tendre et ironique à la gloire secrète du matriarcat, l'histoire de femmes apparement soumises mais conscientes de leur rôle dans une société régie par les hommes. *Histoires de faire de beaux rêves* est un remarquable témoignage sur la condition féminine dans le milieu rural du sud des États-Unis.

Dès la première phrase, nous sommes confrontés aux rêves et aux désillusions de la grand-mère, Lottie O'Cadhain, fille d'émigrés irlandais, prête à toutes les ruses pour se dégarer de l'autorité d'un père brutal. De bavardages ou confessions, nous apprenons l'essentiel de ces trois vies de femmes : la lourde présence paternelle, l'appartenance du fiancé, le passage amer du rôle de fille assujettie à celui d'épouse brimée. Kaye Gibbons fait semblant d'égérer les clichés de la vie familiale, mais c'est à l'intérieur d'une fustesse qu'elle nous fait pénétrer avec brio, un lieu occulte où les femmes résistent aux pressions maritales. Bridget et Lottie, comme plus tard Lottie et Betty, forment un couple mère-fille à l'épreuve du temps afin que leur destin s'ouvre à un peu plus d'autonomie.

Au fil de courts chapitres allégres et ciselés comme de subtiles pâtisseries maison, c'est d'un thème grave qu'il s'agit.

Des femmes, victimes de la pauvreté dans l'Amérique de la dépression, se paient le luxe de récupérer sur le budget étié de la robe et la paire de bas qui les sauvent de l'effacement domestique, mais, derrière cette mise en scène de la futilité, c'est de la sauvegarde de leur liberté qu'il est question. Bridget fait scandale en incitant ses voisines à perdre leur temps à jouer aux cartes. Des années plus tard, Lottie devient l'alliée d'une étrangère suspecte qui ose secouer la



Kaye Gibbons : un travail de sappe.

tutelle d'un mari et le poids d'une ribambelle de gosses. Betty part pour la grande ville mais revient au bercail. Elle épouse un garçon qui s'engage dans les *marines* le lendemain des noces. Elle découvre alors que, sans les hommes, l'effort a des relents de paradis.

Histoires de faire de beaux rêves n'aurait pas cette formidable séduction s'il n'y avait au-delà des anecdotes savoureuses, une auscultation profonde du sud des États-Unis, mais aussi, plus vaste, une interrogatoire capitale sur le bonheur. D'une écriture fluide, Kaye Gibbons mène un travail de sappe. Elle remet en question la prétendue égalité des sexes et se régalait de l'utilisation cruelle que font les femmes de la vanité masculine. Le code de gravité du récit, c'est la fascinante aptitude féminine à survivre dans le chaos. Kaye Gibbons s'occupe pas les hommes, elle se contente de les abandonner à l'état d'ébauche, héros infantiles d'aventures ioutiles, dont la moins innocente est, bien sûr, la guerre.

Ce roman de femme condamnée sans rémission les hommes englués dans leurs privilèges mais aussi dans leurs carcans. Les femmes y sont helles, charnelles, lucides et acharnées au bonheur. Le roman de Kaye Gibbons atteint notre talon d'Acille, revoersant d'un coup

d'éventail l'édifice vacillant des certitudes masculines. L'homme ne serait qu'un rêve de jeune fille, un chevalier sans armure. Marjorie se rappelle avec précision l'instant où son père retourne de l'armée : « Mon premier vrai souvenir, c'est du bruit. » Elle laisse entendre que ce fut beaucoup de bruit pour rien.

Hugo Marsan

Don Juan à Bucarest

En reprenant un mythe européen, Nicolae Breban
cerne les rapports complexes entre l'amour et la liberté

DON JUAN
de Nicolae Breban.
Traduit du roumain
par Marcel Pélou et Daniel Pujol,
Flammarion, 300 p., 135 F.

Nicolae Breban, cinquanteneuf ans, est l'héritier du pacte conclut, au milieu des années 60, entre le défunt pouvoir roumain et les intellectuels. A condition qu'il ne soit pas attaqué, ce pouvoir national-communiste leur concédait quelques espaces de liberté et renonçait à l'impératif du « réalisme socialiste ». L'interdiction de publier, ou bien l'exil, sanctionnaient la transgression du compromis. Si la pugnacité des écrivains s'en ressentit, leurs textes gagnèrent en poids et en profondeur. Ce fut le temps béni de la métaphore et de l'allégorie, casse-tête des fonctionnaires idéologiques du tyran.

Au début des années 70, cependant, la dictature rompit ce marché et imposa aux écrivains de revenir au vieux dogme. Breban se démit de toutes ses fonctions et abandonna son siège au comité central du Parti. Plus tard, à Paris, loin des remous de l'émigration, il publia deux romans. Aujourd'hui, l'écrivain voyage entre la France et la Roumanie, où il dirige un hebdomadaire littéraire important, *Contemporainul* (le Contemporain).

Était-ce nécessaire qu'au bout du grand roman de Louis Aragon, *Aurélien*, Bérénice disparût sans faire l'amour avec Aurélien ? Presque cinq décennies plus tard, Nicolae Breban ressuscite la vieille interrogatoire à la faveur d'un livre prolixe mais étonnant, où le lecteur retrouvera Don Juan ancré dans la grincante modernité roumaine, à l'époque d'une brève embellie dans ce pays entre obéissance et loup, qui n'est pas encore celui de la tyrannie déchaînée.

Tonia et Sergiu Vasiliu appartiennent à cette frange de l'ancienne aristocratie qui pactise avec l'imposture communiste.

Mis à part un certain provincialisme, rien ne distingue les Vasiliu, intégrés à la *nomenklatura*, d'une certaine bourgeoisie de France ou d'ailleurs. Les Rogulski, eux, restent bien loin du cercle fermé des « élus ». Monsieur, anarchiste, inclassable, après avoir quitté son poste à l'université, enseigne l'histoire de la littérature aux élèves d'un lycée. Son épouse s'ennuie, traîne. Ils croisent les Vasiliu sur les bords de la mer Noire, lorsque Sergiu, fasciné par les vagues tardives de la « révolution sexuelle », propose à Liliana Rogulski de rompre, en compagnie de son mari, la monotonie de ses ébats légitimes avec Tonia.

Est-ce du libertinage ou bien déjà de la pornographie ? Ni l'un ni l'autre car les jeux sans joie des couples désunis, en quête d'émotions intenses, se sollicitent guère l'attention du romancier. Ébats ratés, débat ouvert.

Candide et féroce

Les deux couples regagnent Bucarest. Rogulski reprend le siège de Tonia, lointaine cousine de M^{me} Bovary, avec la venulerie de l'amoureux aussi transi qu'indigne et la ténacité indisciplinée d'un Don Juan banlieusard. Un Don Juan qui n'est ni celui, cruel et cynique, de Molière, ni l'hédoniste tragique de Mozart. Breban est allé chercher plus loin son inspiration, en Espagne, au début du XVIII^e siècle, chez Tirso de Molina, qui fait surgir, pour la première fois dans la mythologie européenne, ce personnage étrange, ennemi de tout dogmatisme, curieux de toute chose et quelque peu messager de la liberté.

Pour se débarrasser de Rogulski, Tonia l'écoute d'abord, ensuite elle l'introduit chez Cécilia, sa meilleure amie, une universitaire « convenable » malgré son aspect de star américaine des années 50. Elle succombe vite aux assauts du Don Juan, et les amants, assoiffés de liberté, se

retrouvent pour parcourir un bout de chemin ensemble. Rogulski, cependant, ne renonce toujours pas à Tonia, elle demeure le Graal d'un monde pour lui interdit. Ce monde, à l'instar de celui qu'il aime, reste-t-il inaccessible pour autant ? « Je ne possède que ce que je crée moi-même », affirme Rogulski, porte-parole de l'écrivain pour qui la description, de Balzac au « nouveau roman », signifie la seule possession possible.

Ainsi, le bon vieux roman traditionnel vit toujours malgré son coma apparent, malgré l'invasion des succédanés intimistes ou de mécaniques bien huilées à « suspense ». Il se ressource aux thèmes mythiques d'Europe et, d'ailleurs, fait irruption, candide et féroce, depuis les espaces balayés par l'ouragan de l'Histoire, pour déraner avec ses interrogations nos certitudes confortables. Il y a une grande aisance dans le texte de Breban, que ses deux traducteurs ont bien su rendre en français. Les réflexions, les druites de l'auteur se croisent avec les longs, peut-être trop longs, monologues et dialogues de ses personnages mais leur description hallucinante de vérité et celle des lieux où ils vivent prouvent qu'au-delà de toute convention classique l'écrivain a su faire siennes les techniques d'aujourd'hui.

Certes, les propos que tiennent Rogulski et ceux qui l'entourent, sur lesquels plane l'ombre du philosophe solitaire de Sils-Maria, peuvent paraître souvent sujets à caution. Ils ne nous conduisent pas moins vers ces terres incertaines marquées autrefois sur les cartes par les taches blanches où s'élevaient de menagantes inscriptions, *terra incognita, hic sunt leones*. N'est-ce pas la vocation du romancier digne de ce nom de nous faire explorer les territoires inconnus où vivent les lions ?

Edgar Reichmann

Autobiographie de nulle part

Lassé d'être confondu avec les personnages de ses romans, Gregor von Rezzori donne sa vérité.
Qui est surtout un hommage plein d'humour à sa Bucovine natale, victime de l'Histoire

NEIGES D'ANTAN

(Blumen im Schnee)
de Gregor von Rezzori.
Traduit de l'allemand
par Jean-François Boulout,
Éditions Slaty, 380 p., 140 F.

Il est des coins de l'Europe centrale, là où l'Histoire a habité les frontières à ne plus savoir où donner de la tête, qui donnent naissance à de drôles de zèbres. Gregor von Rezzori est de ceux que les nationalistes de bon ton auraient bien du mal à savoir où classer : de oom italien, noble sujet de l'empire d'Autriche-Hongrie par sa naissance, devenu à tour roumain et soviétique par la force des choses, aujourd'hui autrichien par son passeport et résidant en Toscane, Rezzori est né en 1914 à Czernowitz (dite Tchernopol en russe, Tchernovtsy en ukrainien, Cernauti en roumain), dans cette curieuse province de Bucovine, au nord-est des Carpates.

Succèsivement turque en 1538, autrichienne en 1775, austro-hongroise en 1867, roumaine en 1919, soviétique en 1940, de nouveau roumaine en 1941, de nouveau soviétique en 1947, fondue dans la République d'Ukraine depuis 1991, la défunte région de Bucovine, ébahie par tous les caprices, aura dû faire subir à ses habitants son destin de caméléon. De là, son loio des terres de Transylvanie où sévissait le terrible comte de Dracula, depuis ce bout du monde bigarré, véritable casse-tête chinois qui fut aussi la patrie de Manès Sperber et de Paul Celan, habités de peuples et de cultures disparates qui s'y côtoyaient naturellement, de là surgit Gregor von Rezzori le magnifique, aristocrate de son état, cosmopolite malgré lui et pince-sans-rire par vocation.

C'est là que s'enracine *Neiges d'antan*, son dernier livre paru en français et qui est aussi sa première « vraie » autobiographie, cotoirement aux romans précédemment traduits où l'on reconnaissait pourtant bien des situations de sa propre vie. Rezzori, au seuil de ses quatre-vingts ans, voulait faire le point une fois pour toutes : « On n'a pas cessé de me confondre avec mes protagonistes, et j'en avais assez de porter leur responsabilité à leur place », grogne malicieusement le superbe vieillard, avec l'air espiègle d'un lutin préparant sa farce, et sans décemment rien céder de son imperturbable élégance. « Si j'étais vraiment eux à chaque livre, j'aurais déjà au moins dix-neuf vies ! Au moins, cette fois, c'est clair : il s'agit bien de moi. »

Mais il s'agit surtout, pour lui, de sauver du néant sa Bucovine, singulière enclave de la vieille Europe, dont même le oom, aujourd'hui, a disparu. Et sauve avec elle cinq personnes qui n'ont d'exceptionnel que d'avoir vécu dans ce coin-là du monde, et à qui l'homme qui écrit doit d'être ce qu'il est : la nourrice, le père, la

mère, la sœur, la gouvernante. Cinq personnes saisies dans leur absolu qui fragmentent en cinq chapitres le regard de ce récit où Rezzori, fidèle à ses principes, préfère l'humour et le mordant ironique des portraits au laisser-aller mielleux de la nostalgie.

Un monde disparu

Il y a à Kassandra, la nourrice adonnée, de chair confortable, sorte de Mowgli des Carpates au physique de gorille et au langage aussi intarissable que bizarrement composite, fait de « bribes de roumain, de ruthène, de polonais, de hongrois et même de turc et de yiddish », véritable « spécimen exotique échappé du carnaval des nations de quelque cirque ambulante », qui fait désordre dans la respectable maison en cédant à sa nature primitive et en se livrant avec les chiens à de furieux ébats. Autre personnage haut en couleur, le père : joyeux drille plein de santé, provocateur et aristocrate, antisémite, antibourgeois, antirailleur, antirépublicain, amateur de

femmes, de Nietzsche et de parties de chasse, fidèle à l'empereur et qui aurait volontiers soutenu l'Allemagne des années 30 si le vieil Autrichien, en lui, n'avait régné devant le Prussien, tellement « vulgaire ».

Il y a surtout, dans la transparence de ces portraits, le visage de la Bucovine, avec ses forêts, ses nuées de jaseurs qui s'envolent des sorbiers, ses épicéas géants qui abritent les chasseurs, quelques éclats d'objets, de costumes, et la guerre presque toujours visible, et les rencontres, entre deux fuites, lors de l'avancée des Russes, puis de la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, puis du rattachement à la Roumanie, puis du pacte germano-soviétique.

Sans avoir la profondeur et la fulgurance des magnifiques *Mémoires d'un antisémite* (1) ni même de *Hermine souillée* (2), où la visio romanesque donnait un souffle paradoxal plus vrai à ce monde disparu, ce récit, porté par l'énergie, drôle et juste, que Rezzori a le don d'insuffler à ses portraits, fait revivre, avec autant de féroce que de tendresse, « le mythe d'une réalité ancienne, merveilleuse et perdue ». C'est le visage d'une province alors étincelante de diversité qui s'écaille petit à petit parce que les peuples mélangés qui en faisaient la richesse ne se sentent plus chez eux, et où chacun, au gré du changement des souverains, se met à vivre « dans une sorte d'exil », « relégué dans un pays colonial abandonné par ses maîtres d'autrefois ».

Marion Van Renterghem

(1) L'Age d'homme, 1990.
(2) Gallimard, 1961 et 1991.

* Un autre roman de von Rezzori paraît chez le même éditeur : *Sur la falaise* (96 p., 70 F.).

Le Monde ÉDITIONS

ARAFAT, PÉRÈS, PLANTU
Retrouvez-les dans

PLANTU

REPROCHE-ORIENT
De la Guerre du Kippour
à la guerre du Golfe

LE PRÉSIDENT HIP-HOP
(rencontre avec Yasser Arafat)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

On se souvient que dans les illusions perdues, Balzac raconte l'histoire d'un jeune poète de province, plein d'ardeur, d'inspiration et de foi dans la littérature. La bonne société d'Angoulême, ridicule et ignorante, méprise Lucien et ses livres; alors, il monte à Paris où il se rend compte que, pour réussir, il doit imiter les autres écrivains en place, adopter leur langage et se soumettre à leurs compromis. Ayant ainsi brié ses illusions de jeunesse, trahi sa voix jusqu'à l'oublier, il brille, jusqu'à ce que la coalition des jaloux le brise et le renvoie à la case départ. Remplacez, comme le veut aujourd'hui la géographie de la réussite, Angoulême par la France et Paris par les États-Unis d'Amérique, et vous saurez l'essentiel des mésaventures littéraires de Philippe Djian et de Sotos.

Comme tous les hommes de sa génération, Djian a été gavé d'Amérique. Des images de ses films, des sons de ses musiques, des phrases de ses livres. Toute sa jeunesse en a été imprégnée, et bien qu'il eût assimilé l'Amérique à la jeunesse, à la force vitale, aux promesses de l'avenir. Comme l'enseigne une mode déplorable mais persistante, il a cru que la France était surannée. Et lorsqu'il s'est lancé dans l'écriture, c'est tout naturellement qu'il a conçu le projet de raviver notre vieille langue avec des médailles concoctées outre-Atlantique. Le projet n'était ni fou ni illégitime. Bien d'autres l'avaient eu avant lui, bien d'autres l'ont et l'auront encore. C'est ainsi que les littératures vivent, et non dans l'exclusive contemplation de leur perfection passée. Dans de tels accablants, le noblesse des lignées compte peu; seules importent la beauté et la vigueur des enfants.

Éclatant d'énergie, pénétré de talent, ruisselant de sincérité au point d'en être parfois gêné, Philippe Djian a réussi quelques bâtons pleins de sève. Les pincettes de la généalogie ont fait des mines pincées, les amateurs de prose cravatée se sont signés à l'approche de cette créature du diable, le public a aimé, ce qui est bien la preuve que tout cela ne valait rien! Ceux qui n'avaient pas les préjugés ont émis des jugements, favorables ou défavorables selon qu'ils étaient plus sensibles à l'assouplissement de la langue, à la saveur des images, à l'efficacité dramatique de la phrase ou à la mine des intrigues, à la répétition de certaines formules ou aux trop grandes libertés grammaticales que s'accroît l'écrivain.

Avec Sotos, il n'y a, semble-t-il plus de

SOTOS
de Philippe Djian.
Gallimard, 396 p., 130 F.

débat. Djian a inversé le sens de son ambition. Adieu Angoulême: son dernier livre ressemble à une traduction empaquetée, maledroite à force de fidélité, d'un roman que Brautigan, ou Fante, ou Herriote auraient ébroué, échoué mais décidément impubliable, au fond d'un tiroir ou sous des caisses de bière dans le réfrigérateur.

Le modèle a mangé le peintre; ne restent dans la poussière que des vestiges: quelques belles images, drôles, violentes ou tendres, l'écho d'un cri douloureux, la sincérité d'un désarroi. Le plus insupportable dans ce mince désastre est le sentiment que l'auteur, tout au long du livre, n'a jamais douté de son échec. La peur du ratage, si intense, si dynamique, si dramatique dans les romans précédents, s'est muée ici en une certitude pesante, humble, un peu écœurante.

Dans Sotos, Djian raconte entre autres choses l'histoire d'un jeune homme, Vito, débauché, d'Amérique évidemment, sur cette côte du Pays basque où se situe le roman, et qui appartient, contre son gré, au clan des pauvres. Ceux qui ne possèdent pas de voitures décapotables, qui ne sont pas invités chez les filles de riches - les seules qu'ils désirent - et qu'un mur de mépris et de morgue sépare de leurs voisins de lycée, pourris de fric et couvés par des parents puissants. Vito, en se faisant leur pourvoyeur de drogue, parvient à s'immerger, avec quelques copains, dans la bande des nantis.

Après quelques mois d'exaltation, vient le constat: « Ils ne dérangeaient plus personne, aujourd'hui. On les appelait par leur prénom, on les mettait dans la confidence, on les présentait aux parents et on pouvait leur marcher sur les pieds sans déclencher d'empoignades, sans qu'une sombre étincelle ne brillât dans leurs yeux. Ils étaient complètement lesiés. Ils n'étaient même pas comme les autres, ils n'étaient plus rien. » C'est l'impression que donne le Djan de Sotos depuis qu'il a réalisé le rêve qui caressait, dès leurs premières pages griffonnées, tous les écrivains dévoués aux provinces - y compris la parisienne: publier chez Gallimard, sous la couverture blanche de la NRF. Le voilà enfin chez les riches des lettres, chez les luppés de la plume d'ole, sur les tapis

de haute laine de la renommée. Il en tremble, il en perd sa langue, sans y gagner son latin. Alors, par crainte de décevoir peut-être, pour se rassurer certainement, ce timide qui n'a jamais détesté rouler des mécaniques en rejeu. Il cultive ses moindres défauts et fait exhibition de ses manques. C'était un athlète, il se dope. On lui reprochait d'inutiles agressions à l'usage commun du français, il nous mitraillait de « megré que » et de concordances des temps vertigineuses. Il cultivait une esthétique du débrillé, il versait dans l'incohérence du hâillon: « Des deux peniers que Mona nous avait préparés, ils se sont réglés, à peine séchés d'un premier bain duquel je suis sorti réveillé pour de bon, affligé d'une vision atrocement nette. » Ou encore: « Il n'y avait pas que de la crainte qu'il m'inspirait... Il me saisisait parfois un bras, de peur que je ne m'échappe, ou n'était-ce que si mon attention se relâchait. » La crise de l'écriture serait-elle si grave qu'il eût fallu licencier tous les lecteurs rue Sébastien-Bottin? Ou bien personne n'eût-il osé affronter

ou savon noir, même aspergé de tous les parfums d'Orient, demeurerait un livre aussi stimulant qu'une tasse de tilleul. Le canevas du récit, son scénario dirait-on plus justement tant le cinéma pointe sans cesse un nez indiscret, n'est pas en cause.

Cette trame en vaut une autre: un patriarcat despotique qui règne sur une région et sur sa famille; un gendre hâlé à cause d'une ancienne histoire et qui revient crânement défilier le potant; un petit-fils éduqué, crevant de trouille et d'admiration pour le grand-père et qui prendra pourtant, dans le drame et le sang, le parti du mari de maman. Le tout sur fond de comédie - un salut à l'ancêtre Hemingway, - et rythme métaphoriquement par le cérémoniel taoumachique: benderilles, pesses, faanes, et, pour finir, estocade et mise à mort. Le lecteur devrait pousser un « ôlé! » à la fin de chaque charge; il reste, vissé sur son siège, en attendant et vaguement honteux. La cérémonie tourne à la boucherie. Ce n'est pas Goya ou Picasso qui tiennent le pinceau mais un greffier qui bombe des organes génitaux sur un coin de mur. Des personnalités si vives et si entêtées qu'on a hâte de les quitter pour aller prendre l'air, des relations convenues, des clips de films X gluants entrecoupés de bavardages au bord d'une piscine. Sea, eex, sun, Cédipe et taureau: Djian risque de faire un tabac sur les plages de l'été.

DOIT-ON pour autant passer l'auteur de Meudil manège et d'Echine (1) aux parties et profits? Sotos fait tâche et il faudra du temps pour s'en remettre. Mais les meilleurs écrivains ont tiré à côté de la plaque et manqué des livres. Voilà en tout cas Djian confronté à sa caricature. Il jettera sur elle le regard qu'il veut. Au pire, s'il décide qu'elle lui ressemble, il deviendra l'Apollon des salles de body-building du roman: gonflette, embrocation et luisance grasse, avec la promesse d'un bedon autour de la cinquantaine; le double inversé d'Alexandra Jardin, son vert contraire: rien. Au mieux, elle le fait se tordre de rire, il hausse les épaules, navré, inconsolable, rageur, comme on l'aime, et il retourne au travail, à la peur, au langage, à lui-même plutôt qu'aux oncles d'Amérique. Dene un cas comme dene l'autre, Sotos ne sera, pour nous, qu'un mauvais souvenir.

(1) Ed. Bernard Bessière

Disqualifié pour dopage

la susceptibilité d'un auteur dont on attend de gros tirages et lui murmurer que « Les chances pour qu'Ed Carrington soit un jour une conversation privée avec Victor Sarraute étaient plutôt minces. Qu'elle se déroule à cette heure et en ce lieu n'existaient pas » relevait davantage de l'énigme sémantique que de la liberté du style?

Ces dérapages, pour spectaculaires et irritants qu'ils soient ne sont encore que brouillies. Rien qu'un soigneux brossage ne puisse réparer. Djian prenant des risques inconsidérés avec la syntaxe veut à tout prendre mieux, à condition d'être flanqué d'un correcteur, que tant d'auteurs qui ne font à Grévyse aucune peine même légère et dont les livres sont aussi propres et aussi excitants qu'un couloir d'hôpital. Par malheur, Sotos, même déclassé

Malcolm X, le verbe haut

Rééditions et inédits donnent la mesure du dirigeant noir, homme de la parole avant tout

L'AUTOBIOGRAPHIE DE MALCOLM X
(The Autobiography of Malcolm X)
de Malcolm X et Alex Haley.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Anne Guérin.
Introduction de Daniel Guérin.
Grasset, 328 p., 110 F.

LE POUVOIR NOIR
(Malcolm X Speaks)
de Malcolm X.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Guillaume Carle.
Préface de Claude Julien.
L'Harmattan, 264 p., 140 F.

DERNIERS DISCOURS
(Last Speeches)
de Malcolm X.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Isabelle Chapman
et Edith Ochs.
Ed. Dagomar, 188 p., 90 F.

QUI A PEUR DE MALCOLM X?
de Fodé Sylla et Sigmund Kowalewski.
Ramsay, 167 p., 79 F.

de Malcolm grâce à une seconde interview réalisée pour Playboy (« jamais les diables blancs ne publieront ce que je dis », affirmait le responsable de la mosquée de Harlem, jusqu'à ce qu'on lui démontre le contraire), Alex Haley réussit, au début de 1963, à le convaincre de collaborer à une autobiographie dictée. Il leur fallut deux ans pour mener à bien ce projet, achevé à la veille de l'assassinat de Malcolm X.

Or, au fil des mois, Malcolm X changeait. Il n'eût accepté de répondre à Haley (qu'il considérait comme un Oncle Tom, un laquais des diables blancs) que pour faire œuvre de propagandiste, répandre la parole d'Élijah Muhammad, le chef spirituel et séculier de la Nation of Islam. Dans un premier temps, Haley réussit à lui faire raconter son enfance, la mort de son père Earl Little (probablement assassiné par des Blancs), l'intermède de sa mère, la dispersion de sa famille par les services sociaux, puis sa vie de toxicomane, de voleur, mais aussi d' amoureux du jazz, de danseur émérite de lindy hop.

Un texte mutilé

Malcolm X était capable de reprendre chacune de ses identités successives, de retrouver le langage de chaque incarnation - le bon élève, le petit voyou, le taulard, le précheur. Ce travail d'homme honnête absolu n'est sûrement pas étranger à l'évolution politique de Malcolm X, à son éloignement progressif de la Nation of Islam, au double mouvement qui l'a amené à se rapprocher de la fois de l'islam officiel et des mouvements de libération nationale.

Parce que Malcolm était un homme de la parole, cette autobiographie dictée échappe aux écueils du genre. Les millions de lecteurs de *Racines* savent que Alex Haley, conteur émérite, n'était pas un grand stylist. Pourtant, l'autobiographie est portée par un souffle oratoire hors du commun.



Malcolm X: lucide.

Reste à regretter que l'éditeur français n'ait pas jugé bon de revenir sur la traduction et les coupes effectuées en 1966. Des cinq cents pages du texte américain (y compris le passionnant préface de Haley) seules trois cent vingt-huit ont subsisté dans l'édition française. Le quatrième chapitre du texte original, intitulé « Laura », conte la valse-hésitation du jeune Malcolm Little entre Laura, une étudiante noire élevée par une

grand-mère très croyante et Sophia, une femme blanche venue s'encastiller dans le ghetto. En français, le chapitre s'appelle « Sophia », et la figure de Laura a purement et simplement disparu. Un sort qui partage le chapitre V, qui retrace l'arrivée de Malcolm à New-York.

Aux États-Unis, on attend la parution d'une nouvelle édition, fondée sur le manuscrit récemment acheté par un avocat de

Detroit, Gregory Reed, lors d'une vente aux enchères. Reed a déclaré avoir découvert une préface et deux chapitres inédits, dont l'un présente le programme économique de Malcolm X.

Pour l'instant, on peut compléter ce portrait d'un homme exalté par deux recueils de discours et entretiens, *Le Pouvoir noir* et *Derniers Discours*. *Le Pouvoir noir* avait été publié en 1966 chez Maspéro et rassemble des textes prononcés durant les deux dernières années de la vie de Malcolm X. L'introduction de Claude Julien, écrite à l'époque, compte quelques-unes des lacunes que laisse la lecture de l'autobiographie et, surtout, replace la figure de Malcolm X dans l'histoire mondiale. Issu d'un univers intellectuel radicalement étranger au Vieux Continent (par ses pratiques, son histoire, le Nation of Islam évoque plus les mormons que le chiisme), Malcolm X a fait son apprentissage de militant politique en public.

« Parce que vous êtes noir »

On ne trouvera donc pas dans ces textes d'avançées théoriques exceptionnelles. Malcolm X faisait souvent preuve de naïveté, de complaisance à l'égard de la Chine ou des nouveaux régimes africains. Mais son analyse de la condition des Américains d'origine africaine - la distinction entre « Nègres des champs » et « Nègres domestiques », sa critique de la stratégie non violente de Martin Luther King, sont d'une lucidité absolue. Il énonce les termes de l'alternative intégration-ségrégation avec une netteté irréfutable. Et même si l'on sent s'effriter, au fil des mois, sa foi dans l'idéologie séparatiste de la Nation of Islam, Malcolm X reste jusqu'au bout parfaitement sceptique face à la volonté d'assimilation affichée par l'Amérique blanche. L'histoire des États-Unis semble lui avoir donné raison.

« Vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes démocrate ou

républicain, vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes maçon, et vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes américain; car, si vous étiez américain, vous ne recevriez pas de coups. Vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes noir », disait Malcolm X en 1963, comme s'il commentait en direct le passage à tabac de Rodney King à Los Angeles, presque trente ans plus tard.

Les *Derniers discours* couvrent en fait la même période que *Le Pouvoir noir*. A défaut de révélations, ils apportent la preuve de la richesse du talent oratoire de Malcolm X. Le label RCA vient de publier un CD (1) réunissant plusieurs discours, dont certains sont retranscrits dans *Le Pouvoir noir*. On se fera ainsi une idée physique de la puissance de Malcolm X, de sa capacité à mêler le lyrisme ecclésiastique de Martin Luther King, la fureur froide des orateurs révolutionnaires et la provocation ironique des *homeboys* du ghetto. Les rappers d'aujourd'hui lui doivent autant sur la forme que sur le fond.

Fodé Sylla, successeur de Harlem Désir à la tête de SOS-Racisme, Africain élevé par des Européens, en France, est bien placé pour éclairer la réalité française à la flamme des discours de Malcolm X. Mais *Qui a peur de Malcolm X?*, écrit en collaboration avec un universitaire polonais, n'est qu'une compilation de l'autobiographie et des principaux ouvrages sur la vie de Malcolm X, à laquelle vient s'ajouter un bref chapitre consacré aux vertus de SOS-Racisme. Sur le sort que la France a fait aux Africains depuis la traite jusqu'aux cités de banlieue, en passant par les colonies, sur la persistance d'une revendication panafricaine dans un pays où les communautés d'exclus restent perméables entre elles, il faudra attendre un autre livre.

Thomas Sotinel

(1) Words from the Front Lines: Excerpts from the Great Speeches of Malcolm X. 1 CD RCA BMG 07863 661322.